

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS
PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES.

NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, (France); Bedri Pëça-i, Kjami Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönlank, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maxmilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descandres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Prof. Fr. Kraus



fur die Balkan-föderation
16.10.27 Berlin
F. Kraus

Le prof. Kraus est l'auteur de nombreux ouvrages sur le problème de la personnalité et de l'organisme général dans les maladies.

Je considère la solution du problème balkanique comme très difficile, mais je tiens l'autonomie des peuples balkaniques pour nécessaire. Ils ont besoin de la paix, et c'est là le chemin qui y conduit.

Les Macédoniens ont le droit à un territoire complet sur lequel ils puissent se développer pacifiquement. Alors, petit à petit, les animosités et luttes réciproques cesseront, et l'on pourra peut être même arriver à une paix définitive. Les difficultés pour une pareille solution ne sont bien connues, mais cela ne m'empêche pas de la désirer.

Les droits des minorités dans les Balkans doivent être protégés, et il est naturel que des Etats autonomes ne peuvent y exister sans se fédérer. Car, s'ils sont isolés, les impérialismes entreront de nouveau en jeu. Après la réalisation des différentes autonomies devra se constituer une nouvelle Union Balkanique, par des raisons économiques, mais aussi par la compréhension politique du fait qu'une population d'environ 40 millions, délivrée des luttes intestines, et unie, ne peut si facilement être exploitée par une puissance impérialiste et est à même de se défendre.

Les haines et discordes intérieures? Mais pourquoi donc les Bulgares et les Serbes devraient-ils avoir des haines héréditaires? Cela est tout-à-fait contraire à la nature. Et toutes ces haines engendrent la misère. Tenez, par exemple: les Balkans produisent d'immenses quantités de tabacs, mais les producteurs ne savent qu'en faire et sont forcés de les vendre à des prix dérisoires à des exploiters de leur misère. Si les Balkans étaient unis, ils auraient pu exporter le tabac en Amérique et ailleurs à de meilleures conditions. Il en est ainsi de bien d'autres produits. Et si l'on pouvait vendre ces produits à des prix normaux, grâce à des moyens normaux, le pays deviendrait riche, et le bien-être est le meilleur chemin vers la paix et l'entente réciproque.

Le prof. Fr. Kraus est né à Bodenbach (aujourd'hui Tchécoslovaquie), en mai 1858. Etudes de médecine. Professeur agrégé, puis professeur extraordinaire. Pendant 8 années à Graz. Actuellement professeur à l'Université de Berlin. A dirigé la II. Clinique Universitaire à la Charité.
Le prof. Kraus qui est l'une des plus grandes sommités médicales actuelles a aussi fait de nombreux voyages dans les Balkans, la dernière en juin dernier.

FP1550

Pour réaliser tout ceci, il faut naturellement la démocratie — mais la véritable démocratie, surtout dans un pays comme les Balkans. Une paysannerie prospère doit surtout s'y développer, le paysan y doit prospérer — et alors tout ira bien. Les pays balkaniques sont des pays de paysans. Il y eut un gouvernement paysan, celui de Stamboliisky, malheureusement il fut de courte durée. Et Stamboliisky a fort bien dit: «Nous n'avons besoin de l'industrie que pour ce que le paysan nécessite.»

Ce qui fait cependant défaut dans les Balkans, c'est l'homme qui réussira à résoudre la question balkanique.

Professeur Dr. Veit Valentin



Le Professeur Dr. Veit Valentin est né à Francfort s/le Mein en 1885. Descendant d'une famille d'émigrés français. A étudié l'histoire, l'économie nationale et les sciences politiques. En 1910 professeur agrégé à l'Université de Fribourg en Br.; puis professeur en 1916; a pris part à la guerre en Galicie et en Flandres. En 1921 référendaire pour les questions de politique extérieure aux Archives de Potsdam. Devenu pacifiste à la suite de la guerre. Membre du parti démocrate. Collaborateur à des journaux démocrates.

Le prof. Veit Valentin a publié de nombreux ouvrages, particulièrement sur la révolution allemande en 1848/49, sur Bismarck et sur la politique extérieure.

Quelques pensées sur les Balkans.

L'année dernière j'ai fait mon premier voyage dans les Balkans, et il ne sera pas le dernier, à coup sûr. Car j'ai appris à aimer l'âme populaire chaude et colorée des différentes nations de la péninsule balkanique. Ce n'est certainement pas sans douleur que le politicien pacifique regarde la situation, là-bas. Les Balkans sont le foyer de toute une série de guerres, et le furent dernièrement de la guerre mondiale. Les traités de paix qui ont marqué la fin de la guerre mondiale ne signifient ni pour les Balkans, et ni pour les Etats Centraux une solution satisfaisante des questions pendantes. La Bessarabie, la Macédoine, l'Albanie, la Croatie, la Dalmatie et le Monténégro — chaque connaisseur sait quelle quantité de questions ces noms représentent.

Tout comme pour l'Europe Centrale, deux voies seulement semblent exister pour la presqu'île Balkanique. La première possibilité est l'égoïsme le plus aigu des Etats nationaux. Les Etats actuels peuvent dire: nous sommes là, nous avons vaincu, quiconque appartient à notre Etat doit appartenir aussi à notre nation; quiconque ne le veut pas volontairement, sera tout simplement forcé à devenir Serbe, Roumain ou Grec; l'intérêt de notre Etat l'exige et toute violation, toute terreur sera justifiée par cet intérêt.

Que sera donc la conséquence d'une telle considération? L'enchevêtrement ethnique dans la péninsule Balkanique va si loin, les passages de région à région, de village à village sont si subtiles, qu'une frontière nette et claire d'après les points de vue ethnique et linguistique ne peut être tirée dans aucune des contrées en litige. En appliquant même l'équité la plus impartiale, il ne peut être possible, d'après mon opinion, de préciser exactement où cesse la Serbie, où commence la Grèce, etc. On doit donc, à la longue, compter dans chacun des Etats de la péninsule avec des minorités

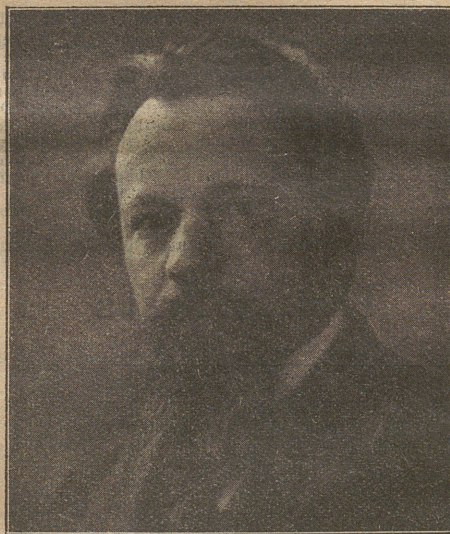
nationales. Nous possédons aujourd'hui dans l'Europe Centrale un droit des minorités hautement développé, non seulement théoriquement, et qui dans la pratique, par exemple dans les régions sur la frontière germano-danoise, est appliqué d'une façon bienfaisante et satisfaisante. Il ne devrait pas être difficile pour les Etats Balkaniques d'appliquer le droit des minorités et de prouver ainsi qu'ils sont en culture les égaux des Etats de l'Europe Centrale.

Et ainsi nous arrivons à la seconde possibilité, dont nous avons parlé plus haut. Les Etats de la péninsule Balkanique peuvent abandonner l'ancien point de vue du nationalisme étatique forcé, et peuvent dire: assez d'effusion de sang, assez de terreur, assez de destruction de propriété et de bonheur; chacun des Etats Balkaniques a eu le grand rêve d'un grand Etat qui devait être construit en déposant nos voisins et cousins; l'avenir chez nous aussi appartient à l'idée de l'égalité des droits et du respect réciproque; aucun des Etats Balkaniques ne peut devenir une véritable grande puissance; si cependant nous nous unissons, nous pouvons signifier beaucoup même dans la grande tension d'aujourd'hui des conditions internationales de la puissance, et nous pouvons défendre nos intérêts communs contre qui que ce soit.

Je sais bien que ce n'est malheureusement pas la raison qui domine dans la politique, et que, par conséquent, le chemin menant à une Alliance Balkanique garantissant l'autonomie culturelle à toutes les minorités de la péninsule, est peut-être encore bien éloigné. Mais ma confiance en l'intelligence et la richesse des moyens des Balkans est trop grande pour ne pas exprimer ici, en bonne conscience, la conviction: que les amis de ce journal ont reconnu le seul chemin pratique possible.

Prof. Dr. Veit Valentin

Theodor Lessing



Theodor Lessing est né le 8 février 1872 à Hannovre. A étudié la médecine, puis la philosophie. Depuis 1907 professeur de philosophie et de pédagogie à l'Ecole Polytechnique de Hannovre.

Theodor Lessing est également un écrivain de grand talent.

Nous savons que la question macédonienne est restée non-résolue à Neuilly. Nous savons que l'occupation de la Bessarabie par le gouvernement roumain doit amèrement se venger. Nous savons que cette Yougoslavie scissionnée en 14 partis politiques et en au moins six nations n'est affermie qu'artificiellement par la Constitution de Vidovdan. Nous savons, ou croyons savoir, qu'une entité étatique tellement menacée, et une dynastie aussi menacée que celle des Karaguéorguévitch, ne peuvent assurer leur avenir que par une guerre heureuse. Cette guerre serait probablement menée d'un côté par les Macédoniens, les Albanais et les Grecs, et de l'autre par les peuples slaves du sud, et tendrait au chemin vers la mer, vers Salonique.

Répondre nettement et clairement, en peu de mots, à la question de la possibilité de la Fédération Balkanique, est bien difficile. Car — s'il est permis de parler philosophiquement — les Balkans constituent un symbole pour toutes les difficultés qui menacent la paix de l'Europe; ils constituent

le baromètre de l'Europe sous trois rapports: national, confessionnel et économique.

En ce qui concerne la question du point de vue national: nous ne croyons pas à la durée des États polynationaux dans lesquels, à l'intérieur de l'imperium, il existe une concurrence de différentes langues et de différentes traditions populaires. Assurément, chacune de ces nations essaiera de dominer l'autre; le droit sera toujours du côté de celui qui au moment donné détient le pouvoir et chaque tentative d'une augmentation de puissance ne fera que semer de nouveaux sentiments de haine venant s'ajouter aux anciens qui ne peuvent jamais disparaître dans ces Balkans où sont commises les plus horribles atrocités. Nous nous trouvons donc en présence d'une horreur sans fin. Le nationalisme et le fascisme sont enracinés dans des instincts bien plus violents que toutes les puissances de l'esprit international, et contre ces passions la raison est sans force.

En ce qui concerne la question confessionnelle: plus que la moitié des habitants des Balkans cherchent et désirent le centre religieux à Constantinople; et l'autre moitié, à Rome. Viennent encore s'y ajouter les Mahométans, les Juifs, les Protestants, dont les violents sentiments religieux sont souvent travaillés par des facteurs politiques-nationaux. Comment donc y voir croître l'unité de l'idée? Et ce n'est que l'unité de l'idée devenue sentiment qui peut lier les uns aux autres ces masses qui tendent à s'écarter les unes des autres.

En ce qui concerne le point de vue économique: la situation économique se trouve en train de passer des formes économiques agraires et souvent bien patriarcales, au démocratisme et parlementarisme moderne, ce qui est la conséquence de la commercialisation et industrialisation, activées par la Tchécoslovaquie, de contrées encore bien arriérées. Et ainsi, la bourgeoisie citadine d'abord, mais ensuite le prolétariat arriveront à la majorité. Ce qui est cependant le plus important, c'est que les unités nationales ne correspondent aucunement aux unités économiques. Elles échappent, par là,

aux sphères politiques. Elles deviennent de purs idéals, impratiques, inutiles, mais restent liées aux plus profonds instincts de préservation. L'Albanie, comme contrée économique, n'appartient pas du tout aux Albanais, mais bien aux Anglais, aux Américains, aux Français. La Bulgarie ne travaille point pour les Bulgares, mais pour la prédomination de l'Entente. La Yougoslavie n'est qu'une entreprise d'un petit nombre de capitalistes et de gros-proprétaires internationaux. C'est ainsi que tourbillonnent les uns contre les autres les sentiments nationaux et les intérêts économiques, les idéals religieux et les nécessités politiques. Et, sous ces conditions, aucun des multiples problèmes balkaniques ne peut être résolu.

Je devrais donc répondre par de simples «non» à toutes les questions que vous me posez. Si je dois cependant exposer d'une façon positive comment je m'imagine le règlement des luttes balkaniques, je ne pourrais y répondre que par ma confession de foi en le socialisme, et en l'État socialiste, que je me figure comme une Haute Instance de la raison pourvue de toutes les forces de la technique, donc aussi de la force armée, une Instance au-dessus des peuples, inaccessible et indépendante comme la logique, comme les mathématiques, entièrement détachée des intérêts particuliers des nations, des religions et des entreprises économiques privées.

Ce ne sera donc que lorsque l'époque de l'État national et de l'économie nationale sera définitivement passée, et que le soleil de l'économie mondiale socialiste se lèvera, qu'il n'y aura plus de Balkans et plus de chaos Balkanique. Car seule une Fédération Internationale, loin de tout centralisme et syndicalisme, est capable d'être juste et équitable envers chaque peuple et chaque individu. Les désirs nationaux de tout groupement humain, désirs parfaitement légitimes, ne peuvent être réglés que d'un seul point de vue, d'un point de vue dépourvu de tout arbitraire national ou politique; et c'est là l'idée de la Fédération Balkanique.

Theodor Lessing

Le martyr du peuple macédonien

Une liste funèbre

Les Macédoniens assassinés par la bande de Protoguéroff et Mikhaïloff

Ce sont des centaines et des milliers. Ils constituaient la sève du peuple macédonien — des hommes vigoureux, énergiques dans la fleur de l'âge, le mieux à même de créer de produire, de s'adonner entièrement à la lutte révolutionnaire, de travailler à la libération du peuple macédonien.

Combien sont-ils? Nous ne le savons pas. Nous ne le saurons peut-être pas. Ce sera une enquête faite par des personnes impartiales qui un jour nous donnera peut-être la liste exacte des assassinés. Et cela sera lorsque les régimes des dictatures en Bulgarie, en Grèce, en-Yougoslavie seront écroulés et qu'il sera possible de faire une enquête véritable, objective.

Mais quoique nous ne connaissons pas encore la liste exacte des Macédoniens tombés sous le poignard et les balles, une partie des crimes perpétrés sont déjà connus.

Le martyr du peuple macédonien est indescriptible. Ce peuple a souffert terriblement. Il a été persécuté, torturé, assassiné par les sultans, les pachas, les beys; puis vint la „libération“ — en 1912; et les „libérateurs“ ont continué à le persécuter, le torturer, l'assassiner. Le nombre des nouvelles victimes n'a pas été bien loin de celui atteint sous les sultans. Et à ce nombre des victimes vient s'ajouter celui des Macédoniens tombés sous les poignards et les revolvers de ceux „frères“, de ces Macédoniens qui se sont placés au service de l'impérialisme et du fascisme grecs et serbes, et de ceux qui, se drapant du manteau de l'„autonomisme“, se sont mis au service de la dictature militaire bulgare. Lorsque le nombre exact des victimes de cette bande de traîtres à la cause macédonienne sera connu — et cela aura bien lieu un jour — il sera alors écrit une martyrologie sans fin, il sera érigé une pyramide de crânes qui constituera un monument de la honte, de la trahison de cette bande de criminels envers l'œuvre de la libération macédonienne. Ce sera le monument du sadisme sanguinaire et bestial de ces traîtres qui se sont mis au service du fascisme et de l'impérialisme bulgares, contre la cause du peuple macédonien. Ce sera un monument duquel les futures générations macédoniennes détourneront les yeux avec mépris et indignation; ce sera un monument qui leur remémorera les pages les plus obscures et les plus honteuses de l'histoire macédonienne, que les fera rougir de honte de ce que de pareils traîtres aient pu sortir du sein du peuple macédonien.

Nous sommes en mesure de publier aujourd'hui une liste partielle des Macédoniens assassinés par les bandes de Protoguéroff et Mikhaïloff, de 1922 à ces derniers temps, dans la partie de la Macédoine sous joug bulgare, en Bulgarie, et ailleurs.

Dans la ville et le district de Nevrokop:

1. Dimitr Anton Tchapkanoff, du village de Lovtché, fils d'un des membres du groupe de Serrès, assassiné en 1922;
2. Dimitr Ikonomoff, du village de Lovtché, pendant longtemps membre du comité révolutionnaire du district de Nevrokop, assassiné en 1922;

3. le maire du village de Debréné (un Turc); pendu en 1922 parce qu'il a dit qu'un État dans l'État ne peut pas exister;
4. Constantin Avramoff, du village de Lechtène, pendu pour avoir refusé de prêter serment aux autonomistes;
5. Dimitr Borgoff, enfant de 15 ans, égorgé en 1922 parce que, lors d'une attaque par les autonomistes, il s'enfuit;

6. le fils de Hadji Mitchkoff, âgé de 12 ans, assassiné en 1922;
7. Constantin Karayaneff } deux frères, assassinés pour
8. Guéorgui Karayaneff } qu'ils ne dénoncent pas le
pillage de leur maison par les autonomistes;
9. Andréa Delipapasoff et } du village de Plevna,
10. Athanass Douchkine } assassinés en 1922 alors
qu'ils se rendaient à Sofia;
11. Diniu Miloucheff, de Nevrokop;
12. Todor Ignatoff, de Nevrokop, enlevé de son lit, étant malade avec 40 degré de fièvre, et assassiné en 1922;
13. Krsto Gueucheff, assassiné en 1922;
14. Guéorgui Pop Athanassoff, de Nevrokop, pendant longtemps militant révolutionnaire, assassiné en 1923;
15. Anghel Tcholeff, du village de Libiakhovo, assassiné en 1923 à Kizdervend;
16. Nicola Kartaloff, de Satoftcha, assassiné en 1923;
17. Stefan Ourdeff, pendant longtemps militant révolutionnaire, camarade de Taskata Serski, assassiné en 1923;
18. Stoyan Charlandjief, de Mossomichté, fonctionnaire de l'administration des domaines de l'Etat, assassiné en 1923 par Dontcho Kromidoff, Kiril Charlandjief, Dringalata et deux Turcs;
19. Dringalata et } assassinés pour préserver le
20. l'un desdits deux Turcs } secret autour de l'assassinat
de Stoyan Charlandjief; le second Ture réussit à
s'enfuir et se trouve actuellement à Andrinople;
21. Ivan Krantcheff, de Laki, assassiné en 1923;
22. Toma Kovatcheff, de Laki; les autonomistes ont attaqué sa maison pour le faire sortir et le tuer; Kovatcheff se défendit chez lui pendant tout un jour; puis, les autonomistes lui promirent la vie sauve; alors il se rendit; mais il fut aussitôt assassiné;
23. Ahmed Achiroff, de Lajnitsa, assassiné en 1923;
24. Guérgui Kovatcheff, de Libiakhovo, assassiné en 1923;
25. la femme de Yanef (Chatéva), de Libiakhovo, assassinée en 1923;
26. le prêtre Milan Koneff, pendant de longues années militant macédonien, assassiné en 1923 à Sofia;
27. Guéorgui Kémaloff
28. Dimitr Kémaloff }
29. Kiril Kémaloff, élève de } frères
6^{me} classe } assassinés en 1923
30. Constantin Dermendjief
31. Constantin Pop Ivanoff }
32. Peter Pop Ivanoff }
33. Guérgui Nikoff, de Gorno Brodi, fils d'un ancien militant révolutionnaire du district de Serrès, assassiné en 1923;
34. Peter Zaykoff, de Nevrokop, assassiné en 1923;
35. Athanass Dratcheff, assassiné en 1923;
36. Stoyan Popoff, de Hissarlik, assassiné en 1923;
37. Athanass Petroff, de Nevrokop, assassiné en 1923;
38. Guéorgui A. Kovatcheff, de Dolen, assassiné en 1923;
39. Todor Z. Kantcheff } descendus par force
40. et sa mère Zlata Kantchéva } de l'automobile et as-
sassinés en 1923 à Youndol;
41. Guérgui Goleff, de Garmen, assassiné en 1923 parce qu'il était un partisan du groupe de Serrès;
42. Stoyan Popoff, de Nevrokop, assassiné en 1923;
- 43/44. les deux fils de l'instituteur Krstine, assassinés en 1923;
45. Ivan Kouyoumdjief, de Libiakhovo, militant révolutionnaire de longues années, assassiné en 1923;
46. Guéorgui Ivan Kouyoumdjief, fils du précité, assassiné en 1923;
47. Guéorgui Moutafdjief } tous du village de Satof-
48. Guéorgui Chomoff } teha, assassinés en 1924
49. Lazar K. Bojickoff } pour avoir refusé de tra-
50. Ivan Mayrodjief } vailler avec les auto-
nomistes;
51. Youssouf Mehmedoff, d'Ablanitsa, assassiné en 1924;
52. Ahmed Kotchansky, de Kotchani, assassiné en 1924;
53. Peter Mangaroff, de Kremen, assassiné en 1925 parce qu'il était un partisan du groupe de Serrès;
54. Siméon Garnéff, maire de Libiakhovo } militants ré-
55. Dimitr Pantchalief } volutionnai-
56. Petko Tountcheff } res pendant
de longues années et partisans du groupe de Serrès,
assassinés en 1925;
57. Ilia Kuloumsky, de Gaytaninovo, assassiné en 1925;
58. Athanass Chinguéroff, de Gaytaninovo, assassiné en 1925;
59. Guéorgui Popoff, de Laki, assassiné en 1925;
60. Ilia Guéoroff, de Laki, assassiné en 1925;
61. Nicola Oucheff, de Sadovo;
62. Todor Garnéff, de Koprivlen;
63. Ivan Kalinoff, de Koprivlen;
64. Dimitr Echofski, de Baldévo;
65. Guéorgui Tchandjief } de Nevrokop, militants de
66. Dimitr Penkoff } l'organisation pendant de
67. Guéorgui Pop Alezoff } longues années et parti-
sans du groupe de Serrès;
68. Krsto Samardjief, de Nevrokop;
69. Constantin Moutafdjief, de Nevrokop;
70. Guéorgui Trendafiloff, de Nevrokop;
71. Petko Stoytcheff, de Nevrokop;
72. Dimitr Tchatinoff, de Nevrokop, fonctionnaire;
73. Ivan Gadjaloff, de Dolna Singartia;
74. Boyan Gadjaloff, de Dolna Singartia;
75. Dimitr Pirinlief;
76. Nicola Athanassoff, de Gorna Singartia;
77. Guéorgui Moskoff, militant et instituteur pendant de longues années, du village de Kremen;
- 78/79. les deux frères Vodenitcharoff, de Kremen;
- 80/81. les deux frères Volkoff, de Kremen;
82. Guéorgui Tchoneff, de Garmen;
83. ... Donkoff, de Garmen;
84. le fils de Todor Pramatarski, de Garmen;
85. Christo Karamanoff, instituteur pendant de longues années, père de 6 enfants;
- 86/90. l'avocat Bradinsky, sa femme et ses trois enfants, de Nevrokop, tous ensemble disparus sans traces;
91. une jeune fille turque, connue sous le nom de Bey-tchéto, du village de Kraboul.

En outre, 50 autres personnes, dans le même district, ont été assassinées ou ont «disparu sans traces» à de différentes époques et en de différents endroits; en 1922, au moment de la «prise» de la ville de Nevrokop par les autonomistes, ces derniers, en même temps qu'ils faisaient battre des tambours, ont assassiné 15 personnes qui s'étaient enfuies du district de Melnik à cause de la terreur qui y sévissait; en 1923, les autorités grecques ont fait rapatrier à Nevrokop 17 personnes qui avaient émigré en Grèce à la suite des événements de septembre de la même année — et toutes ces 17 personnes ont été assassinées en masse par les autonomistes.

Dans la ville et le district de Gorna-Djoumaya:

174. Peter Trendafiloff, de Bossilégradsko, professeur de gymnase, assassiné le 12 juin 1923;
175. Christo Stoytcheff, magasinier du syndicat agricole de Gorna Djoumaya, assassiné le 12 juin 1923;
176. le professeur ture de Gorna Djoumaya, né à Choumen, dont nous ignorons le nom, assassiné en 1923;
177. Todor Tchopoff, de Koukouche, révolutionnaire bien connu, ancien instituteur des écoles primaires, littérateur de grand talent, veuve et digne successeur de Gotsé Delteff, assassiné en septembre 1923;
178. Peter Zografoff, fils unique de l'aveugle Nicola Zografoff, militant macédonien pendant de longues années, chef d'étape de l'organisation révolutionnaire à Kustendil, assassiné en septembre 1923;
179. Peter Itchkoff, de Koukouche, ouvrier, assassiné en septembre 1923;
180. Tachko Maleff, de Gorna Djoumaya, assassiné à coups de baïonnettes en septembre 1923; les agresseurs se sont acharnés féroceement sur lui et l'ont percé si violemment de leurs baïonnettes que, à plusieurs coups, les bouts des canons avaient aussi pénétré dans les blessures; il est mort sous d'atroces souffrances;
- 181/184. les trois frères Boris, Kiril et Dimitr Kostoff, nés à Kotchérinovo, assassinés en septembre 1923; les deux premiers furent assassinés liés de dos à un arbre;
185. Yantcho Haydoukoff ancien maire de Gorna Djoumaya, président du parti agrarien du district, assassiné en septembre 1923;
186. St. Spassoff, laboureur, assassiné en septembre 1923;
187. Yordan Klintcharoff, ouvrier, assassiné en septembre 1923;
188. Athanass Guéorguief, ouvrier, assassiné en septembre 1923;

189. Ivan Slavoff assassiné en septembre 1923;
 190. Kosta Sandeff né à Zarovo, ouvrier, assassiné en septembre 1923;
 191. Boris Dimitroff, de Dabrava, fonctionnaire municipal, assassiné en septembre 1923;
 192. Anghel Kirkoff, de Zarovo, ouvrier, assassiné à Mehomia en septembre 1923;
 193. Ignat Nikoloff, de Tsaribrod, ouvrier, assassiné en septembre 1923;
 194. Sotir Lazoff, ouvrier, assassiné en septembre 1923;
 195. Guéorgui Savoff, tailleur, assassiné en septembre 1923;
 196. Evguéni Guéorguieff, de Poroy, ouvrier,
 197. Méthodi Mazneff, ouvrier,
 198. Sotir Kalendersky, laboureur,
 199. Ivan Markoff, laboureur,
 200. Nicola T. Voutchkoff, laboureur,
 201. Stoyko Stoïloff, laboureur,
 202. Risto Stoytcheff, laboureur,
 203. Guéorgui Iv. Hadjiisky, laboureur,
 204. Boris Davidkoff, laboureur,
 205. Petar Dimitroff, laboureur,
 206. Nicola Ivanoff, de Hissarlik, assassiné en septembre 1923;
 207. Vassil Koritaroff, de Bossilégradsko, menuisier, assassiné en septembre 1923;
 208. Ilija Kalpatchki, laboureur, assassiné en septembre 1923;
 209. Amerikantcheto, de Zarovo, assassiné à Mehomia par N. Severoff et ses acolytes, après avoir été dévalisé;
 210. Stefan, du district d'Andrinople, ouvrier, assassiné en septembre 1923;
 211. Ivan Iliieff, de Novoselo (distr. de Stroumitza), avocat et révolutionnaire bien connu, assassiné le 10 octobre 1923;
 212. Nicola Lissitcheff, avocat
 213. Stanké Velinoff, de Bossilégradsko, notaire } pendus le
 214. Dimitr Atzeff, de Pekhtchevo, instituteur } bre 1923
 sur la place publique de Gorna Djoumaya;
 215. Anghel Kolaroff, ancien voyvode } assassinés
 216. Guéorgui Guévguéliitchéto, menuisier } à Gorna
 217. Dimitroto, cordonnier } Djoumaya
 le 13 septembre 1924 devant les yeux mêmes du procureur et du juge d'instruction;
 218. Metodi Alexieff, de Salonique, révolutionnaire macédonien bien connu, élu maire de la ville de Gorna Djoumaya mais empêché de prendre ses fonctions, assassiné en 1924;
 219. Guéorgui Penkoff, industriel, ancien tchetnik de Yani Sadansky, assassiné en septembre 1924; sa scierie a été incendiée;
 220. Nicola Panoff (connu sous le pseudonyme de »Pachitch«), de Kustendil, ouvrier, assassiné ensemble avec le précité Penkoff;
 221/222. deux autres ouvriers, assassinés ensemble avec les précités, mais dont nous ne connaissons pas les noms;
 223. les deux frères N. et K. Elchanski, commerçants en farine, assassinés en septembre 1924;
 224. Athanass Mikhovsky, ancien télégraphiste, enlevé en plein jour en décembre 1924 et assassiné à Gorna Djoumaya;
 225. Païssi, élève de 8me classe; en mai 1925 tous les élèves des deux sexes des deux dernières classes du gymnase de Gorna Djoumaya ont été arrêtés et atrocement battus; l'un d'eux, le jeune Païssi, réussit à s'enfuir; mais le lendemain il fut attrapé, et assassiné sur place;
 226. Apostol, de Gradovo, élève de 8me classe; après avoir été cruellement battu à Gorna Djoumaya, il fut remis en liberté; il se mit en route pour rentrer chez lui; mais, près de Gradovo, il fut arrêté à nouveau et assassiné, en juin 1925;
 227. Guéorgui Pazoff, de Radomir, instituteur à Gradévo, assassiné en juin 1925;
 228. Boris Guéorguieff, de Bistritsa, secrétaire de la mairie de Gradovo, assassiné en juin 1925;
 229. Tacho Komitoff, de Doyran, assassiné en août 1925 à Kroupnik;
 230. Christo Jeleznitckki, de Jeleznitsa, assassiné en 1925;
 231. le fils aîné du révolutionnaire bien connu Sando Kitanoff, disparu sans trace en 1926;
 232. Davidko (?) Dimitroff, de Maroulevo, assassiné en 1927, dans une embuscade.

En outre, à différentes époques, et en différents en-

droits, ont été assassinés dans le district de Gorna Djoumaya 60 habitants autochtones, plus 35 autres en septembre 1923; en 1925, dans le village de Kroupnik 20 autres personnes; puis, la même année, à Gradévo, 16 personnes; et plus de 200 personnes de la Bulgarie qui avaient été transportées par force et internées dans cette région.

Dans la ville et le district de Melnik:

584. Nicola Kotata, de Khotovo, assassiné en 1922;
 585. Ivan Kozaroff, de Savek, assassiné en 1922;
 586. Ivan Lakoff } père et fils, de Petrovo,
 587. Lako Ivanoff } assassinés en 1923;
 588. Peter Angheloff, de Petrovo, assassiné en 1923;
 589. Christo Demerdjieff, de Khotovo,
 590. Stamat Guéorguieff, de Tcherechnitsa, }
 591. Ivan Tudjaroff, de Raykotsi, } assassinés en
 592. Athanass Malinoff, de Petrovo, } 1923 parce que
 593. Stoyan Tchaneff, de Golechevo, } partisans du
 594/595. les deux frères Yanaki et Ivan } groupe de
 Sokoloff, de Golechevo, } Serrès
 596. Guéorgui Kazépooff, de Kalimantsi, ancien voyvode du district de Serrès et membre du comité régional, assassiné en 1923;
 597. Assène Hadji Vassileff, ancien député } habitants du
 598. Boris Demerdjieff, de Doyran } village de
 Sveti-Vratch, assassinés en 1923;
 599/602. Gotsé Manoleff, sa femme et ses deux filles, de Gorna Souchitsa, assassinés et jetés dans les flammes de leur maison incendiée, en 1924;
 603/606. Ilija Manoleff (frère de Gotsé Manoleff), sa femme, et ses trois enfants âgés de 11, 7 et 4, assassinés et jetés dans les flammes de leur maison incendiée, en 1924;
 607. Peter Govédaroff, de Melnik, camarade de Sandansky, assassiné en 1924;
 608. Dintcho M. Balkansky, de Gorna Souchitsa } pendant
 609. Dintcho M. Sougarsky, de Sougarovo } de longues
 années des tchetnitsis de Sandansky, assassinés en 1924;
 610/611. Vassil Tcherkesoff et son fils Athanass, de Tcherechnitsa, assassinés en 1924;
 612. Guéorgui Kotseff, de Debrené, pendant de longues années militant révolutionnaire du district de Melnik et membre du comité révolutionnaire régional;
 613. Chtério Vlahkoff, voyvode, assassiné en 1924;
 614. Stoyan Mitseff, de Vrania, ancien militant révolutionnaire, assassiné en 1924;
 615. Athanass Naykoff, de Kharsovo, sympathisant du groupe de Serrès, assassiné en 1924;
 616. Zlatko Dimitroff, de Kapatovo, assassiné en 1924;
 617. Mikho Gotchéff, de Mandjevo, } assassinés en 1924
 618. Nicola Lazaroff, de Ormanéto, } parce que partisans
 619. Ivan Poucheff, de Rojène, } du groupe de Serrès;
 620. Ivan Chekerdjieff, de Dolna Souchitsa;
 621. Ignat Topaldjiisky, } de Topolnitsa, pendus sur la
 622. Kara Kosta, } place publique du village en
 623. Nachko Kolaroff, } 1924 parce que partisans du
 groupe de Serrès;
 624. Bojik Dimitroff, de Liubovichta, assassiné en 1924;
 625. Stoyo Hadjieff, de Golechovo, l'un des chefs du groupe révolutionnaire de Serrès, président de la commission permanente près le conseil départemental de Petritch, ancien député au Parlement ottoman, assassiné en 1924;
 626. Dintcho Vrettenaroff,
 627. Athanass Stoyanoff (dit «Tasseto»), } assassinés
 628. Nasso Djoleff, } en 1924
 629. Toma Constantinoff, de Khotovo,
 630. Ivan Morarsky, de Morartsi, habitant Levounovo;
 631. Constantin Popoff, de Petrovo, assassiné en 1927 pour avoir protesté contre les meurtres;
 632/635. Ivan Stoeff, du tchiftlik de Hodjevo, et trois autres paysans, assassinés en 1927 pour la même raison;
 636. le père de Iossif Stoeff, de Kharsovo, assassiné pour avoir protesté contre les meurtres;
 En outre, 100 autres personnes, dont nous ne connaissons pas les noms, ont été assassinées dans les quatre dernières années dans le district de Melnik.

Dans la ville et le district de Petritch:

737. le capitaine Gavasoff, de Petritch, } assassinés en
 738. Karanfilovitch, de Petritch, } 1922 pour avoir
 refusé de collaborer avec les autonomistes;

739. Nicola Popoff, de Igoumentsi, ancien instituteur et maire, pendu en 1922;
740. Anton Hadji Ivanoff, }
741. Vassil Terziisky, } de Igoumen, pendus en 1922,
742. Mikhal Terziisky, } ensemble avec Nicola
743. Ivan Zaykoff, } Popoff;
744. Christo Kalaydjata, de Breznitsa, assassiné en 1922;
- 745/746. Lazar Breznichki, et un de ses camarades, de Breznitsa, assassinés en 1922;
747. Peter Alexieff, }
748. Athanass G. Pandourski, } du village de Razdoll,
749. Athanass Alexieff, } assassinés pour avoir
refusé d'entrer au service de la milice des autonomistes;
750. Dimitr Magdin, de Mitrevo, assassiné en 1923;
751. Vlad. Athanassoff, de Berovo, pendu en 1923;
752. Davidko Vanguéloff, }
753. André Ivanoff, } de Gorna Ribnitsa, assassinés
754. Seraphim Daskaloff, } en 1923, leurs maisons incendiées, leurs femmes violées et déportées;
755. Guéorgui Chankoff, de Tsaparevo, assassiné en 1923;
756. Koté Bayrakdaroff, de Tsaparevo, assassiné en 1923;
757. Nicola Yakouboff, de Palat, assassiné en 1923;
758. Christo Diavoloff, de Dobrilaki, assassiné en 1923;
759. Peter Iliia Vakansky, de Goréné;
760. Guéorgui Galaboff, de Goréné, assassiné en 1924;
761. Christo Mednikaroff, maire de la ville de Petritch, assassiné en 1924;
762. Tantcho, voyvode de Petritch, assassiné en 1924;
763. Toma Roujkine, assassiné en 1924;
764. Anguel Dontcheff, de Kerata, camarade de Gotsé Deltcheff, président de la Société Ilinden, assassiné en 1924;
765. Vassil P. Stoyanoff, de Poroï, membre actif de la Société Ilinden, assassiné en 1924;
766. Guéorgui (?), de Tchamchtiftlik, district de Stroumitsa, assassiné par Vandeff, en 1924;
767. Aleko Vassileff, le chef du district révolutionnaire de Petritch, assassiné en 1924 à Gorna Djoumaya;
768. le colonel Guéorgui Athanassoff, assassiné en 1924 à Gorna Djoumaya;
769. Dimitr Velkoff, de Petritch, assassiné en 1927;
- 770/776. Kosta Micheff, et six autres personnes, du district de Stroumitsa, assassinés en 1927.

En outre, pendant les dernières années, 80 habitants autochtones ont été assassinés dans cette région et plus de 100 autres personnes, qui y avaient été internées, déportées de la Bulgarie.

Dans la ville et le district de Razlogue:

957. Siméon Moleroff, révolutionnaire pendant de longues années et ancien voyvode du district de Radoviche, assassiné en 1923 dans la ville de Bansko;
958. Constantin Goleff, de Bansko, assassiné en 1923;
959. Stoyan Mitrine, de Razlogue, assassiné en 1923;
- 960/966. sept soldats, dont nous ne connaissons pas les noms, assassinés en septembre 1923;
- 967/969. trois habitants de Elechnitsa, dont nous ne connaissons pas les noms, assassinés en septembre 1923;
970. Alexandre Bouynoff, révolutionnaire pendant de longues années, ancien membre du comité révolutionnaire départemental de Serrès, ancien député au Parlement ottoman, assassiné en 1924;
971. Guéorgui Kovatcheff, universitaire, voyvode régional de Razlogue, assassiné en 1924;
972. Athanass Pop Stoyanoff, de Batchévo, assassiné le 8 novembre 1923 pour avoir demandé qu'un comité directeur soit élu;
973. Guéorgui Manouchkine, de Batchévo, assassiné le 8 novembre 1923 pour avoir demandé qu'un comité directeur soit élu;
- 974/975. deux jeunes gens de Razlogue, dont nous ne connaissons pas les noms, assassinés pour avoir tenté d'émigrer à l'étranger;
976. un jeune garçon turc, pendu dans la ville de Mehomia en 1923;
977. Iliia Pramataroff, de Draglichta;
978. Constantin Patokoff, après de cruelles tortures assassiné dans la ville de Bansko en 1925;
979. Ivan Kratchansky, instituteur, après de cruelles tortures assassiné dans la ville de Bansko en 1925;
980. Iyanka V. Mratsenkova, de Belitsa, mère de 3 enfants, pendue et laissée pendue pendant trois jours, parce qu'elle avait un amant;
981. le jeune Turc Moussa, de Babiak.

Hors de la Macédoine: en Bulgarie et ailleurs:

982. le ministre Alexandre Dimitroff, assassiné dans la région de Kustendil en 1921;
983. Dontcho Angueloff, voyvode du district de Kratovo, assassiné en 1921 pour avoir exigé que le congrès de l'ORIM soit convoqué;
984. Mitrouche Tsikleff, assassiné en 1921;
985. Gueurtché Petroff, l'un des fondateurs de l'ORIM et l'un des premiers militants macédoniens, assassiné en 1921;
986. le jeune Turc Redjeb, l'assassin de Gueurtché Petroff, assassiné par les autonomistes pour que le secret du meurtre précité ne soit pas dévoilé;
- 987/988. les deux frères Vichneff, de Koumanovo;
989. Nicola Tafdjieff, ancien voyvode;
990. Bogdan Smiloff, assassiné à Sofia en 1922;
991. Milé Metchkouefsky, assassiné à Kustendil;
992. Ivan Arsoff, assassiné en 1922;
993. Tassé Temoff, assassiné en 1922;
994. »Kmeta«, de Kratovsko, assassiné à Kustendil en 1922;
995. Alexandre Panoff, assassiné à Sofia en 1922;
996. le président du conseil bulgare Alexandre Stambouliisky, assassiné le 14 juin 1923; il a été décapité, après de cruelles tortures, par le voyvode autonome Velitchko, envoyé spécialement par Ivan Mikhalloff;
997. le commandant Nikiforoff, de Lovetch, enlevé du club militaire de Sofia personnellement par Ivan Mikhalloff et décapité, en 1923;
998. l'architecte Nicola Youroukoff, fédéraliste bien connu, assassiné en 1923;
999. Kliment Razmoff, de Okhride, membre actif du parti social-démocrate, organisateur de l'émigration macédonienne en Bulgarie, assassiné en 1923;
1000. Peter Taraliamoff, de Kostoursko, président du groupe macédonien des étudiants de l'Université de Sofia, assassiné en 1923;
1001. Trayko Jelioufsky, ancien voyvode du district de Kostour, assassiné en 1923;
1002. Thoma Jelinsky, ancien voyvode du district de Lérine, assassiné en 1923;
1003. Léonide Stoyanoff, voyvode, assassiné en 1923;
1004. Stoyou Tchotchkoff;
1005. Dr. Kosta Petroff, maire de la ville de Doupnitza, assassiné en 1923;
1006. le ministre Rayko Daskaloff, assassiné à Prague en 1923;
1007. Anguel Tachkoff, de Sofia, assassiné en 1923;
1008. Dimitr Kondoff, maire de Varna, assassiné en 1923;
1009. Dr. Nicola Guénadiéff, avocat, ancien ministre, né à Monastir, assassiné à Sofia en 1924;
1010. Milan Gracheff, avocat, né à Prilep, assassiné à Sofia en 1924;
1011. Petko D. Petkoff, député de Sofia, fils de l'ancien président du conseil Dimitr Petkoff, assassiné en 1924;
- 1012/1013. Eschkénazy et son fils, commerçants, assassinés à Sofia en 1924;
1014. Dimitr Belokapoff, de Nevrokop, assassiné à Kustendil en 1924;
1015. Dimo Hadji Dimoff, camarade de Gotsé Deltcheff, célèbre militant macédonien, député, assassiné à Sofia le 13 sept. 1924;
1016. Slavtcho Kovatcheff, juge de paix, commandant de réserve, militant macédonien bien connu, assassiné le 13 septembre 1924;
1017. Tchoudomir Kantardjéff, militant en vue du groupe de Serrès, assassiné à Philippople en 1924;
1018. Arséni Yovkoff, rédacteur du journal »Ilinden«, militant macédonien bien connu, assassiné à Gorna Djoumaya en septembre 1924;
1019. Anguel Pop Vassileff, militant macédonien bien connu, assassiné à Sofia en 1924;
1020. Guéorgui Skrioufsky, ancien voyvode, militant bien connu du groupe de Serrès, assassiné en 1924;
1021. Dimitr Sekoulitchky, fils du vétéran de l'ORIM Marko Sekoulitchky, assassiné en 1924;
1022. Milan Manoleff,
1023. Anton Ivanoff (appelé Doné Poptchéto), }
1024. Guéorgui Hadji Déleff, }
1025. Kolio Aliokoff, } des à Koukouche, tous
1026. Kiro Petroff, } des révolutionnaires
1027. Tano Nikoloff, télégraphiste } intellectuels, assassi-
à la gare de Sofia. } nés à Sofia en 1925
1028. Stefan Tchobanoff, révolutionnaire de Yambol, assassiné en 1925;

1029. Vladimir Kourteloff, de Okhride, assassiné à Sofia en 1925;
1030. Pantcho Mikhaïloff, de Chtipe, ancien voyvode, assassiné à Sofia en 1925;
1031. Assène Daskaloff, de Radomir, ancien voyvode, assassiné près de la gare de Batanofsi, en 1925;
- 1032/1033. Ivan Brlo, de Ichtip, ancien voyvode, et sa seconde femme, assassinés en 1925;
1034. Marko Sekoulitchky, le vétéran de l'ORIM, assassiné en 1925;
1035. Todor Strachimiroff, député, assassiné en 1925;
1036. Haralampi Stoyanoff, député, assassiné en 1925;
1037. Peter Tchaouleff, d'Okhrid, membre du Comité Central de l'ORIM, assassiné à Milan, le 24 déc. 1924;
1038. Todor Panitza, ancien voyvode du groupe de Serrès, assassiné le 8 mai 1925 au Burgtheater à Vienne;

1039. Ivan Serafimoïff-Agoff, de Debr, instituteur, assassiné en 1925;
1040. l'institutrice Filéva, d'Okhrid, universitaire, assassinée en 1925;
1041. Dachine, maire de Samokov, assassiné en 1925;
1042. Radivoï (Ratcho) Karanoff, instituteur, révolutionnaire, assassiné à Kustendil en 1925;
1043. Bay Ivan Nikoloff, ouvrier, invalide, révolutionnaire, assassiné en 1925;
1044. Dr. Nicola Mikoff, de Gabrovo, ancien président de la cour d'assises de Sofia, avocat, assassiné en 1925 parce que défenseur de la mémoire de Petko D. Petkoff;
1045. Joseph Herbst, journaliste de talent, ancien directeur de la presse, brûlé vif dans les fours du calorifère de la Sûreté Générale.

Ellek Köblös en grève de faim

Nous avons relaté dans notre numéro précédent que le militant du mouvement ouvrier révolutionnaire de Roumanie Ellek Köblös, réfugié sur le territoire de la République Tchécoslovaque pour échapper aux griffes de la Sigurantsa roumaine qui l'a déjà fait condamner par un Conseil de Guerre à dix ans de travaux forcés, fut arrêté par la police républicaine tchécoslovaque. Nous avons de même protesté contre le fait que les autorités républicaines en Tchécoslovaquie, après avoir arrêté Köblös, font mine de vouloir l'extrader aux autorités roumaines, qui élèvent subitement contre Köblös l'infâme accusation, inventée de toutes pièces, de meurtre et vol. Nous avons montré comment la Sigurantsa, représentée à l'instruction de Köblös aux côtés des autorités tchécoslovaques, avait essayé de faire « fuir » Köblös des mains de la police tchécoslovaque pour l'emmener en auto de l'autre côté de la frontière et lui faire subir le sort de Tkatchenko. Nous avons demandé, aux côtés de tant d'organes et organisations de tous les pays, en premier lieu le « Comité Parisien de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans », que Köblös soit libéré, que les agents de la Sigurantsa soient chassés du territoire de la République Tchécoslovaque et que asile soit accordé à Köblös et à tous les réfugiés politiques en Tchécoslovaquie.

Or, nous apprenons que Köblös continue à être maintenu en arrestation à Bereksas, à 25 km. de la frontière roumaine; plus encore: que les autorités tchécoslovaques refusent de se prononcer d'une manière claire contre la demande infâme du gouvernement de Bucarest et que Köblös, pour protester contre le péril auquel le gouvernement tchécoslovaque expose sa vie, a depuis le 17 septembre déclaré la grève de la faim. Ainsi, la vie de ce vaillant révolutionnaire est doublement en danger: d'une part par la menace d'extradition, et d'autre part par les suites de la grève de la faim qu'il continue depuis deux semaines.

Nous faisons appel à tous les hommes de coeur qui ont jeté les bases de la République Tchécoslovaque et qui voient en cette République une conquête de la démocratie et de la liberté nationale, d'empêcher que la République Tchécoslovaque soit souillée par le sang de Köblös. Le sort de Köblös, s'il est extradé, ne laisse absolument aucun doute. L'extradition signifie pour lui la mort. Nous demandons donc que l'extradition, qui devient dans ce cas un crime, soit empêché. Nous demandons qu'on mette une fin aux tortures de la faim dans lesquels se débat Köblös, par sa mise en liberté sans des retards fatals.

La Rédaction

La solution du problème Macédonien

Un ancien consul général d'Autriche-Hongrie, M. Alfred Rappoport, vient de publier un intéressant volume sur la Macédoine qu'il connaît pour l'avoir habitée durant des années. Ses notes se rapportent à la période 1904-1909 et n'ont plus par suite qu'une signification historique. Ce sont ses conclusions qui doivent être discutées ici.

Un consul général d'Autriche-Hongrie ne peut avoir que des opinions diamétralement opposées aux nôtres. De par sa fonction, il devait chercher à implanter dans les Balkans la tutelle Habsbourgeoise. Il y était envoyé non pour étudier et établir le régime le plus favorable aux populations, mais

pour installer le statut le plus conforme aux visées de l'impérialisme de Vienne. Soumis aux directions de la Ballhaus-Platz, il était là avant tout pour contrecarrer l'impérialisme tsariste et assurer la fameuse pénétration vers Salonique.

Ces remarques faites, on peut envisager le programme qu'il préconise.

M. Rappoport proclame son aversion pour les procédés révolutionnaires et ses sympathies pour les qualités des Macédoniens. Il déteste la révolution en soi, dans son principe, sans se demander si, en certains cas, elle ne jaillit pas spontanément de la nature des choses, et si, engendrée par une crise, elle n'est pas le seul moyen de dénoncer cette crise.

Il énumère six solutions différentes du problème Macédonien après en avoir exposé les données, à sa manière bien entendu, et il ne nous apparaît pas opportun de revenir à ces données, qui d'ailleurs se réfèrent à une période périmée.

1^{ère} solution: maintien de la Turquie d'Europe. Mais cette conception, de l'aveu même de l'auteur, ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, puisque les événements de 1912-1913 et ceux de la guerre mondiale se sont chargés de refouler la Turquie vers l'Asie en ne lui laissant plus qu'un tout petit domaine sur notre Continent. La Macédoine n'est plus un territoire turc, mais elle a été partagée entre les puissances Balkaniques, qui ont donné à l'Empire Ottoman, deux ans avant la conflagration universelle, un formidable assaut.

2^{me} solution: autonomie de la Macédoine. C'est l'idée qui a été défendue par l'Organisation Intérieure. M. Rappoport s'en déclare le champion. Il oublie seulement que cette idée est très inférieure, à tous égards, à celle du fédéralisme. Les autonomistes macédoniens font le jeu d'une dynastie ou d'une nationalité. Ils n'aboutiraient à aucun point de vue à libérer un peuple puisque ce peuple aurait toujours à subir le mécanisme politique et social de l'Etat auquel il serait incorporé. Même s'il avait quelques institutions autonomes, le profit en serait non pour la masse, mais pour une oligarchie qui refuserait à cette masse la véritable liberté. Les bourgeoisies des Dominions Anglo-Saxons sont libres, mais elles oppriment des centaines de milliers et des millions de travailleurs. Il ne faut pas être dupe des termes. L'autonomie n'a pas de valeur quand elle s'exerce à l'intérieur d'un Etat de domination agrarienne ou capitaliste.

3^{me} solution: attribution à la Grande Serbie du territoire Macédonien. M. Rappoport n'en veut pas, parce qu'il reproche aux Serbes d'avoir manifesté en 1913 des revendications exagérées et commis d'innombrables injustices vis-à-vis des Bulgares et des Albanais.

4^{me} et 5^{me} solutions: attribution de la Macédoine à la Bulgarie ou à la Grèce. M. Rappoport montre qu'elles sont également impraticables, et nous n'y contredirons pas.

6^{me} solution: reste le Fédéralisme Balkanique. Voici ce qu'en dit textuellement notre auteur:

«Ce fut, à l'origine, une variante du programme général des révolutionnaires Macédoniens, variante qui joua un grand rôle dans leurs scissions et leurs rivalités personnelles. Ce n'est que dans sa dernière phase, que le fédéralisme — par une évolution parallèle à celle des partis extrêmes de la Bulgarie — devient plus ou moins l'instrument de la politique Soviétique dans les Balkans. C'est ainsi que surgit la sanglante lutte fratricide que l'on eut à déplorer durant les dernières années. En ce qui concerne l'appréciation et les chances de ce soi-disant fédéralisme Balkanique, il convient de remarquer que ses adeptes exagèrent sans mesure les excès que le nationalisme Balkanique a sans doute commis, et oublient que la civilisation de la Péninsule est basée sur les idées nationales qui ne peuvent être remplacées par des

utopies communistes sans mettre en péril tous les progrès réalisés par ces nations depuis un siècle.»

Il semble que tout le livre ait été écrit pour aboutir à cette conclusion.

Que les Soviets puissent s'intéresser au mouvement fédéraliste Balkanique: rien de plus normal, puisque le fédéralisme est à la base de l'U. R. S. S. elle-même. Un régime, quel qu'il soit, éprouve quelque satisfaction à constater que ses principes triomphent au dehors. Mais il est à remarquer que l'idée du fédéralisme Balkanique, avant d'être accueillie par l'Internationale de Moscou, avait déjà été propagée par la II. Internationale. De tout temps, les socialistes avaient compris que, pour résoudre la crise de l'Europe sud-orientale, les solutions empiriques, où se complaisait l'ancienne diplomatie, ne suffisaient pas. Il fallait refaire la carte des Balkans, en donnant aux peuples qui les habitent — nous ne disons pas aux oligarchies qui pressurent ces peuples — des droits égaux.

Mais cette révision de la carte supposait le renversement des dynasties et la proclamation de la République partout. On ne pouvait juxtaposer dans un même corps de nations la République Macédonienne et la Monarchie des Cobourg ou celle des Hohenzollern. Ainsi une révolution politique s'imposait. Mais cette révolution eût été de pure façade, si l'on avait laissé subsister des catégories dominantes: voilà pourquoi il était indispensable de créer une République Ouvrière et Paysanne. C'est à cette conclusion que nous nous tenons, n'en déplaise à M. Rappoport, qui garde la mentalité d'un diplomate des Habsbourg.

Paul Louis

Le Droit des Peuples dans les Balkans

Grâce aux efforts du Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche, grâce à l'action des groupements de réfugiés et d'exilés des peuples balkaniques, grâce à la diffusion de ce journal qui coordonne et centralise les renseignements sur la situation exacte dans les Balkans, l'opinion française commence à s'émeuvoir des violations répétées du droit des peuples balkaniques.

L'Europe Balkanique reste le théâtre d'une série d'attentats contre les libertés les plus élémentaires des populations. Le fascisme le plus hideux règne en maître, répandant partout la servitude.

Bessarabie, Macédoine, Albanie, Monténégro, autant de pays d'où s'élèvent les plaintes des opprimés.

Pour constituer une Grande Roumanie en bastion contre la Russie Soviétique, les Grandes Puissances de l'Entente ont favorisé l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie, sans consulter les Bessarabiens.

L'oppression la plus abjecte s'étend sur ce malheureux pays et maintenant, du fait des conventions diplomatiques passées entre le gouvernement de Bucarest d'une part, la France et l'Italie, d'autre part, le rattachement de la Bessarabie à la Roumanie est ratifié, garanti, sauvegardé — Droit des Peuples!

Le Monténégro cependant avait été, lui, un des champions du «Droit et de la Liberté» — Illogisme déconcertant! Son indépendance nationale est brutalement supprimée au profit de l'impérialisme centraliste de Belgrade.

La Macédoine reste toujours la terre sanglante écartelée entre les Etats militaristes, serbe, grec, bulgare.

L'Albanie est devenue un protectorat italien et son émancipation du joug mussolinien ne lui laisserait sans doute pas d'autre alternative que l'absorption par la Yougoslavie.

Ces problèmes de la péninsule Balkanique ont tous reçu des solutions de force.

Les gouvernements de Paris et de Rome ont «payé» à la Roumanie son concours militaire pendant la guerre.

Les parts du lion accaparées par la Yougoslavie et la Grèce en Macédoine représentent également le prix de leur collaboration.

L'expansionnisme insatiable de l'Italie cause la domestication Albanaise.

Aucune préoccupation d'instituer un statut Balkanique conforme, même approximativement, aux principes wilsoniens soi-disant défendus par l'Entente.

Huit ans après les traités de paix, la situation n'a pas changé; elle a au contraire empiré, car on peut dire que d'autres instruments diplomatiques sont venus consolider un statut territorial et économique scandaleux et absurde.

Le droit des peuples est partout cyniquement foulé aux pieds; la Société des Nations est défaillante; les grandes puissances sont pleines de complaisances pour leurs vassaux, les gouvernements militaristes et fascistes actuels des Bal-

kans. Tout cela indique que le salut des Balkans réside dans la force révolutionnaire des ouvriers et des paysans martyrisés, torturés; dans le développement de leur conscience de classe.

Les diplomates bourgeois concurrents et complices préparent de soi-disants instruments de pacification. On parle d'un «Locarno Balkanique».

Pas de Locarno Balkanique sans le respect des volontés des populations, pas de respect des volontés des populations avec les gouvernements Balkaniques du moment.

Les problèmes nationaux dans les Balkans plus qu'ailleurs sont liés aux problèmes de classe.

Jean Zyromski

Le traité secret italo-albanais

Un traité secret vient d'être conclu entre les gouvernements italien et albanais. Ce traité contient les clauses suivantes:

1. En cas d'une guerre entre l'Italie et la Yougoslavie toutes les forces armées de l'Albanie seront mises à la disposition de l'état-major italien.
2. Le gouvernement italien protégera l'Albanie contre toute ingérence de ses voisins et lui accordera une aide morale et matérielle. Le gouvernement italien s'engage à venir, en cas de besoin, à l'aide de la République albanaise avec de la force armée aussi.
3. Le gouvernement albanais donne au gouvernement italien, pour une durée de 95 ans, Vallona et tout son hinterland en fermage.
4. Lors du partage de la Yougoslavie, et en compensation de l'engagement stipulé à l'Art. 3., le gouvernement italien fera incorporer à l'Albanie les contrées de Dibra et Djakova dans l'étendue de la division administrative turque de 1912.
5. Le gouvernement italien s'engage à assurer à Ahmed Zogou la présidence à vie de la République Albanaise.
6. Le gouvernement albanais s'engage à prêter aide et appui — a) aux banques et autres entreprises commerciales créées par les Italiens en Albanie et — b) à la construction d'une station pour des hydroplanes italiens à Porto Romano, à 3 milles au nord de Durazzo.
7. Le gouvernement italien s'engage à activer avec large aide et appui la consolidation de l'Albanie et c'est avec joie qu'il portera à cet effet les sacrifices financiers nécessaires.

Ceux qui connaissent les conditions actuelles en Albanie ainsi que la pénétration violente italienne, ne voient rien d'inattendu ni d'étrange dans ce traité secret qui ne constitue qu'un anneau dans la chaîne par laquelle l'Italie fasciste espère porter les Balkans dans le giron de ses buts impérialistes. Ce traité n'est que la conséquence naturelle du système fasciste de Mussolini approuvé et encouragé par les puissances impérialistes, l'Angleterre à leur tête.

Le système fasciste dans les Balkans consiste pour le moment en deux points:

1. faire de l'Albanie un Etat vassal de l'Italie;
2. morceler la Yougoslavie et en annexer la côte italienne.

Le premier point a été entièrement atteint, par le pacte de Tirana et par le présent traité.

Le pacte de Tirana a fait de l'Albanie économiquement un vassal de l'Italie: toutes les finances et les communications de l'Albanie se trouvent déjà effectivement entre les mains de l'Italie.

Et le présent traité secret organise l'occupation militaire de l'Albanie: l'Italie, de par ce traité même, occupe immédiatement les points stratégiques de l'Albanie du Sud et du Centre — Vallona, le port et point stratégique le plus important de l'Albanie du Sud (Art. 3), et Porto-Romano, à proximité septentrionale immédiate de Durazzo, le port et point stratégique le plus important de l'Albanie du Centre (Art. 6, b), et celui qui connaît les conditions actuelles italo-albanaises voit immédiatement que la station italienne des hydroplanes à Porto-Romano ne signifie rien d'autre que l'occupation militaire de Durazzo.

Reste Scutari, la ville la plus importante de l'Albanie du Nord, tout près de la frontière yougoslave et d'où devra avoir lieu l'attaque des troupes italiennes contre la Yougoslavie. Mais ici, l'Italie devait être plus prudente, car l'occupation de cette ville afficherait trop ouvertement les visées et intentions de Mussolini, et Scutari, avec la Malëssia, avait été en violente opposition contre l'Italie et son agent Ahmed Zogou, opposition dirigée par le clergé catholique qui jouit d'une grande influence dans la ville et dans la Malëssia. Aussi Mussolini y eut-il recours à deux actes préparatoires: d'un côté il fit transmettre à Ahmed Zogou

l'ordre de rendre une visite à Scutari, et de l'autre, par le Vatican, et son représentant à Scutari le Padre della Pietra, il fit recommander au clergé de cette ville l'exhortation à une attitude conciliante envers Ahmed Zogou. Ce dernier et des entremetteurs italiens promirent à la population albanaise de remplir la revendication la plus importante de l'Albanie du Nord: la construction de routes. Ces travaux auront lieu dans le courant de cette année, avec de l'argent de l'emprunt italien, par des ingénieurs et ouvriers italiens. Il faut relever que toutes les routes à construire sont des voies stratégiques des plus importantes conduisant vers la Yougoslavie. De plus, dans un discours public, Ahmed Zogou promit à la population le rétablissement des frontières ethniques. Le commencement des constructions de ces routes, avec de l'argent italien et par des officiers et des soldats italiens déguisés en ingénieurs et en ouvriers, constituera le point final de l'occupation militaire italienne de l'Albanie.

Ce qui suivra, le discours public d'Ahmed Zogou et l'Art. 4 du traité nous le disent: Lors du partage de la Yougoslavie, l'Italie fera incorporer les contrées de Dibra et Djakovo à l'Albanie.

Par l'Art. 6, a) du traité secret, les avantages économiques qui découlent à l'Italie du pacte de Tirana deviennent dorénavant une obligation assumée par le gouvernement albanais: de prêter aide et appui aux banques et autres entreprises commerciales italiennes en Albanie.

Ce traité secret prouve donc que le fascisme avance à grands pas vers ses buts impérialistes; il prouve que le fascisme considère déjà comme atteint le premier point de sa politique dans les Balkans: l'Albanie vassal de l'Italie; et que Mussolini entame ses préparatifs pour le second point: le morcellement de la Yougoslavie et l'annexion de la côte Adriatique.

La première étape de l'exécution du second point du programme politique des fascistes italiens dans les Balkans sera donc l'occupation militaire de l'Albanie et la construction des routes stratégiques sur la frontière de l'Albanie du Nord. Cette étape, Mussolini espère l'atteindre dans le courant de cette année même.

Les buts belliqueux et impérialistes de l'Italie fasciste sont clairs et nets; et les malheureux peuples balkaniques ne doivent point croire que l'ombre même d'un espoir leur pourrait venir de leurs gouvernements ou de la Société des Nations. La Société des Nations est dirigée par les grandes puissances d'après leurs méthodes impérialistes et capitalistes, pour maintenir et augmenter les pillages des guerres; les petits peuples sont des figurants muets, ou bien des victimes. Les gouvernements balkaniques d'aujourd'hui sont plus ou moins des agents ou des esclaves des intérêts des capitalistes de l'étranger.

Le seul espoir, la seule force des peuples balkaniques, se trouvent en eux-mêmes; éclairer les masses, les rapprocher, les unir — voilà l'oeuvre, difficile et pleine de luttes, mais qui rendra possible l'unique moyen de salut des peuples balkaniques, leur unique défense contre le monde capitaliste avide de profits et impérialiste: l'Union des peuples balkaniques en une République Fédérative.

Rome, fin septembre.

J. Maranaj

La ruine économique en Roumanie

Elle est la conséquence de la politique de l'oligarchie bancaire

Une série de banqueroutes et de suspensions de paiements de plusieurs banques et entreprises industrielles de Transylvanie mettent de nouveau en panique les cercles intéressés. Au moment où M. Vintilla Bratiano frappe aux portes des banquiers de l'étranger, les faillites et les suspensions de paiements dont nous parlons viennent souligner l'acuité de la crise dans laquelle se débat l'économie du pays auquel M. Vintilla Bratiano promet depuis combien de temps la proche guérison.

La Roumanie souffre du manque des capitaux. La Roumanie se trouvant sous la domination du capital financier national, il n'est que très logique que les intérêts de celui-ci déterminent aussi la politique de l'Etat. Et la politique économique de l'Etat, se trouvant entre les mains de la bourgeoisie financière roumaine, consiste à concentrer en les mains de celle-ci et à placer sous son contrôle la vie économique entière du pays. Ces efforts de la bourgeoisie nationale financière se heurtent en premier lieu aux intérêts du capital étranger qui se trouve déjà dans le pays

ou qui voudrait y venir pour y pressurer des super-profits de l'exploitation coloniale des richesses du pays et du labeur du peuple roumain. Mais la bourgeoisie nationale, sans l'aide étrangère, n'a pas pu trouver seule les ressources pour la mise en valeur des richesses du pays. Les détournements et le pillage du patrimoine mobilier et immobilier de l'Etat sont les seuls moyens d'accumulation de richesses des capitaux de l'intérieur de la bourgeoisie roumaine. Le régime de rapines et de fraudes est précisément la forme roumaine du processus de l'accumulation primitive du capital (Marx), processus caractéristique en Roumanie par cela qu'il a lieu dans une société dans laquelle domine le capital financier, dernière forme du capital en général.

Mais ce n'est pas seulement la résistance du capital étranger que se heurte la politique économique de la bourgeoisie financière roumaine — représentée politiquement par le Parti Libéral. Dans son effort à accaparer et à placer sous le contrôle de ses banques la vie économique des nouvelles provinces (plus développées industriellement), la bourgeoisie financière roumaine s'est heurtée aussi à la résistance de la bourgeoisie minoritaire de ces provinces, particulièrement à celle des agrariens, négociants, intellectuels, richards de nationalité roumaine de ces provinces, qui s'attendaient à ce que, après l'effondrement des dominations hongroise, autrichienne, tsariste, etc., les entreprises industrielles et bancaires de «leurs» provinces fussent «nationalisées» en leur faveur, et non pas en faveur des banquiers de Bucarest. Amère illusion! Les négociants, avocats, politiciens, richards et agrariens de nationalité roumaine de Transylvanie, Banat, Boukovicine, etc. ont ignoré, dans leur ivresse «nationale», la loi de la société capitaliste qui dit que dans la période actuelle, dans laquelle le capital a pris la forme du capital financier, c'est celui-ci (et non pas les couches représentant le capital commercial et industriel) qui a le rôle décisif dans l'économie et dans l'Etat; ce sont ses intérêts, et non pas ceux de la bourgeoisie moyenne, des intellectuels, etc. (quelque grand que soit leur mérite dans la lutte de la «libération nationale») qui remportent la victoire dans la politique économique de l'Etat. C'est pourquoi les fabriques, les banques et toutes les entreprises capitalistes des nouvelles provinces sont arrivées petit-à-petit à tomber dans les mains de la bourgeoisie financière de l'Ancien-Royaume, à tomber sous le contrôle et à être concentrées sous la direction des grandes banques libérales de Bucarest.

Le moyen par lequel la grande finance roumaine a amené la vie économique des nouvelles provinces sous son contrôle a été le pouvoir de l'Etat et le régime des crédits. Là où les confiscations masquées sous la forme des «nationalisations» (c'est-à-dire sous la forme du passage des entreprises des «ex-belligérants» en les mains des propriétaires «roumains») n'arrivaient pas à bout, la grande finance libérale s'est servi du moyen du refus de crédits. Les entreprises ne pouvant pas importer du capital étranger, sont forcées de recourir à la Banque Nationale. Mais la Banque Nationale est entre les mains de la finance nationale. La Banque Nationale étant maîtresse du crédit en Roumanie, les entreprises ne peuvent recevoir de crédits que si la finance nationale est disposée à leur en accorder. Les entreprises qui tiennent tête aux injonctions de la finance roumaine, c'est-à-dire qui refusent de passer à la place qui leur est indiquée dans le grand trust financier national, sont purement et simplement jugulées par le fait que nul crédit ne leur est plus accordé. Elles sont ainsi forcées ou à suspendre bientôt leurs paiements et à liquider et la finance nationale se présente au moment opportun pour prendre sur soi la «liquidation» — ou à accepter que la majorité des actions passe aux mains du trust financier libéral.

C'est dans cette lumière que doivent être considérées les faillites récentes et les difficultés des banques de Transylvanie.

Bien entendu, une telle politique économique pouvait amener dans une grande mesure la vie économique du pays entier sous le contrôle et la domination de la finance nationale. La bourgeoisie financière pouvait croître comme puissance économique vis-à-vis des autres couches capitalistes, mais particulièrement vis-à-vis de la paysannerie, c'est-à-dire vis-à-vis de la catégorie d'où provient plus des deux tiers de la production nationale annuelle. Mais à la fin des fins, cette politique, se basant sur l'exploitation pillarde des richesses du pays, du travail du peuple, sur le pillage du fruit du travail paysan, devait aboutir à la ruine de l'économie nationale elle-même.

La structure économique de la Roumanie se caractérise par le fait que l'industrie, se trouvant entre les mains

de la bourgeoisie financière, mène une vie parasitaire sur le compte de l'agriculture, c'est-à-dire de la paysannerie. Les deux tiers du produit national viennent de l'agriculture, mais les produits de celle-ci furent soumis, et le sont encore, au régime des taxes douanières à l'exportation, c'est-à-dire au régime de la confiscation par l'Etat (et en Roumanie l'Etat est l'instrument de la favorisation parasitaire de l'industrie se trouvant entre les mains et sous le contrôle de la bourgeoisie financière) d'une partie de la valeur du produit paysan; et cette partie confisquée s'élevait jusqu'il n'y a pas longtemps à la moitié de la valeur totale de ce produit. Comment s'étonner, dans ces conditions, que l'agriculture va de mal en pire! Particulièrement dans les provinces annexées la situation devient catastrophale. Ainsi, en Bessarabie, les récoltes mauvaises se tiennent en anneaux de chaîne depuis la «libération» de ce malheureux pays.

Mais la politique d'anéantissement et de subjugation de la vie économique des provinces annexées ne se reflète pas que dans la ruine des larges masses paysannes, mais dans la ruine aussi de toutes les branches de la vie économique. L'exemple de la Bessarabie en est éloquent. Avant la guerre, la Bessarabie produisait en moyenne 196.603 wagons de blé; dans les dernières années la moyenne n'était plus que de 164.446 wagons. Avant la guerre, la Bessarabie exportait en moyenne 100.401 wagons de blé; aujourd'hui elle exporte seulement 37.705. Avant la guerre la Bessarabie exportait annuellement 1000 wagons de prunes; en 1925 seulement 300 wagons et en 1926 seulement 60. Les entreprises commerciales en Bessarabie accusent dans leurs bilans un affaiblissement de 50%. De 1922 à 1926 le nombre des traites protestées en Bessarabie a augmenté de 15 fois, le nombre des traites envoyées au protêt même de 30 fois. Et de tels chiffres tout aussi éloquentes, nous pourrions en aligner beaucoup encore.

Comme nous l'avons déjà dit, la ruine des provinces annexées ne pouvait pas rester sans influencer la vie économique du pays entier. La ruine des chemins de fer est à ce point de vue éloquent. Ils travaillent en déficit, et en 1926 ce déficit se chiffrait par 257 millions de leis. Ils ne peuvent pas payer leurs dettes contractées sur le marché à diverses entreprises industrielles; le montant de ces dettes s'élève à 700 millions. Or, les chemins de fer (aux côtés de l'armée) sont les clients les plus grands et décisifs de l'industrie roumaine. La suspension de paiements par les chemins de fer attire après soi des difficultés dans la marche des entreprises industrielles. Une dette de 300 millions aux sociétés charbonnières n'ayant pas été payée, celles-ci ont réduit leur production de moitié. La réduction de l'activité industrielle attire après soi le chômage. La hausse de la monnaie (du lei) de plus de 80% vis-à-vis du niveau auquel elle était tombée il y a 18 mois, a provoqué une baisse des prix des produits d'exportation; le prix du pétrole, par exemple, est tombé de plus de 20.000 leis à moins de 13.000. Cette crise contribue aussi à la restriction de l'activité dans les chantiers, donc à l'augmentation du chômage.

La situation devient d'autant plus critique que la récolte est cette année inférieure à celle de l'année passée: 26.787.253 quintaux de blé en 1927 vis-à-vis de 30.177.613 en 1926; 13.310.792 q. d'orge vis-à-vis de 16.849.469 de l'année passée, et ainsi de suite. Le disponible pour l'exportation est environ la moitié de ce qu'il était l'année passée: au lieu d'environ 180.000 wagons, moins de 100.000.

Mais les suites de cette politique économique et de la crise de plus en plus aiguë, ce n'est pas la bourgeoisie financière qui les ressent, mais ce sont les masses ouvrières et paysannes, les couches moyennes et les fonctionnaires de l'Etat qui les subissent. Ainsi la dernière statistique des sociétés par actions montre que le capital des sociétés industrielles s'est accru: de 15 milliards 632 millions de leis en 1924, à 19 milliards 106 millions en 1925, à 24 milliards 60 millions en 1926, c'est-à-dire de plus de 50% en trois années. De même est monté le capital des entreprises bancaires et commerciales. Mais la cherté de la vie pour les masses larges est montée sans cesse dans la même intervalle, sans que les salaires lui tiennent de loin le pas. D'après le journal économique «Argus», les prix des marchandises sont montés vis-à-vis de ceux de 1914 de plus de 54 fois, tandis que le prix du lei-or est monté de seulement 35 fois, ce qui signifie un renchérissement de 50% au dessus de la parité-or. En même temps les salaires, d'après la statistique du directeur-général des études du ministère du travail, ne sont arrivés qu'à 26-27 fois le niveau d'avant-guerre. Des salaires multipliés de seulement 26 fois, à une multiplication des prix de 54 fois, signifie un abaissement du salaire réel de plus de la moitié. Mais, en réalité, l'index des prix n'est pas 54, mais plus de 70, ce qui démontre une baisse des

salaires de plus des deux tiers. La conséquence en est le dépérissement physique de la classe ouvrière. Ainsi, comme la Fédération Balkanique l'a publié dans un de ses derniers numéros (Rubrique des Faits et Evénements), la phthisie a pris des telles proportions, que le journal gouvernemental «Viitorul» a pu s'exclamer: «chaque maison avec son phthisique!» A la campagne la conséquence de la crise et de la ruine, c'est la famine devenue endémique, et l'émigration en masse. Ont sollicité des passeports d'émigration l'année passée, d'après les statistiques officielles, 17.671 personnes, dont la plupart des provinces annexées: 9936 Bessarabiens, 4977 Transylvaniens, 1840 Bukoviniens et 918 de l'Ancien-Royaume, mais qui la plupart sont aussi des «minoritaires», des Juifs.

Il est possible que la bourgeoisie financière nationale, forcée par la crise qui peut lui devenir fatale, accepte un compromis avec le capital étranger. Il est possible que M. Vintilla Bratiano tombe d'accord au nom de la bourgeoisie financière roumaine avec la finance des puissances impérialistes qui, elle aussi, a besoin des services de la Roumanie dans la guerre qu'on prépare contre l'Union Soviétique. Mais la situation des masses travailleuses de Roumanie, des masses exploitées et opprimées économiquement et du point de vue national, ne changera radicalement que par l'anéantissement de la domination de l'oligarchie de la finance nationale soutenue par le capital impérialiste, et par l'érection de la République Ouvrière-Paysanne.

I. Mateescu

Les élections parlementaires yougoslaves et les Croates

Le parlement yougoslave, «élu» en février 1925 sous la terreur de l'«Obznana», fut dissoute par le gouvernement Voukitchévitch—Marinkévitch, du jour au lendemain, après avoir rempli son devoir: le vote du budget, et aussi par là l'expression de confiance pour le système gouvernemental. Les nouveaux gouvernants se saisirent d'ailleurs du pouvoir sans se présenter au parlement: d'abord le parlement fut ajourné, puis, par un communiqué dans le Journal Officiel, il fut dissout. Ainsi, Voukitchévitch et ses amis montrèrent clairement que ce n'est pas sur le principe parlementaire, mais sur d'autres facteurs qu'ils entendaient appuyer leur pouvoir.

La dissolution du parlement eut lieu non pas par des nécessités politiques, mais pour les intérêts de la cour. Car la cour ne voulait point de ceux qui n'avaient pas encore oublié l'origine révolutionnaire des radicaux et qui pouvaient peut-être rêver encore d'un rétablissement de la souveraineté du peuple. La «Fédération Balkanique» a prédit en son temps, lors du retrait du gouvernement Ouzounévitch VI, que la «Main Blanche», c'est-à-dire la cour, ne voudrait dorénavant dans le parlement que des fervents adeptes du despotisme, ne voudrait que des instruments aveugles de la politique de la cour — pour poser ainsi les fondements du gouvernement futur de l'«Union Nationale». Et c'est l'exécution de cette tâche qu'a assumée le consortium Voukitchévitch—Marinkévitch.

Les élections de septembre furent proclamées. Les méthodes électorales appliquées donnèrent leurs résultats. Des 112 députés radicaux élus, les 95 appartiennent au groupe de Voukitchévitch, et 17 seulement à celui de feu Paehitch.

Quelle fut la position des Croates dans ces élections?

Aux précédentes élections, du 8 février 1925, tous les efforts du gouvernement tendaient à briser la résistance des Croates, et le leader des fascistes serbes Svetozar Pribitchévitch reçut main libre pour agir à sa guise en Croatie. Durant trois mois entiers, le peuple croate dut subir une terreur policière inouïe. Mais, il ne ploya pas le genou. Il affirma: «Nous voulons une libre République Croate» — et toutes les voix croates furent données au Parti Paysan Républicain Croate — «H. R. S. S.». Plus des 90% des électeurs croates votèrent pour ce parti.

Après cette victoire éclatante, vint la réaction. Stjepan Raditch et ses amis immédiats capitulèrent. Le front uni et unique du peuple croate fut brisé, et cette scission rendit hésitants bien des combattants des rangs du mouvement croate de libération.

Dans la lutte électorale actuelle, les Croates se présentèrent divisés: les voix croates s'éparpillèrent sur quatre partis: le Parti Paysan Croate — HSS; le Bloc Croate — HB; le Parti Populaire Croate — HPS; et le Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans — RRSR.

Le gouvernement Voukitchévitch—Marinkévitch, dans ces élections, n'avait en vue que l'épuration du parti radical des gens non-sympathiques à la cour et l'affaiblissement de la position de Ljuba Davidovitch. Aussi laissa-t-il les partis croates libres dans leurs luttes — sauf le Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans, contre lequel il employa tout l'appareil du pouvoir étatique.

La participation en général à ces élections fut bien faible — à peine 50% des électeurs votèrent; car l'on savait bien que ce n'était pas le nouveau parlement qui changerait le système du gouvernement. Mais ce dont il s'agit en Croatie, c'est de savoir jusqu'à quel degré le peuple croate approuve la volte-face des Raditchiens depuis le 25 mars 1925.

Et l'on a vu que l'enthousiasme et la confiance illimitée des paysans croates en Stjepan Raditch a disparu, quoique les masses paysannes croates aient toujours la croyance que la capitulation de Raditch n'était qu'un truc politique pour sortir d'une impasse momentanée, en ajournant à un moment plus propice la solution des questions principales intéressant les Croates. Et Raditch entretient constamment ces illusions, par tous ses discours, en déclarant toujours que le peuple croate désire son union avec les masses paysannes bulgares et avec la Russie Soviétique. C'est ce qui fit que Raditch réussit quand-même à grouper autour de lui plus de la moitié de ses partisans.

Mais la confiance qu'il avait en son temps inspirée, avait disparu, et on le voit surtout par le tableau suivant:

circonscription électorale	Nombre des voix	
	pour le HRSS le 8 février 1925	pour le HSS le 11 sept. 1927
Maribor—Celje	16.424	4.377
Zagreb (département)	84.126	63.294
Zagreb (ville)	16.092	3.507
Varazdine	73.950	46.559
Virovitica	34.945	16.017
Pozéga	38.379	24.012
Srijem	27.359	18.375
Karlovac	22.849	17.459
Lika	13.925	12.678
Bjelovar	63.841	42.977
Dalmatie	66.132	38.014
Bosnie et Herzégovine	57.828	45.773

En Vojvodine, le Parti Paysan Croate espérait gagner les minorités nationales aussi — et obtenir cinq mandats: il ne put y obtenir même un seul. En Macédoine, les organes gouvernementaux interdirent les listes croates.

Les autres partis croates ne purent non plus obtenir les résultats espérés. Le Bloc Croate comptait sur 10 à 12 mandats — il n'eut que 2; le Parti Populaire Croate en espérait 6 à 8 — il n'obtint qu'un seul.

Le Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans ne put obtenir aucun mandat, par la pression indescriptible de la terreur gouvernementale exercée contre lui; mais il s'affirma très bien en Dalmatie, à Zagreb, à Maribor et à Virovitica.

Les résultats de ces élections nous ont montré que le peuple croate est devenu sceptique envers le Parti Paysan Croate et ne veut non plus accorder sa confiance ni aux représentants de la bourgeoisie croate et du chauvinisme national, et ni à ceux du cléricanisme et de l'intolérance confessionnelle. C'est le Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans qui a dorénavant un immense champ d'action en Croatie, ainsi que la noble tâche de conduire le peuple croate vers un meilleur avenir, vers la liberté, vers l'union avec les autres peuples balkaniques dans les cadres d'une Fédération Balkanique.

Zagreb, mi-septembre 1927.

Tomislav Stanitch

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie:

Condamnation à mort des leaders du mouvement albanais de libération. — Les leaders albanais qui ont signé et publié la Déclaration du 24 avril 1927 (Fédération Balkanique du 15 mai 1927) ont été condamnés à mort par le tribunal politique de Tirana, et tous leurs biens ont été confisqués. Rappelons que les signataires de cette Déclaration sont: pour le «Comité de l'Émancipation Nationale de l'Albanie» — l'évêque Fan S. Noli, ancien président du

Un Appel de l'Association des Emigrés Bulgares en France

Dans notre numéro précédent nous avons publié des extraits d'un Mémoire du Comité Parisien de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans et d'un Appel des Groupes Populaires Macédoniens de Paris et de Bruxelles, Mémoire et Appel adressés à la Conférence Interparlementaire qui a récemment tenu ses séances à Paris. Nous avons reçu entretemps un exemplaire d'un Appel adressé aussi à ladite Conférence, à tous ses membres, par l'Association des Emigrés Politiques Bulgares en France, et nous nous faisons un devoir d'en publier les passages les plus saillants.

L'Appel des Emigrés Bulgares en France relève que le coup d'Etat du 9 juillet 1923 fut suivi de meurtres, d'arrestations, d'une terreur inconnue jusque là en Bulgarie. Ce fut le commencement d'une époque de réaction et de fascisme, qui continue toujours. Durant ces trois dernières années plus de 25.000 personnes ont été assassinées. Stambolisky et presque tous ses ministres, et un grand nombre de députés ont été assassinés, d'autres incarcérés, maltraités, condamnés. Un grand nombre d'avocats, d'instituteurs, institutrices, médecins, etc. ont été assassinés, plusieurs brûlés vifs sans jugements, sans procès; les organisations politiques ou autres ont été dissoutes: les partis agrariens, communistes, les syndicats ouvriers indépendants, la coopérative «Ozvojdénie», etc.; ont été dissoutes également des Conseils municipaux et généraux, et remplacés tout simplement par des Commissions administratives nommées par le gouvernement.

L'Appel souligne ensuite la monstruosité de la «loi sur la Défense de l'Etat»; grâce à elle on ne peut plus parler aujourd'hui en Bulgarie de liberté de presse, de parole, d'organisation politique et même syndicale, voire même de religion — l'attaque du quartier juif de Plovdiv il y a environ deux mois, où les assaillants fascistes ont saccagé, pillé, battu, violé; l'attaque du club des jeunes juives à Roussé, tout récemment, en font foi.

L'Appel montre encore combien toute notion de parlementarisme a disparu en Bulgarie: personne, sauf les candidats officiels du gouvernement, n'a le droit de faire de la propagande électorale, et quiconque a essayé de le faire a payé très cher son audace — plusieurs personnes, adversaires politiques du gouvernement, ont été tuées, blessées, déportées, emprisonnées, ou ont «disparu sans traces»; on est allé jusqu'à battre, à une réunion publique, en plein Sofia, le Président de la Ligue Bulgare des Droits de l'Homme, M. Ganef. Aussi, M. Pastoukoff, chef du parti socialiste bulgare, ancien ministre, nommé par le gouvernement bulgare délégué à la Conférence Interparlementaire, a-t-il refusé de s'y rendre, et le parti socialiste a déclaré officiellement que le délégué Pastoukoff ne pouvait pas à la Conférence représenter un pays où il n'y a pas parlementarisme.

L'Appel relève enfin combien les formes de la terreur et de l'antiparlementarisme bulgare d'aujourd'hui sont multipliées: on organise des «complots», puis des procès politiques, et ainsi la Bulgarie a jeté dans ses prisons plus de deux mille condamnés politiques et des milliers d'émigrés politiques souffrent dans l'émigration une misère indescriptible. Et il demande à la Conférence Interparlementaire d'intervenir pour obtenir du gouvernement bulgare une amnistie politique générale et l'annulation de cette inique loi pour la «Défense de l'Etat».

conseil, Lano Borshi, Dr. Omer Nishani, Konstantin Boshniak, Dr. Nush Bushatti, capitaine Aziz Çami; et pour le «Comité de la Libération de Kossovo» — Bedri Péyani, Kiamil Balla, Major Ibrahim Jakova.

Les autorités assassinent les amnistiés. — Malké Zvarishi, de Gora, amnistié, a été assassiné par les gendarmes alors qu'il vaquait à ses travaux de champs.

Des officiers italiens organisent la milice. — Quatre officiers italiens viennent d'être nommés commandants et

organiseurs de la milice à Kortcha. Le transfert du commandement aux Italiens a provoqué une vive émotion tant dans les cercles de la population que dans ceux des officiers albanais.

La résistance au dictateur. — L'agitation contre Ahmed Zogou se développe en Albanie. Des notabilités albanaises poursuivent contre le dictateur une agitation publique. On signale, que lors de la grande fête nationale, de nombreux voïvodes et les représentants de la population montagnarde ont refusé de présenter leurs hommages à Ahmed Zogou. Par mesures de représailles, le gouvernement a ordonné à sa police d'être impitoyable. Plusieurs voïvodes ont été arrêtés, des propriétés ont été confisquées. A Vrizi, une bande armée a tué le paysan Souleyman Kasso après avoir pillé sa modeste maison.

Bulgarie :

Nouvelles condamnations à mort. — Après un procès sommaire, le tribunal de Plovdiv (Philipopoli) vient de rendre sa sentence dans le procès intenté contre 34 ouvriers et paysans de la contrée. Ceux-ci, en vertu de l'ignoble loi de Défense de l'Etat, étaient accusés d'avoir fait partie d'organisations ouvrières déclarées illégales. Ils furent gardés en prévention pendant dix mois. Des aveux arrachés par la police bulgare, dont on connaît les procédés, avaient permis de dresser un acte d'accusation des plus rigoureux. Ont été condamnés à mort, par la pendaison sur la place publique: Dimitri Koleff et R. Koteff, tous les deux du village Kara-Bair. Le collégien K. Baleff a été également condamné à mort, mais sa peine a été commuée en 15 ans de prison sévère. 14 accusés ont été encore condamnés à 12 ans et demi et 7 ans de prison, et les 14 autres acquittés. Nous reviendrons sur ce procès.

Nouvelles victimes des brutes. — A Tehirpan vient de succomber le syndicaliste Nicolas Raikoff, correspondant du journal «Edinvo». D'après les conclusions faites par le médecin, M. Raikoff est mort d'épuisement: au cours de récentes incarcérations, il avait été torturé et avait supporté de constantes privations.

Les soutiens du régime. — A Orkhanie vient d'être nommé chef de la police M. P. Kolaroff, condamné il y a un an à 20 mois de prison pour escroquerie par le tribunal de Roussé. L'inspecteur de police Ilieff, de Kirdjali, vient d'être condamné — pour la deuxième fois — à six mois de prison pour avoir frappé des citoyens pendant la campagne électorale.

Violences et sévices. Le 28 août avait lieu à Dupritza une réunion de jeunes agrariens. A peine la réunion venait-elle d'être ouverte que le provocateur Topouzof se présentait et annonçait qu'il avait ordre d'interdire l'assemblée. Comme la foule ne se dispersait pas assez vite, des forces de police envahirent le local et, avec une odieuse brutalité, se ruèrent sur les assistants. Les personnes arrêtées furent frappées jusqu'au sang. Récemment, des inconnus ont attaqué la maison de M. Bécheff qu'on accusait d'être le représentant du «Narod» et d'avoir divulgué certaines atrocités commises par la police. Toutes les fenêtres ont été brisées. La police a refusé d'intervenir. L'émigrant M. P. Petkoff, avocat à Gabaré, qui avait quitté la Bulgarie après le coup d'Etat, est rentré récemment à Sofia. Il a été arrêté aussitôt quoique aucune accusation ne pèse sur lui.

Confiscations arbitraires. — Dernièrement la police de Sofia confisquait plusieurs journaux de gauche et entre autres le «Novini». La rédaction de ce journal ayant porté plainte vient d'être informée par le procureur que «la confiscation du no. 23 avait été arbitraire» et la vente du journal a été autorisée.

Pour l'annulation de la loi pour la Défense de l'Etat. — MM. Grantcharoff, Draganoff et Ilieff, respectivement propriétaire rédacteur et administrateur du journal indépendant populaire de Sofia «Novini», récemment arrêtés, ont envoyé à toute la presse bulgare, au président du Conseil, à tous les groupes parlementaires, à la Ligue des Droits de l'Homme, etc. une protestation écrite dans laquelle, en expliquant tous les actes arbitraires commis par la police bulgare à l'égard de la presse ouvrière bulgare, ils demandent, une fois pour toutes, la garantie nécessaire de la liberté de la parole et l'annulation de la monstrueuse loi de la Défense de l'Etat, qui donne la possibilité à la police bulgare de supprimer les droits élémentaires des citoyens... «garantis» par la Constitution et les autres lois du pays.

Protestation contre le procès contre les rédacteurs du «Novini». — Le Comité Parisien de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans vient d'adresser au président de la III^{ème} Chambre Pénale du Tribunal d'Arrondissement à Sofia la lettre suivante:

«Nous sommes informés que vient d'être définitivement fixée au 27 septembre l'ouverture du procès intenté aux journalistes C. Draganoff, N. Grantcharoff et N. Ilieff, du «Novini». Les informations précises que nous avons pu recueillir sur cette affaire nous laissent entendre qu'aucun grief sérieux n'a pu être retenu contre les accusés, si ce n'est celui d'avoir publié dans leur journal quelques notes relatives à la disparition ou à l'assassinat de sujets bulgares: nécrologies, demandes de renseignements, etc...

En donnant cette aide morale aux familles si durement atteintes par la sournoise guerre civile qui, depuis 1923, n'a pas cessé, nos honorables confrères n'ont fait que remplir un pieux devoir. Il faut un appareil aussi monstrueux que cette loi sur la Défense de l'Etat — qui a révolté en Occident tout les milieux intellectuels — pour que des auteurs de pareils actes soient traduits devant les tribunaux!... L'article 9 et 17 viseraient le cas de nos confrères? Où trouverait-on dans leur publication cette «excitation à la haine» que punit la loi de 1924? Ce procès, intenté à trois journalistes indépendants, s'il était clos par une condamnation quelconque, viendrait s'ajouter à la série des atteintes déjà portées à la liberté de la Presse que la Constitution bulgare reconnaît pourtant comme sacrée! Une fois de plus, la loi sur la sûreté de l'Etat va donc jouer! Et l'oeuvre d'apaisement que nous voulions voir entreprendre — pour le bonheur du peuple bulgare — sera une fois encore différée. Mais pourra-t-elle être jamais réalisée tant que restera en vigueur la loi inique de 1924, et que ne seront pas annistés tous ceux qui ont été atteints par les dispositions arbitraires de celle-ci?

Recevez, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Le Secrétaire du Comité: M. Willard.

Panaït Istrati, Victor Margueritte, Georges Duhamel, Matthias Morhardt, Léon Bazalgette, Léon Werth, Marcel Martinet, Jean-Richard Bloch, Charles Vildrac, Bracke, Daniel Renoult, Henry-Marx, Georges Pioch, Jean Longuet, André Gybal, Gabriel Péri, Rousset, Paul Louis, Bernard Lecache, Fernand Meunier, André Salmon, Zyromski, Francis Jourdain, Robert Salomon, Raoul Verfeuil

membres du Comité, écrivains et journalistes.

Fascistes italiens et bulgares fraternisent. — On attend l'arrivée à Varna des deux grands vapeurs italiens «Piza» et «F. Perouggia». Ces deux vapeurs portent 250 étudiants de l'académie militaire italienne qui viennent séjourner en Bulgarie, où ils seront reçus par les universitaires. Amitiés fascistes.

Le Congrès des Syndicats Indépendants. — Le Comité Central des Syndicats Indépendants bulgares a fixé au 6, 7 et 8 novembre le premier Congrès des dits syndicats. A l'ordre du jour des assises ouvrières de Sofia sont portées toutes les questions syndicales, et principalement le problème du chômage et de la crise économique que traverse le pays.

Plusieurs lock-outs. — Dans plusieurs villes bulgares, les industriels ont passé à l'offensive, lock-outant un grand nombre d'ouvriers occupés dans leurs usines. On signale des lock-outs à Tatar-Pazardjik, à Sliven et dans d'autres centres importants. Au chômage qui sévit, le lock-out vient s'ajouter, aggravant encore la situation matérielle des ouvriers bulgares.

Grèce:

L'échange des populations. — Le journal «Indépendant» de Salonique publie le compte-rendu d'une véritable bataille qui s'est livrée entre des réfugiés grecs auxquels on avait promis les terres des expatriés turcs, et des paysans grecs qui, étant de longue date sur place, avaient pris possession des terres des expatriés. Les rapatriés furent reçus par la population autochtone qui s'était armée. Pendant deux heures, on se battit à coups de bâtons, de haches, etc... Le terrain contesté fut transformé en véritable champ de bataille, et on releva plus de 40 blessés.

La répression du mouvement Pangaliste. — Le gouvernement grec s'emploie à démentir l'agitation des officiers en faveur de l'ancien dictateur Pangalos, actuellement déporté à l'île d'Izzeddine. Néanmoins, tous les jours, on apprend que de nouvelles arrestations d'officiers accusés d'agitation en faveur du général Pangalos ont eu lieu, et qu'ils vont être déportés. C'est ainsi qu'ont été arrêtés ces jours derniers les officiers supérieurs Valsamakias, Papayoanou, Catzaros, Yahoukakos et Mavroudis, accusés d'avoir fait de la propagande en faveur du général Pangalos dans les cadres de l'armée de terre et de mer. Ont été arrêtés aussi le commandant Mavromihalis et le lieutenant Ambrasis, ce dernier accusé d'avoir transporté dans sa chambre une mitrailleuse de sa compagnie.

La crise économique et ses répercussions. — Le malaise économique croît de jour en jour. Le coût de la vie s'est élevé d'une façon incroyable, et déjà des conflits éclatent. Les ouvriers des fabriques textiles «Ifamet» et «Turcovassili» à Salonique, se sont mis en grève, demandant une augmentation des salaires. Les ouvriers des tramways de Salonique demandent la même chose. Une délégation nombreuse s'étant présentée chez le gouverneur général pour déposer le cahier de revendications, a été dispersée par la gendarmerie. Les cheminots ont engagé des pourparlers avec le ministre de l'Economie nationale pour une même augmentation de salaires. Dimanche dernier a eu lieu un grand meeting à la Bourse du Travail de Salonique contre les nouveaux impôts. Un très grand nombre d'ouvriers et de fonctionnaires de l'Etat y assistaient.

Les lois exceptionnelles. — Un décret paru à «l'Officiel» réglemente, en cas de besoin, «l'usage des armes pour parer aux manifestations contre les pouvoirs publics». Cette loi odieuse permet à un simple sous-ordre d'avoir, en cas de manifestation, plein pouvoir. Il vient d'être également décidé qu'à l'avenir, sans aucun avis des tribunaux, une commission spéciale pourra exiler pour 1 à 3 ans, toute personne «indésirable et suspecte de rébellion contre l'Etat». Cette commission formée en grande partie de membres de la police et de la sûreté, est appelée à jouer un rôle odieux, dans l'avenir, contre le mouvement ouvrier grec.

Macédoine :

Mort sous les tortures. — Les gendarmes de Dobritza Matkovitch ont arrêté le nommé Chtériou Gramatikoff et l'ont tellement et si cruellement battu et torturé dans la prison de Bitolia (Macédoine sous joug serbe) que le malheureux a succombé à ces sévices.

Persécution et procès continus. — Depuis plusieurs mois la police serbe arrête sans relâche des Macédoniens des partis démocrate et radical sous l'accusation d'être au service du Comité Macédonien. Ont déjà été arrêtés et mis sous accusation: le médecin Dr. Assène Tatartcheff, de Ressen, président de la section démocrate de Bitolia; Risto Anguelkoff, commissaire de police; Naoum Eftimoff, de Zlatora (distr. de Prespa); Christo Rizoff, commerçant de Bitolia; Christo Lazaroff, épiciier de Kriveni; le prêtre Nicola Andréeff, de Drmeni; le prêtre Sofroni Andréeff, de Berovo; Vassil Parintieff, de Ressen; Christo Gramatikoff, de Smilevo; Tolé Tsvetkoff, de Sopotsko; Ilia Kraitcheff, de Isbichta; Vanguel Graboff, ancien président de la commune de Guivavato (Bitolia), etc. etc.

Les bandits officiels torturent sans relâche. — En Macédoine sous joug serbe, dans les villages du district de Tsarévo-Selo, deux bandes serbes composées de gendarmes et de soldats; sous le commandement des bandits Marno et Boro, arrêtent, torturent, terrorisent les Macédoniens. Des paysans du village de Sassa, après avoir été cruellement battus, ont été transportés à Tsarévo-Selo, jetés en prison, et à nouveau atrocement battus; ce sont les nommés: Ivan Stamenoff, Mité Athanassoff, Stoymen Dimitroff, Stoymen Ivantchoff, Srebren Athanassoff, Goché Staïkoff, Nicola Christokieff, Serafim Kapetansky, Mano Guéorguieff et Apostol Christoff — ce dernier, ne pouvant résister aux tortures, a tenté de se suicider en essayant de se trancher la gorge avec un canif et, évanoui, a été transporté à l'hôpital. Une vieille femme, Jana Gavrilova, de Sassa, a aussi été cruellement battue.

Activité des bandes de Protoguéroff et Mikhaïloff. — A Petritch (Macédoine sous joug bulgare), les condottieri de Protoguéroff et Mikhaïloff ont fait «disparaître sans traces» 15 personnes.

Roumanie:

Des milliards pour l'alcool. — D'après les chiffres publiés par la société «La Tempérance» il résulte qu'on consomme annuellement en Roumanie de l'alcool pour 16 milliards de leis (500 millions de francs or). Cette somme représente 40% du budget total de l'Etat, ou 50% de l'exportation annuelle du pays. Il y a en Roumanie 245 fabriques d'alcool; 340.000 personnes s'occupent de la fabrication de l'alcool. L'Etat est d'ailleurs un des premiers profiteurs de l'acoolisation du peuple: 291 millions de leis rentrent annuellement dans son budget comme revenus sur la production et consommation de l'alcool. («Adeverul», 7. septembre).

Les deux manières de la politique italienne en Roumanie. — L'«Universul» du 10 septembre annonce qu'une mission italienne composée d'officiers supérieurs est arrivée à Giurgevo, chargée d'une mission spéciale auprès du gouvernement roumain. Mais l'«Argus» du même jour annonce

qu'une grande affaire d'espionnage a été découverte dans le port de Braïla, à la tête de laquelle se trouvait le consul général italien, Guido Tomassini.

La récolte de cette année est déficitaire. — On a récolté 268.000 wagons de blé vis-à-vis de 302.000 wgs. de l'année passée; 24.700 wgs. de seigle au lieu de 28.500; 133.000 wgs. d'orge au lieu de 168.500; et 84.000 wgs. d'avoine au lieu de 116.000. Considérant que l'exportation d'après-guerre des céréales de la Roumanie a été annuellement de 180.000 wgs. et que le déficit de la production vis-à-vis de l'année passée est d'environ 100.000 wgs., il résulte que le disponible pour l'exportation a diminué de plus de la moitié («Adeverul» du 10 septembre). On peut donc en déduire les conséquences désastreuses pour la situation économique et financière qui en découlent pour le pays. Telle est la conséquence de ce régime économique et fiscal d'oppression de la paysannerie par la grande finance maîtresse du pays, qui paupérise les paysans, leur enlevant non seulement les moyens de faire une bonne agriculture, mais aussi la bonne volonté du travail.

Dernière «correcture» des résultats des élections. — A Cernovits, aux élections communales, la liste des libéraux coalisés avec d'autres groupes bourgeois a reçu un peu plus de la moitié des suffrages, la liste des socialistes ayant rassemblé les 43%. Pourtant la répartition des mandats fut faite d'après la loi fasciste: 80% pour la première liste et seulement 20% pour la seconde. Non contents de ce résultat, les libéraux préparent l'annulation des mandats socialistes sous de prétextes à trouver encore. («Universul» du 14 sept.).

Toujours le système bessarabien. — Le «Dimineatza» du 2 septembre annonce avec tous les égards pour la censure, que la veuve de guerre Maria Poienaru, présidente de l'Union des Veuves de guerre «Taranca» (la Paysanne), qui avait dénoncé une fraude grave commise au détriment des paysans auxquels devaient être remises les terres expropriées, a été arrêtée par les gendarmes du poste de Vidra (dép. Ilfov) et a «disparu» pendant la nuit. «Disparition d'autant plus étrange, dit le «Dimineatza» que «l'évadée» avait laissé chez elle ses habits etc. ainsi que tout son argent».

Le «Cuvantuk» annonce que de nombreuses arrestations ont été opérées en Bessarabie, où un complot aurait été découvert. Un des détenus, le Bessarabien Féodor Dutca, qui était transporté à pied de Kichineff à Tighina (plus de 80 kilomètres), s'est jeté, pendant un moment d'inattention de la part de la sentinelle, dans un puits où il s'est noyé.

Yougoslavie:

50 ouvriers détenus arbitrairement pendant 7 ans! Un scandale sans précédent! — A la veille des élections législatives en 1920, les ouvriers de Zemitsa (Bosnie) avaient organisé une réunion électorale. Bien que cette réunion ait été autorisée par le sous-préfet, elle fut dissoute par la police. Tandis que les représentants des ouvriers allaient demander au sous-préfet l'autorisation de réunir les ouvriers dans la Maison du Peuple, les gendarmes, armés de fusils, attaquèrent les travailleurs, assommant les uns, dispersant les autres. 50 ouvriers furent arrêtés. Et pendant 7 années, ils durent attendre leur comparution devant les tribunaux. Celle-ci vient d'avoir lieu maintenant seulement. On prépare contre ces malheureux emprisonnés un dossier accablant: attaque contre la gendarmerie... complot contre l'Etat... etc... Aux débats, les juges durent cependant reconnaître l'inanité absolue de ces accusations et durent les acquitter et les libérer. Pendant sept ans, cinquante ouvriers ont été soumis à la plus pénible réclusion; pendant sept ans, leurs familles ont été privées de leur aide... Ils viennent d'être libérés sans qu'aucun dédommagement leur ait été accordé. Jusqu'à ce jour aucune enquête n'a été ordonnée qui permette d'établir quels sont les responsables de ce crime inouï. Nous sommes bien en droit de nous demander si d'autres ouvriers ou paysans n'agonisent pas eux aussi depuis des années en arrestation préventive dans les oubliettes de la Yougoslavie.

Comment on fabrique un procès. — Depuis cinq mois, MM. Michailovitch, Stokitch et Horvay sont emprisonnés dans le Glavnatscha, sous prétexte d'avoir fait de la propagande communiste. Ils attendent encore leur comparution devant le tribunal. Pour «fabriquer» un procès, il faut du temps, et c'est la raison pour laquelle ces malheureux sont encore sous les verrous. Le même scandale se renouvelle dans l'affaire Radomir Vouyovitch et docteur Koussovatz. La police de Belgrade a déclaré tenir entre ses mains des multiples témoignages contre ces deux citoyens; mais on ne sait pas encore quand ils seront «jugés».

Un acte de brigandage de la police de Belgrade. — Au lendemain des élections, la police de Belgrade a emprisonné, sans aucun prétexte, le Dr. Sima Markovitch. Deux jours après, il fut libéré. Mais pendant ce temps, les agents de police firent une perquisition à son domicile et ne trouvant aucun document, ni aucun livre compromettant, ils emportèrent tous les livres scientifiques en diverses langues étrangères; même les oeuvres de mathématiques supérieures furent proclamées suspectes et confisquées.

Impôts écrasants. — La «Politika» de Belgrade, dans un éditorial, constate que les impôts sont extraordinairement élevés en Yougoslavie, et que cette situation provoque un développement de la crise économique actuelle. En 1921, pendant l'inflation, le budget était de 300 millions

de francs suisses. Aujourd'hui, le budget s'élève à 1 milliard de francs suisses, quoique le dinar vaille maintenant trois fois plus.

La terreur au Monténégro. — Les prisons de Podgoritza et de Cettigné regorgent de partisans du Bloc Ouvrier Paysan Républicain. Mais les bourreaux de Belgrade ne sont pas encore satisfaits. Ils voudraient à tout prix étouffer l'opposition. N'ayant aucun prétexte pour procéder à de nouvelles arrestations, la police a donné ordre à MM. Blajco Raytchevitch, professeur, Djouro Chichemanovitch, avocat, Milo Popovitch, instituteur, Spassé Raspovitch, Nikola Vovatchevitch et Stanko Dragsevitch, de ne pas quitter leurs demeures. De cette façon, ils seront empêchés de poursuivre leur propagande.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS
ÜBER
DIE BALKAN-FÖDERATION

Prof. Fr. Kraus

Geboren in Bodenbach (jetzt Tschechoslowakei), im Mai des Jahres 1858. Studierte in Prag und Wien. Privatdozent und ausserordentlicher Professor. War 8 Jahre Ordinarius in Graz; dann Professor an der Universität Berlin, klinische Medizin. Leitete die II. medizinische Universitätsklinik in der Charité. Bereiste den Balkan zu wiederholten Malen.

Prof. Kraus ist einer der grössten medizinischen Autoritäten; er hat auch zahlreiche Werke über die Probleme der Persönlichkeit und des Gesamtorganismus in den Krankheiten verfasst.

Ich halte die Regelung des Balkanproblems für sehr schwierig, aber ich betrachte die Autonomie der Balkanvölker als notwendig. Sie brauchen Frieden, und dies ist der Weg zum Frieden.

Die Mazedonier haben das Recht zu einer vollständigen Bodenschafft, auf dem sie sich friedlich entwickeln können; dann werden allmählich die gegenseitigen Fehden aufhören, und es wird vielleicht sogar zu einem endgültigen Frieden kommen. Die Schwierigkeiten einer solchen Regelung sind mir durchwegs bekannt, das hindert aber nicht, gefühlsmässig diese Lösung zu wünschen.

Die Rechte der Minderheiten auf dem Balkan müssen geschützt werden, und selbstverständlich können dort einzelne autonome Staaten nicht bestehen, ohne sich zu föderieren. Denn wenn sie einzeln dastehen, so werden wieder die Imperialismen mitspielen. Nach Herstellung der Autonomie soll sich ein neuer Balkanbund bilden, gestützt auf wirtschaftlicher Grundlage, aber auch auf das politische Verständnis, daß eine Bevölkerung von zirka 40 Millionen, befreit von inneren Fehden, geeint, nicht so leicht von irgend einer imperialistischen Macht mißbraucht werden kann und sich zu schützen instande ist.

Ja, wenn der Haß nicht existierte! Warum soll denn zwischen Bulgaren und Serben ein erbgemäßer Haß bestehen? Dies ist ganz unnatürlich. Ergebnis: die Not. So zum Beispiel: Es gibt eine Fülle von Tabak auf dem Balkan, aber die Erzeuger können damit nichts anfangen und sind gezwungen, sie zu Schleuderpreisen an Ausbeuter ihrer Not zu verkaufen. Wenn die Balkans zusammenhielten, so könnte man den Tabak nach Amerika oder anderen Ländern zu besseren Preisen exportieren. So ist es für viele andere Erzeugnisse. Wenn man die Landesprodukte zu normalen Preisen verkaufen könnte, dank normalen Mitteln, so würde das Laad reich werden, und der Wohlstand ist der beste Weg zum Frieden und zur gegenseitigen Verständigung.

Um dies alles zu verwirklichen, braucht man selbstverständlich die Demokratie — aber die richtige Demokratie, besonders in einem Lande wie der Balkan. Es muß sich

doch ein guter Bauernstand entwickeln, der Bauer muß gedeihen, dann wird alles gut sein. Die Balkanländer sind Bauernländer. Es war da eine Bauernregierung, die Stamboliisky's, leider war sie nicht von langer Dauer. Stamboliisky hat sehr gut gesagt: »Industrie brauchen wir nur für das, was der Bauer braucht.«

Was aber hauptsächlich mangelt auf dem Balkan, es ist der Mann. Der Mann, der instande sein wird, die Balkanfragen zu lösen.

Professor Dr. Veit Valentin

geboren 1885 zu Frankfurt a. M.; Abkömmling einer französischen Emigrantenfamilie; studierte Geschichte, Nationalökonomie und Staatsrecht; 1910 Privatdozent an der Universität Freiburg i. Br.; 1916 dortselbst Professor; Kriegsteilnehmer in Galizien und Flandern; 1921 ins neu gegründete Reichsarchiv Potsdam berufen; dort Referent für aussenpolitische Fragen; durch den Krieg Pazifist geworden; Mitarbeiter von demokratischen Blättern Deutschlands und Oesterreichs; zahlreiche Schriften, besonders über die deutsche Revolution von 1848/49, Bismark, Aussenpolitik.

Einige Gedanken über den Balkan

Ich habe im vorigen Jahre meine erste Reise durch den Balkan gemacht; sicher wird es nicht die letzte sein, denn ich habe das warmherzige, farbige Volkstum aller der verschiedenen Nationen auf der Balkanhalbinsel liebgewonnen. Freilich kann der pazifistische Politiker nicht ohne Sorge an die dortigen Verhältnisse denken. Der Balkan ist der Herd einer Reihe von großen Kriegen und zuletzt auch des Weltkrieges geworden. Die Friedensverträge, die den Weltkrieg abgeschlossen haben, bedeuten für den Balkan ebensowenig wie für Mitteleuropa eine allseitig befriedigende Lösung der schwebenden Fragen. Bessarabien, Mazedonien, Albanien, Kroatien, Dalmatien und Montenegro — der Kenner weiß, daß die Nennung dieser Namen allein schon eine Fülle von Fragen in sich schließt.

Genau wie für Mitteleuropa scheint es nun auch für die Balkanhalbinsel zwei Wege zu geben. Die erste Möglichkeit ist die des schärfsten nationalstaatlichen Egoismus. Die heute bestehenden Staaten der Balkanhalbinsel können sagen: Wir sind da, wir haben gewonnen, wer zu unserem Staat gehört, hat auch zu unserer Nation zu gehören; wer etwas anderes will, der wird einfach gezwungen, ein Serbe, Rumäne oder Grieche zu werden; das Interesse unseres Staates verlangt es so, und jede Gewalttat, jeder Terror wird durch dieses Interesse gerechtfertigt.

Was wird die Folge einer solchen Auffassung sein? Die ethnische Vermischung auf der Balkanhalbinsel geht

so weit, die Uebergänge von Gau zu Gau, ja von Dorf zu Dorf sind so fein, daß eine klare Grenze nach rein völkischen oder sprachlichen Gesichtspunkten in keinem der strittigen Gebiete gezogen werden kann. Es ist selbst bei unparteilichster Gerechtigkeit nach meinem Eindrucke nicht möglich genau zu sagen: hier hört Serbien auf und hier fängt Griechenland an usw. Es muß also auf die Dauer in jedem Staate der Balkanhalbinsel mit nationalen Minderheiten gerechnet werden. Wir haben heute in Mitteleuropa bekanntlich ein hochentwickeltes Minderheitenrecht, das nicht nur theoretisch verfeinert und durchgebildet ist, sondern auch in der Praxis, etwa im deutsch-dänischen Grenzgebiet, wohlthätige und befriedigende Anwendung findet. Es sollte den Staaten der Balkanhalbinsel nicht schwer fallen, auch durch die Anwendung des Minderheitenrechtes ihre kulturelle und geistige Ebenbürtigkeit mit Mitteleuropa zu beweisen.

Und damit ist die zweite Möglichkeit berührt, von der oben gesprochen worden ist. Die Staaten der Balkanhalbinsel können den veralteten Standpunkt des gewalttätigen Staatsnationalismus verlassen und können sagen: Genug des Blutvergießens, genug des Terrors, genug der Vernichtung von Eigentum und Glück; jeder von uns Balkanstaaten hat den großen Traum eines umfassenden Reiches geträumt das nur aus der Entrechtung unsrer Nachbarn und Vettern aufzubauen wäre; die Zukunft gehört auch bei uns dem Gedanken der Ebenbürtigkeit und der wechselseitigen Achtung, keiner von uns Staaten auf der Balkanhalbinsel kann eine wirkliche Großmacht sein; wenn wir uns aber zusammenschließen, dann können wir selbst bei der heutigen Hochspannung der internationalen Machtverhältnisse viel bedeuten und unsre gemeinsamen Interessen gegen jedermann verteidigen.

Ich weiß wohl, daß die Vernunft leider nicht allein in der Politik regiert und daß deshalb der Weg zu einem Balkanbunde, der allen Minderheiten auf der Balkanhalbinsel die kulturelle Autonomie garantiert, vielleicht noch weit ist. Mein Vertrauen zu der Intelligenz und dem Reichtum an Hilfsmitteln die auf der Balkanhalbinsel herrschen, ist aber zu groß, als daß ich nicht auch hier mit gutem Gewissen der Ueberzeugung Ausdruck geben könnte: die Freunde dieser Zeitschrift haben den allein praktisch möglichen Weg erkannt.

Prof. Dr. Veit Valentin

Theodor Lessing

Theodor Lessing, geboren am 8. Februar 1872 zu Hannover, absolvierte das Studium der Medizin, dann der Philosophie. Lebt seit 1907 in seiner Heimatstadt Hannover als Professor der Philosophie und Pädagogik an der technischen Hochschule und unabhängiger Schriftsteller.

Wir wissen, daß die mazedonische Frage in Neuilly ungelöst blieb. Wir wissen, daß sich bitter rächen muß die Okkupation Bessarabiens durch die rumänische Regierung. Wir wissen, daß das in 14 politische Parteien aus mindestens sechs Nationen zerspaltene Jugoslawien nur künstlich verfestigt ist durch die großserbische Vidovdanverfassung. Wir wissen oder glauben zu wissen, daß ein so bedrohtes Staatsgebilde und eine bedrohte Dynastie wie die der Karageorgewitsch seine Zukunft nur sichern kann durch einen glücklichen Krieg. Der würde voraussichtlich Mazedonier, Albaner und Griechen auf der einen Seite, die südslawischen Völker auf der anderen Seite zusammenbinden und müßte sich drehn um den Weg zum Meer, den Vormarsch nach Saloniki. Scharf und klar aber, mit wenigen Worten auf die Frage nach der Möglichkeit der Balkanföderation zu antworten, das ist sehr schwer. Denn (wenn es erlaubt ist, philosophisch zu reden) der Balkan ist ein Symbol für sämtliche Schwierigkeiten, die Europas

Frieden bedrohen; er ist das Barometer, die Wetterwarte Europas in dreierlei Hinsicht: nationaler, konfessioneller und wirtschaftlicher. Erstens: das Nationale. Wir glauben nicht an die Dauer polynationaler Staaten, wofern innerhalb des Imperiums eine Konkurrenz verschiedener Sprachen und verschiedener Volksüberlieferungen besteht. Mit Sicherheit wird jede dieser Nationen die andere zu übermächtigen versuchen; Recht hat, wer gerade Macht hat, und jeder Uebermächtigungsversuch wird wieder neu Haßgefühle aussäen zu alle den alten Haßgefühlen, die auf dem Balkan (wo die abscheulichsten Greuelthaten der Erde verübt sind) niemals wieder zum Schweigen kommen können. Wir sehen also einen Schrecken ohne Ende. Nationalismus und Faschismus sind verwurzelt in weit stärkeren Instinkten als sämtliche Mächte des internationalen Geistes, und gegen diese Leidenschaften ist die Vernunft machtlos. Zweitens: das Konfessionelle. Ueber die Hälfte der Menschen auf dem Balkan sucht und wünscht den geistigen Mittelpunkt in Konstantinopel; die andere Hälfte aber in Rom. Dazu kommen Mohamedaner, Juden und Protestanten, deren starke Religiosität doch auch oft von politisch-nationalen Triebkräften getragen wird. Wo sollte da wohl jemals eine Einheit der Idee erwachsen? Und nur die Einheit der zu Gefühl gewordenen Idee könnte so vielfach auseinanderstrebende Menschenmassen zusammenbinden. Und drittens: die Wirtschaft! Sie ist auf Generationen hinaus im Uebergang begriffen aus agrarischen, oft sehr patriarchalischen Wirtschaftsformen zum modernen Demokratismus und Parlamentarismus, der die Folge ist der zumal von der Tschechoslovakei her beförderten Kommerzialisierung und Industrialisierung des unerschlossenen Landes. So kommt das städtische Bürgertum, zuletzt aber das Proletariat in die Majorität. Wesentlicher aber ist der Umstand, daß die nationalen Einheiten ganz und gar nicht mehr zusammenfallen mit den Wirtschaftseinheiten. Sie entgleiten damit der politischen Sphäre. Sie werden zu reinen Idealen, unpraktisch und unnütz, aber den tiefsten Selbsterhaltungsinstrukten verbunden. Albanien, als Wirtschaftsgebiet, gehört ja ganz und gar nicht den Albanern, sondern den Engländern, Amerikanern, Franzosen. Bulgarien arbeitet ganz und gar nicht für bulgarische Menschen, sondern für die Vorherrschaft der Entente. Jugoslawien vollends ist im Grunde ein Unternehmen für eine kleine Anzahl international interessierter Kapitalisten und Großgrundbesitzer. So strudeln gegeneinander die nationalen Gefühle und die wirtschaftlichen Interessen, die religiösen Ideale und die politischen Notwendigkeiten. Keines dieser vielen Balkanprobleme kann unter den gegebenen Verhältnissen gelöst werden. Und so müßte ich denn die gestellten Fragen glatt mit »Nein« beantworten. Sollte ich denn aber positiv darlegen, wie ich mir die Regelung der Balkankämpfe denke, dann könnte ich nur antworten mit einem Bekenntnis zum Sozialismus und zum sozialistischen Staat, den ich mir vorstelle als eine mit allen Machtmitteln der Technik, also auch mit der Waffenmacht ausgestattete übervölkische Vernunftinstanz, unnahbar und unabhängig wie die Logik, wie die Mathematik und völlig abgelöst von den Sonderinteressen der Nationen, der Konfessionen und des privaten wirtschaftlichen Unternehmertums. Erst dann, wenn das Zeitalter der Nationalstaaten und der Nationalwirtschaft endgültig vorüber ist und die Sonne der sozialistischen »Weltwirtschaft« aufging, da wird es keine Balkane und kein Balkanchaos mehr geben. Und zwar darum nicht, weil nur eine internationale Föderation (jenseits von Zentralismus und Syndikalismus) imstande ist, jeder Volkheit und jedem Individualgebilde gleichzeitig gerecht zu sein. Die nationalen Wünsche jeder Menschengruppe, durchaus berechnete Wünsche, kann man nur regeln von einem Standpunkt aus, welcher jeder nationalen und persönlichen Willkür entrückt ist. Das aber ist der Gedanke der Balkanföderation.

Theodor Lessing

Die Bilanz der jugoslawischen September-Wahlen

Geteilte Rollen — Wahlstatistik

Die Frage des Blocks und die Regierungsrekonstruktion

Belgrad, Ende September.

Der langerwartete 11. September ist vorbei, ohne den Charakter des Parlaments »Neuer Leute« wesentlich zu ändern. Im Februar 1925 wurden die Wahlen unter der Fahne des »Nationalen Blockes« hauptsächlich gegen den

Radić-»Republikanismus« durchgeführt; die im September 1927 im Zeichen der »wirtschaftlichen Sanierung«, der »Neuen Leute« und des »Neuen Kurses«.

An Stelle des ehemaligen Innenministers Boža Maksimović hatte diesmal die unmittelbare Wahlregie Minister-

präsident, Innenminister und der »Leibjäger« Alexander Karadjordjević, Velja Vukićević, Skrupellos, ohne jede Individualität, blind und untertänigst regierte Vukićević die Wahlpremiere für den 11. September, so wie es die »Weiße Hand« bzw. die höfische Kamarilla wollte und die Direktiven erteilte. Dennoch erreichte man nicht die »rumänischen« Resultate. Im übrigen hatten die Regierungsverbündeten unter sich die Rollen verteilt: Vukićević organisierte den Polizeiapparat, Voje Marinković, der Außenminister, stellte die politische Rechtfertigung der Wahlen. Die Hofkamarilla strebte unbedingt dahin, durch die Septemberwahlen ihre offene Diktatur zu maskieren und Vorbedingungen für die »vierte« Hofpartei zu schaffen. Die Wahlergebnisse ergaben zwar nicht jene erhofften Resultate, jedoch ist die Tatsache für die Kamarilla irrelevant, denn sie ist auch ohne dies systematisch an der Arbeit, ihren Plan zu verwirklichen.

Blicken wir in die Wahlergebnisse hinein:

Vor allem muß festgestellt werden, daß die Wahlbeteiligung der Wähler relativ schwach war. Es stimmten ungefähr 2.250.000 Wähler oder 63 % der wahlberechtigten Wählerschaft. 1925 war die Wahlbeteiligung 76 %, somit zeigte sich in diesen Wahlen ein Rückgang der Wahlbeteiligung von 13 %. Die Wahlen selbst wurden im Zeichen des brutalsten Terrors wie bei keinen bisherigen Wahlen — im Geiste der blutigen Gendarmenmethoden durchgeführt.

Die Radikalen aller Fraktionen erhielten auf ihren Kandidatenlisten 722.000 Stimmen (1925: 811.000) und ursprünglich 112 (bisher 141) Mandate, jedoch »eroberten« die Regierungsradikalen in der Nachwahl im bosnischen Kreise Bihać auf Kosten des Bauernbundes noch 1 Mandat — demnach ist die radikale Partei aller Fraktionen 113 Mandate stark. Allein in Mazedonien, an dessen »radikales Bewußtsein« selbst Vukićević zweifelt, gab den Radikalen zirka 30 Mandate. Bei allen Gesetzwidrigkeiten und weißem Wahlterror durch Umschütten der Stimmkugeln aus den Urnen der Oppositionsparteien in die der Regierungsparteien, Verhaftungen und Ausweisungen, nachgewiesener Fälschung der Wahlprotokolle u. a. ist die effektive Zahl der Wähler der Radikalen Partei um zirka 100.000 heruntergegangen mit einem Mandatsverlust von 30 Abgeordneten. Von der Gesamtzahl der Stimmen auf den Listen der Radikalen Partei entfallen zirka 200.000 Stimmen auf die Listen der sogenannten Pašićianer, die einzig allein als Stimmen der richtigen radikalen Wähler gerechnet werden können. Eine große Zahl serbischer Bauer und Bürger, bisher Wähler der Radikalen Partei, manifestierten demonstrativ am Wahltag ihre Unzufriedenheit gegenüber der Radikalen Partei.

Die Demokratische Partei ging in die Wahlen mit verteilten Rollen. Marinković als zukünftiger Chef der »vierten« Hofpartei und ihr geistiger Vertreter, erläuterte die Wahlen von seinem Gesichtspunkte als Staatsnotwendigkeit und schüttelte von sich jegliche Verantwortung für den Wahlterror ab. Dagegen hat der Führer der Demokratischen Partei, Davidović, die Wahlagitation mit den Parolen gegen den Terror und die Einführung der Diktatur geführt. So erhielten die Demokraten an Stelle der bisherigen 37 Abgeordneten 61 Mandate auf 366.760 Stimmen (1925: 279.686), die somit durch die Wahlen den größten Profit herauschlugen. Den Radićianern ging es in den Wahlen wie ihren früheren Verbündeten, den Radikalen. Im Stimmenrückgang noch schlimmer, sie erhielten jedoch dank dem reaktionären Wahlgesetze ihre Mandate und vermehrten sie sogar. Sie erhielten 380.000 Stimmen (1925: 545.000) und 62 Mandate. Ihr Stimmenverlust zeigt, daß 170.000 kroatische Wähler die Politik des Verrats der Radić-Partei brandmarkten. Diese 170.000 Wähler boykottierten in ihrer tiefen Unzufriedenheit die Wahlen, ohne ihre Stimmen irgend welcher Partei zu schenken. Die Slovenische Volkspartei Korošez erhielt 21 (20) Mandate auf 112.000 Stimmen (1925: 123.813). Die Wählerschaft der slovenischen Klerikalen ist nur um 12.000 Stimmen im Rückgang und beweist, daß Korošez durch die gute Organisationspolitik seiner Partei das Gros seiner Wähler behalten konnte. Diesem ist hinzuzufügen die Tatsache, daß Vukićević seinen neuen Verbündeten Korošez in vollem Maße durch die Staatsmacht unterstützte.

Spaho hat seine Positionen behalten und erhielt 18 (15) Mandate. Der Bauernbund gewann 8 Mandate (4) auf 151.203 Stimmen (1925: 117.927). Der Bauernbund hatte besondere Erfolge in den Wahlkreisen, wo linke Elemente der Partei kandidierten. Ihre Wahlparolen waren radikal, u. a. auch die Parole der Wiederherstellung der Beziehungen mit der Sowjetunion, davon erklärt sich zum Teil auch ihr Stimmenzuwachs. Pribicević hat an

Stimmen zugenommen, jedoch nur ein Mandat gewonnen, im ganzen 23. Die nationalen Minderheiten: Die Deutschen erhielten 6 (5) Mandate auf zirka 40.000 Stimmen, die Ungarn 1 Mandat auf der Regierungsliste M. Nintschitsch. Die Sozialisten haben dieselbe Zahl wie 1925 beibehalten: 23.000 und 1 Mandat im Kreise Maribor. Es ist charakteristisch, zu unterscheiden, daß sie im ganzen Lande kandidierten und die volle Zuneigung des Regimes genossen. Der Republikanische Arbeiter- und Bauernblock erhielt kein Mandat, hat jedoch seine Stimmen gegenüber 1925 verdreifacht. Unter den schwersten Bedingungen des undenkbarsten Terrors erhielt er 43.000 Stimmen (1925: 16.300). Dieser hervorragende Erfolg der Idee des Arbeiter- und Bauernbundes mit dem klaren antimonarchistischen Kampfprogramm gibt die volle Garantie dafür, daß die Mobilisierung der revolutionären Kräfte im Lande zufriedenstellend ausgefallen ist.

Die Wahlergebnisse, entsprechend den oben angeführten Ziffern, können folgendermaßen charakterisiert werden: 1. Verlust der Mandate und Stimmen auf Seite der Radikalen, und bei den Radić-Leuten nur Stimmenverlust. 2. Das Kräfteverhältnis im Parlament hat sich etwas zugunsten der Demokraten und auf Rechnung der Radikalen gebessert. 3. Stärkung der zahlenmäßigen Kraft des Republikanischen Arbeiter- und Bauernbundes als eines ernstesten Faktors im Kampfe gegen die Reaktion. 4. Kräftigung des Bauernbundes bei den serbischen Bauernmassen.

Unmittelbar nach den Wahlen wurde die Frage der Regierung auf die Tagesordnung gestellt. Die öffentlichen und geheimen Verhandlungen wurden in zwei Richtungen geführt. 1. Möglichkeit der Formation eines demokratischen Blocks im Parlament (Pribicević, Radić und Davidović), wo Davidović die Hauptrolle spielen sollte. 2. Andererseits wurde die Frage einer eventuellen Vereinigung der Unabhängigen Demokraten mit den Demokraten aufgerollt. 3. Die Stellung der Hofkamarilla: Die Tendenz zur Schaffung einer »vierten« Partei und weitere Spaltung der Radikalen und Demokratischen Partei.

In dieser Zwischenzeit hat die bürgerliche Opposition erwartet, daß Vukićević auf dem legalen Wege, besonders nach der Kombination des Blocks, seine Demission einreichen würde. Aber Vukićević, zusammen mit Marinković, haben sich nicht verwirren lassen, trotz aller Kampfansagen der Opposition, zusammen mit der Davidović-Gruppe. Im Gegenteil, Davidović hat vor Marinković kapituliert, das heißt vor der Hofkamarilla, und die Regierung hat keine Demission eingereicht, sondern nur die Rekonstruktion durchgeführt. Die Rekonstruktion der Regierung geschah auf dem außerparlamentarischen Wege. Die slovenischen Klerikalen wurden auf Grund der Verständigung von Bled in die Regierung eingeführt. Anstatt zwei Portefeuilles bekamen sie nur das Ministerium für soziale Fürsorge, welches bisher die Demokraten hatten. Marinković ist es gelungen, das Ministerium für Volksaufklärung von den Radikalen für sich zu bekommen. Davidović läßt in seinem Blatt »Odjek« schreiben, daß er angeblich in der Frage der Rekonstruktion der Regierung nicht kapituliert, obwohl dieselbe mit seiner Bewilligung erfolgt ist. Weiter behauptet die Presse, daß sowohl die Sitzungen der parlamentarischen Klubs als auch der 5. Oktober — wann das neue Parlament zusammentritt — über Sein oder Nichtsein von Vukićević zu entscheiden haben werden. Davidović wird angeblich unterstützt von Radić und Pribicević, die Frage des weiteren Bestehens der Regierung des Marinković-Vukićević-Korošec-Triumphirats auf die Tagesordnung bringen.

Für die arbeitenden Massen aller Nationen in Jugoslawien, sowohl für die nichtserbischen als auch für die serbischen ist kein Platz mehr in den bürgerlichen Parteien, die ihre Politik zur elendesten Imitation um die Erringung und Verteilung der Macht erniedrigt haben, ohne Rücksichten auf ihre Wähler. Heute ist es für jeden ganz klar geworden, daß der Militärstiefel Herr der Situation im Lande ist und daß die jetzigen Machthaber Jugoslawiens klar einsehen, daß keine parlamentarischen Mitteln und Wege der Regierung die erschütterte Position der Krone und Kamarilla vor dem Zusammenbruch retten könnten. Die Arbeiter und Bauern der serbischen und der unterdrückten Nationen haben bei diesen Wahlen den klar bezeichneten Weg gezeigt bekommen: In Massen sich an den kämpfenden Arbeiter- und Bauernbund anschließen. Die Kraft dieses Bundes und der Umfang seiner Aktionen werden das Zeichen für die unmittelbare Abrechnung der unterdrückten Massen mit ihren Unterdrückern sein.

Dimitrije Jovanović

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVE TË NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHQYPTUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Shqyptaria vasalë e fashizmit

Liria Kombëtare, Organi i Komitetit të Çlirimit Nacional, boton ketë traktatë të fshehtë midis Italisë dhe Shqyptarisë, të marrun prej një burimit të sigurtë:

1. — Në një luftë që do ngjajë domosdo midis Italisë dhe Jugosllavisë, të tëra fuqitë armate të Shqyptarisë do vihen në dispozicion të shtetit-madhënor italian.

2. — Qeverija e Mbretërisë italiane do t' a mbrojë Shqyptarinë nga çdo ndërhyrje të fqinjëve të saj dhe do t' a ndihmojë moralisht e materialisht. Në rast nevojë, Qeverija italiane angazhohet t' a ndihmojë Republikën shqyptare dhe me fuqi ushtarake.

3. — Qeverija shqyptare i lëshon me qira Qeverisë italiane Vlorën me gjithë hinterland për një kohë prej 95 vjetësh.

4. — Në copëtimin e Jugosllavisë, Qeverija italiane do t' a aneksojë Shqyptarinë perkundrejtë Nenit 3. Dibrën, Jakovën dhe disa vënde të tjera, kufit e të cilave do të lihen si pas ndarjes administrative në kohë të Turqisë më 1912.

5. — Qeverija e Mbretërisë italiane angazhohet t' a sigurojë Ahmet Zogut sundimin për jetë me kalitetin e sotshëm si kryetar republike.

6. — Qeverija shqyptare pranon të ndihmojë (të përkrahë) bankat dhe institutet tregtare të tjera që do ngrehin Italinë si dhe bëjnë e njëj stacioni për hydravionet italiane në vëndin Porto-Romano që ndodhet 3 mil në veri të Durrsit.

7. — Qeverija italiane angazhohet të mos kursejë ndihmën e saj për konsolidimin e Shqyptarisë dhe, për këtë qëllim, bën me kënaqësi sakrificat financiare të nevojshme.

Ky traktat i fshehtë është hallka e fundit e atij vargus trathinash që e lidhin Shqyptarinë me Italisë e e bajn vasalë të fashizmit. Mussolini me një sistematikë maktaveliste e prunë Shqyptarinë aty ku desht, tuj e bja vegjel për filltet e tija imperialiste. Shqyptaria do të vorfnohet, do të grabitet e n' e mram do të derdhen gjakun për të themelne koloninat e imperit roman që andron Mussolini. Imperi roman nuk do të formohet porse lufta të përgjakshme e të tmershme do të shkretnojn gadishullin të Balkanit.

Ja filltet e sistemet e Mussolinit:

1. Me bja vasalë Shqyptarinë e me ngulë fuqi në tjera vende të Balkanit.

2. Me shkatrrue Jugosllavinë.

3. Me anexue kosten e Adriatikut, me kolonisue Shqyptarinë e tjera vende të Balkanit tuj e bja vasalë të Romes.

Pika e parë themelore po thuej se gjindet në të kryem, vëhtem shqyptartë duken se nuk e kan kuptne ende greminen që to t' a përpjn. Pik së parit me traktalin e Tiranës, Mussolini u bja serafi i popullit shqyptar, tuj be si xhendarë ekzekutues Ahmet Begun e Bejlert të tjerë.

Tregtarët shqyptarë kujtojnë ende se me ardhjen e Italisë tregtaria do të çohet dhe se ato e populli do të kën fitim. Utopi çilimish që s' kuptojn as rregullat ma elementare të ekonomis. Asnji shqyptar nuk do të kët as ma të voglin fitim prej Italisë, por neser do të marrin rrugat për një kashatë buk: vendin e tyne do t' a xanë baresi e pugliesi e tjerë lazzaronë fashist.

Ja, ta studjojm punen objektivisht prej pikpamjes s' interesit ekonomik tuj lanë në një anë e do hall tjetër patriotik, dhe do të shofim dhe se prej këtyj interesi ekonomik vëhtem, shqyptarët gjinden para dekjes s' afermë.

Në Shqyptari ká sot dy lloj tregtarësh dhe një puntori të varfer:

a) tregtarë të mëdhaj që jetojn me eksportim e importim en gros; eksportimi bëhet prej leshit, lekuravet e tjera materjevet të dores së parë, importimi po prej këtyne materjevet por të punneme në çohna, lekurëna të regjuna e tjera. Si prej këtyj eksportimi direkt, ashtu dhe shitjes gjanavet të importimit en gros tregtarevet të vogjel, sot

tregtarët e mëdhaj shqyptarë kan një fitim mjaft të madh.

b) Tregtarët e vegjel që jetojn me importimin e gjanavet të vogla që i duhen popullit dita me ditë, si gastare, brisk, sapun etjera. Sot këto tregtarë këto tesha i blejn direkt në fabrikë e i shesin direkt popullit: prej këtyj ndermjetësimi kan një fitim të vogel prej të cillit jetojnë.

c) Puntorija: janë këto shegertat e tjerë gjind të varfer që jetojn si shërbtorë ner tregtarë, a por si ndimës në punët doret nacionale, si teneqexhi, terzi etjërë.

E mirë të trija këto kategorina do të shduken krejt e do të bijn fare në skam. Pik së parit do të shduket kategorija e dyte, tregtarët e vegjel (b); Italia do të bajn mjaft depôt fabrikash në Shqyptari, për t' a shitë teshat direkt, pra ndermjetësit shqyptarë nermjet të fabrikavet e të popullit do të mesin në rrugë të madhe pa punë e pa bukë.

Mbas pak kohet në ket gjendje do të bijn dhe tregtarët e mëdhaj dhe puntorija. Do të gjinden mjaft shoqina italiane (të ndimuhme dhe prej qeveris fashiste për interesa politike), që punimi i leshit, i lekuravet etj. do t' a bajnë në Shqyptari vëhtë: me monopolizime e tjera privilegie kapitaliste grabitse, të mpruem e të ndimuhem prej qeveris shqyptare që asht vegla e Italisë, do t' a zhdukin një ka një dhe ato pak kapitalist shqyptar që gjinden sot në vend.

Filli kryesor i qeveris italiane asht kolonizimi, pra si prej shoqinavet ashtu prej qeveris italiane, do të shprazet krejt fundria e Italisë së Jugës në Shqyptari, dhe proletariati i varfer i Shqyptarisë do të bëhet një proletariati zhelanash, që do të kerkojnë rrugat prej nadije deri në mrame për të gjetë një kashatë buk.

Këto të gjitha tmerime skami që shpejt do të kapin Shqyptarinë, janë konsekuencat e traktatit të parë të Tiranës.

Konsekuencat e pergjakta ma të tmershme rrjedhin prej traktatit të mshehtë që asht i botuem në krye të këtyj artikulli.

Art. 3 e Art. 6 segruojn zaptimin ekonomik të Shqyptarisë dhe zaptimin tokësuer të Vlonës e të Durcit. Çka nuk thohet në këto artikuj, zaptimi i Shkodër, vëhet në veprim me mjetë të tjera. Vatikani shkruen levdata për fashizmin n' organin e sajë „Osservatore Romano“. Në ket kohë ndodhë vizita e Ahmetit n' Shkodër, dhe perfaqësuesi i Papes, një farë P. della Pietra, jesuit italian, ndermjetson pranë klerit shqyptarë për të ju shtrur axhentit të Mussolinit. Me pallavrë si kryegjytet, kanalizim ujnash, arsuna ekonomike, këshille shejtnore etj. Shkodra na rrëhet e na bahet edhe kjo pro-italiane: budallaj, që nuk shofin përtë ures së Bahçallekut, e së kuptojn se axhenti i Italisë kqyr interesat e fashizmit e jo interesat e popullit shqyptarë. Me një konkordat që shpejt do të bëhet nermjet të Vatikanit e të Shqyptarisë, fashizmi zaptun politikisht dhe Shkodren nepermjet të Jesuitve italian fashist, dhe nepermjet të klerit shqyptar të rrëjtun.

Zaptimi tokësuer i Vlonës, i Durcit dhe zaptimi politik i Shkodër, asht jo ma pak por zaptimi ushtarak i Shkodër.

N' art 4. ku Italia i premtun Shqyptarisë Dibren e Djakoven, diftohet kjaratas hapi i dytë i Jugosllavisë: Shkatrrimi i Jugosllavisë. Kuptohet lehtë se politika e Italisë në luftën kundra Jugosllavisë, do të jetë një politikë irredente për kombësinat e shqyptara prej Jugosllavisë: Shqyptarvet do t' a premtujn Kosoven, Malit të Zi e Maqedonis independencen, kështu që t' a rrejn me luftue për filltet imperialiste të fashizmit. Ket kuptim ká Art. 4 në traktatin e mshehtë, kan atentatet e rreshtura që po bahen prej maqedonasve kundra Serbisë, ket kuptim ká vizita e Mbretit Boris në Jugosllavi: të gjitha këto provoijn se hapi parë i fashizmit, vasaliteti i Shqyptarisë në Itali asht krye, e se po afrohet hapi i dytë: Shkatrrimi i Jugosllavisë.

Mos të rrëhemi se Europa imperialiste a por se Jugosllavia militariste, do t' a kuptojnë me kohë ket dhe do t' a

ndalojë. Europa imperialiste, me Anglin në krye, basohet vehtë në grabi, dhe ká nevojë për një rrjedhje reacionare si fashismi, prá do t' i lanë dorë të lirë për të grabitë e për të pergjakun Balkanin.

Qeverija jugosllave e perbám prej gjindësh të kalbur në sherbim të huejvet, kan besim gjithnjë n' imperialismen e Albionit perfid e në borgesin e kalbur françese: prá prej këtyne kurfarë permirsimi së do të pritët.

Si Jugosllavia, si Anglia do t' a kuptojn ket kur t' i bin guri mbi krye, e kuer të bin vehtë n' at gropë qi donë t' i cilin tjervet.

Shpetimi i vehtem prej këtyne luftash, grabinash, mjerimesh, do të vin për popujt e Balkanit aherë huer populli vehtë t' a marrin fuqin në dorë, dhe të krijojnë Federaten Balkanike, tuej perzanë të gjith qeverinat e sotëshme, qi s' janë tjetër por agentët e të huejvet.

Shpetimi për Europen e boten do të vin aherë kuer fuqija të jën në dorë të popullit punëtuer, e jo në dorë të gjindvet të degeneruem qi donë të jetojnë me grabi.

Dita ku e drejta do të fitojnë nuk asht larg, në ket ditë duhet të besojmë, e për të duhet të punojmë.

Romë, mjes i Sktatorit.

J. Maranaj

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Ляпчев тжрси заем

за да продлжи сществуванieto на воената диктатура в Бжлгария

Бжлгария се намира пред една финансова катастрофа. Ресурсите на страната са изчерпани. Економическата криза бушува. Пжлен затой в индустријата. Тжровски баланс пасивен. Занајтчиите немаат средства за да произведат, а и тия които малко от малко произведат — не намират купувачи на своите произведения. Безработицата се шири из целата страна. Над 150.000 души са без работа и без каквито и да са средства за живеење. Джржавните служители бедствуват. Некои от тех от месеци насам не са получили своите заплати, които, при това, са абсолютно недостатјчни за да проживејат. Нови хиляди хора от тех се изхврљат на улицата. Цените на жизнените продукти все повеќе посжжњиват. Народа буквално гладува. Само една шепа банкери, спекуланти, лихвари и разни отговорни и неотговорни фактори живејат охолни и разгулени животи и играјат самодивско хоро на тжрба на бжлгарскиот народ. При все че финансовата криза, която страната прекарва, води Бжлгария кжм пропасти, правителството намира пари за да плаќа стари джлгове, репарации, за военно-контролни комисији и пр. и пр. То все още намира средства за да плаќа редовно на офицери, полицаи и разни фашистки агенти. Но тия средства са на изчерпване. Правителството е поставено в положението да тжрси пари, за да може да плаќа на тия, които представляват материалната сила на неговата диктатура.

Вниманието на правителството е сжредоточено да намери пари. То моли чуждите капиталисти да му отпуснат заем — па на каквато цена и да е той, като им обещава да плаќа редовно лихви и погашенија, да заложат гаранција каквито штат джржавни приходи, ако ще би даже и самата джржава. То тжрси заем и треба да го намери, защото иначе опасността за неговото властвување е неминуема: неговия режим ще се сгромољаса.

Преди неколку дни, специална правителствена делегација, сжстојача се од Молов, Буров и директора на Народната банка Ас. Иванов е пристигнала в Женева за да моли Обществото на народите за заем. Тя е вржчила на финансовиот комитет при О. на Н. едно специално изложение по економическото и финансово положение на Бжлгария, последвано од специални објасненија, които м-ра на финансиите Молов е дал, уверявајќи чуждите капиталисти, че Бжлгария, при управлението на Сговора, е многу добјр плаќач, както това е докажала вече и че тя може да даде и високи лихвени проценти, може да приеме и нај-нискиј емисионен курс, да даде големи комисиони, а е готова и на пжлен финансов контрол.

Заема, който бжлгарското правителство тжрси в чужбина, е предназначен, официално, за »финансовото и стопанско задрывавање на страната«. Така гласи молбата, която то отпрати до Обществото на народите.

След изслушването изложението на Молов, финансовиот комитет е решил, О. на Н. да учествува в »делото на финансовото и стопанско задрывавање на Бжлгария«, като предварително произведе стопанска анкета на самата страна.

*

Правителството Ляпчев од джлго време правеше сондажи за отпускането на заем. Пжрвата проба то направи с заема за бежанците. Ние на времето още предупредихме, че правителството на воената диктатура в Бжлгария не използва този заем за да продлжи својата власт, а чуждите капиталисти — да уредят своите вземанија.

Това и стана. При склучуването на бежанскиот заем, бежа наложени на бжлгарското правителство таквива условия по плаќането на стари заджлженија на Бжлгария, че консолидирани джлг на тая страна се увеличи с околу два милиарда лева. Това се признава и од едни вестник, като **Знаме**, орган на Малинов, който в никој случај не може да се заподозре, че по принцип е против следваната од правителството Ляпчев политика и който с не по-малко настјрвение и озлобление се нахврља срещу работниците и селјаните в Бжлгария и срещу работническата партија, земледелскиот сжюз и даже срещу социјал-демократическата партија. В броя си од 6 септември т. г. тој вестник пише, че бежанскиот заем е едно зловещо предупредение кжм нас, че правителството склучи този заем за да позажрпји своето управление, че чрез тој заем чужденци и не чужденци си уредиха вземанијата по Деклозиеровата афера и заема од Banque de Paris et des Pays-Bas и че този заем ни донесе жжрвото заджлжение на един финансов контрол. В-к **Знаме** отбелезва, че би представлявало особен интерес, ако се пресметне, какво ще се даде на бежанците и какво ще се испари като емисија, лихви и погашенија, разни одржжки, заплати по службата на бежанците и пр. Сметката, за която говори органа на Малинов, ние направихме своевремено в Балканска Федерација. Сега чак демократическиот орган, както и вестниците на буржуазната и дребно-буржуазна опозиција, които миналата година славословеха Ляпчев за тој заем и наричаха предатели тия общественици, които и в тој заем — наречен за подигравка »заем на човештината« — прозреха една обикновена капиталистическа сделка, сега, казваме, и тогавашните венцехвалители на Ляпчев признават, че с тој заем не се облекчи

положението на бежанците, които продължават да живеят в мизерия и да умират от глад и болести, а напротив той бе използван за да се консолидират вземанията на разни стари кредитори на България и правителството бе заставено да плаща втори път вземанията на Деклозиер, като по тоя начин бе стоварен върху държавния бюджет един нов годишен разход от 200—250 милиона лева. Този заем не оправда очакванията и на Ляпчев за облекчението на стопанската криза в България; напротив, след неговото сключване — кризата се изостри и взе обезпокоителни размери.

Тук ние говорим само за финансовите и економически задължения, които правителството Ляпчев пое с заема за бежанците, без да се спиране на политическите ангажменти, които то прие и които се почувстваха, веднага след решението на Обществото на народите за сключването му, в засилването на терора над трудящите се маси в България.

След тия »блескави« резултати на »заема на човештината« — можем да си представим при какви условия ще бъде сключен заем за »финансовото и стопанско заздравяване на България« и за какво той ще бъде употребен.

Ние нямаме още данни при какви условия ще бъде сключен новия заем, поради което не ще можем сега да разгледаме от тая страна този въпрос. Но ние знаем приблизително за какво той ще бъде употребен и върху това ние ще се спрем.

Министра на външните работи Буров в едно свое интервю определя за какви цели неговото правителство щело да употреби заема; те са: за изплащане част от външните задължения, за образуване фонд за стабилизирание курса на лева, за увеличаване ресурсите на Земледелската банка и финансиране започнатите обществени предприятия.

По първия пункт, според съобщението на правителствената преса в София, от 10-ех милиона английски лири — такъва е сумата, която правителството е искало от О. на Н. — 7 милиона щели да се употребят за изплащането на част от неконсолидирания дъжл на държавата; освен това щело да се изплати на предприемачите, които са осъдили и продължават да осъждат държавата по арбитражните дела, на сума няколко стотини милиона лева, щели да се изплатят рекламациите на Ромъния, пак няколко стотини милиона лева, рекламациите на Деклозиер — 144 милиона лева и др. При това, сумата, която правителството ще получи, не ще бъде 10 милиона англ. лири, а много по-малко, защото от нея ще се одържат за лихви и погашения, за една година, около 500—600 хиляди англ. лири, а и заема не ще се сключи *à pari*, т. е. правителството не ще получи сумата, която то ще дължи, а ще получи много по-малка сума. Ако емисията бъде 90, а по всичко изглежда че тя не ще бъде по-висока, това значи, че срещу 10 милиона англ. лири които ще дължи, българското правителство ще получи 9 милиона англ. лири. Като се прибавят още разните комисиони и др. разходи, свързани с сключването на заема, то в касата на българската държава не ще остане почти никакви суми, за да се »заздравят стопанското положение на страната«.

Заема не ще бъде използван за българското стопанство: индустрия, търговия, занаяти; той не ще бъде използван за облекчението на стопанската и финансова криза, а напротив, с неговото сключване, кризата ще се изостри: данъчния товар на българските производители и консуматори ще стане по-голям, разходния бюджет ще се увеличи с нови 500—600 милиона лева.

Заема не ще може да отстрани катастрофата, пред която България се намира финансово, той не ще отсрочи настъпването на финансовия банкрут, който, при политиката която правителството на Сговора следва, е неминуем. Заявлението на м-ра на външните работи, че заема щел да спомогне за финансовото и стопанско заздравяване на страната е направено за да се хвърли прах в очите на българския народ и на чуждото обществено мнение, то е направено с цел да се подслади горчивия хап, който се поднася на народните маси в България.

България е една малка и бедна страна. Дълговете и са извънредно големи. Само в редовния бюджет на държавата, за настоящата финансова година, се предвижда една сума от около 1.600 милиона лева за лихви и погашения на дългове, т. е. около една четвърт от приходите на държавата, като при това правителството има ред още задължения, които не е в състояние да плати и част от тия задължения то навярно ще плати с сумите, които би получило от заема.

За да видят читателите на Балканска Федерация пред каква неизбежна финансова катастрофа се намира България, ние ще дадем сведения за нейните задължения (тия сведения са взети от българската официална статистика за 1925 г.).

На 1 януари 1926 г. България е имала консолидирани външни дългове:

- а. Заем 1892, 1902, 1904, 1907, 1909 400.109.000 зл. фр.
- б. Държавен заем 1909 г. 78.784.000 фр. фр.
- в. Окупационен дъжл на бившата Изт. Румелия 3.863.000 кн. руб.
- г. Репарационен дъжл по буква »А« 550.000.000 зл. фр., но понеже в началото са плащани само част от лихвите, то, въпреки плащанията, тая сума е достигнала на 1 януари 1926 г. 607.000.000 зл. фр., а на 1 януари 1927 г. 642.000.000 зл. фр. (От 1932 г. насетне, до 1985 г. — България ще плаща лихви и погашения за тоя дъжл по 1.475 милиона лева.)

Репарационния дъжл по буква »Б« е 1.700 милиона зл. фр.; по тоя дъжл, до 1953 г., не ще се плащат лихви. Но от тая дата насетне — лихвите и погашенията ще бъдат два и половина пъти повече от горната сума (1.175 мил. лв.), т. е. около 3 милиарда български лева.

д. Български 6 1/2% държавен заем от 1923 г. за изплащане вземания на сжглашенски поданици по арбитражни решения 19.331.000 фр. фр.

е. Окупационен дъжл за стоенето на сжглашенските войски в България 28.828.000 зл. фр.

Неконсолидираните външни дългове на България са:

- 1. Към Banque de Paris аванс 1912-1913 г. 81.080.000 фр. фр.
 - 2. Към Disconto-Gesellschaft a. (аванс 1914 год.) 150 мил. фр.
 - б. (аванс пак за 1914 г.) 97.500.000 фр. фр.
 - 3. Към компанията Jonction Salonique-Constantinople 25.500.000 фр. фр.
 - 4. Към Югославия, за реквизиция, сжгласно договора от 26 ноември 1923 г. 14.700.000 зл. фр.
- На 1 януари 1926 г. България е дължала още 6.556.000 зл. фр.

Освен тия дългове, България има вътрешни консолидирани дългове (1914, 1921, 1923) 264 милиона лева
Неконсолидирани, към Бълг. нар. банка 5.002 милиона лева

И тий, дълга на България възлиза на колосалната сума 3 милиарда зл. фр., 205 милиона фр. фр.; 5.265 милиона български лева и 3.863.000 кн. рубли, или 88 милиарда български лева, което съставлява една цифра 2 и 1/2 пъти по-голема от годишния национален доход и около 30% от целото национално богатство на тая страна.

При тия непоносими задължения, от които 70% се падат на репарациите, българското правителство заявява, че то било добър платец, че то немало намерение да се дава повод за въпроса за отлагането на репарационните задължения. Нещо повече. Предполага се, че едно от задълженията, които това правителство ще приема, е да се осигурят всички плащания по мирния договор: репарации, реституции и пр. В своето угодничество към зап. европейските империалистически държави, българското правителство отиде още по-нататък. Макар и сумата на репарациите да е фиксирана, това правителство се сжгласи да плати на Деклозиера, за втори път, 144 милиона лева, то се сжгласи да удовлетвори и други претенции на малки и големи държави от антантата, които се покриват в общия репарационен дъжл.

Сведенията, които ние дадохме по-горе, не обгръщат всички задължения на България. Тя има да плати още значително големи суми, а именно: по рекламациите на Гърция и Ромъния, обезщетения, дължими на българите в Англия, чийто имоти са секвестрирани и ликвидирани, суми по конвенцията по »доброволното« изселване на малцинствата и обезщетения, дължими на сжглашенските поданици. Освен това България ще трябва да плати големи суми, въз основа задълженията, които сегашното правителство прие след 1 януари 1926 г., а именно: на Ориент-Табако, Грейдинг-Компани и др. — 111 хиляди англ. лири (за изгорели складове с тютюн в Горна-Джумая и Серес, през време на войната); от която сума сега остават да се платят още 70.301 англ. лири; частта, която България ще плати при разпределението на отоманския дъжл; бежанския заем с страничните

сглашения по валоризацията на старите дългове (вжализация на 2 милиарда лева) и стотиците милиони лева присъдени от български сдилища на български железопътни и пристанищни компании.

Ето мрачната картина на финансовото положение на България при управлението на военно-фашистката диктатура. Задълженията, които досегашните буржуазни правителства и специално това на Сговора са поели спрямо чужди и местни капиталисти, са непоносими за българския народ. Но правителството на Ляпчев не мисли за това. То не иска да знае дали народа гладува или не. То има само една грижа: да се задържи по-дълго време на власт, да брани кесията на Буровци, Губиделиковци и разни банкери и спекуланти, на каквото ще да става с българския народ. За да отложи своето сгромоляване, то е готово да поеме и най-катастрофалните за страната и народа финансови, економически и политически задължения. Това правителство е готово да поеме и ангажменти в смисъл да хвърли

страната в една своя страна на зап. европейския империализъм, против Съветския Съюз. При това положение, само едно истинско народно правителство, излезло из средата на българските народни маси взело властта в името на интересите на тия маси ще бъде в състояние да изведе страната от тежката финансова и економическа криза, в която тя сега се намира. За това, при новите опити на правителството на Сговора да сключи заем, като обвърже България с нови финансови, економически и политически задължения, ние трябва още по-високо да извикаме: Никакъв заем на правителството на военната диктатура! Отпускането заем на това правителство означава, да се задържи то, макар и за съвсем кратко време, на власт, а Сговора на власт в България — това значи да продължи кървавата диктатура, това значи не само нови убийства, насилия, арести и преследвания на работници и селяни, политическо робство, глад и мизерия, но и пълно финансово и економическо разорение на страната.

Д. Влахов

Разрешението на македонската проблема

Един бивш австро-унгарски генерален консул г. Алфред Раппопор, не много отдавна е публикувал една твърде интересна брошура върху Македония, която той познава, тъй като е живел в нея дълги години. Неговите бележки се отнасят за периода от 1904 до 1909 год., следователно те имат само историческо значение. Аз ще се постарая да разгледам тук — неговите заключения.

Един генерален консул на бившата Австро-Унгария може да има само диаметрално противоположни разбирания на нашите. Вследствие службата, която е заемал, той е требало да провежда на Балканите влиянието на Хабсбургите. Той е бил изпратен там не за да изучава и установи най-благоприятния за населението режим, а за да установи едно такова положение, което най-добре да отговаря на целите на Виенския империализъм. Изпълняващ директивите на Балхаусплац, той е бил изпратен в Македония не за друго, а за да пречи на влиянието на царисткия империализъм и да осигури още по-добре фамозното проникване на Австро-Унгария към Солун.

След тия бележки, нека сега разгледаме програмата, която той препоръчва.

Г-н Раппопор изказва своето възмущение от средствата и начините, с които на времето са си служили революционерите, като изказва своите симпатии за качествата на македонците. Той се отвращава от революцията, като такова по принцип, без обаче да се почита дали, в известни случаи, тя не изниква спонтанно от самото естество на нещата, и дали, създадена от некое криза, тя не е единственото средство за отстранението на тая криза.

След като излага самите данни, разбира се така, както той ги разбира, — нам е неудобно да се връщаме на данни, които се отнасят за едно минало вече време, — той изброява шест различни разрешения на македонската проблема.

1-во решение: Запазване на европейска Турция. Това схващане обаче, според самото признание на автора, днес представлява само исторически интерес, понеже събитията от 1912—1913 год. и тези от световната война изтласкаха Турция в Азия, като и оставиха едно твърде малко владение на нашия континент. Македония не е вече турска територия; тя бе разделена между балканските държави, които две години преди световната война и нанесоха един много чувствителен удар.

2-ро решение: автономна Македония. Това е идеята, която защитаваха Вжтрешната организация. Г-н Раппопор се обявява за неин борец. Той забравя обаче, че тази идея е нищо пред тая на федерализма. Македонските автономисти подпомагат една династия или националност. Те не ще успеят да освободят един народ, защото тоя народ винаги ще понаса политическия и социален механизъм на държавата, към която той би бил включен. Ако би имало даже известни автономни институции, ползата от тях не ще бъде за масата, а за една олигархия, която ще отрече всека свобода на тая маса. Буржуазните на англо-саксонските димониони са свободни, но те потискат с стотици хиляди и милиони работници. Не трябва човек да става жертва на изразите. Автономията нема никаква стойност, когато тя се упражнява вътре в една държава, в която цари землевладелското и капиталистическо господство.

3-то решение: присъединението на македонската земя към Сърбия. Г-н Раппопор не е сжгласен с това, защото той обвинява сърбите, че през 1913 год. са предявили прекомерни искания и са извършили безбройни неправди над българци и албанци.

4-то и 5-то решение: присъединението на Македония към България или към Гърция. Г-н Раппопор посочва и тия две решения също тъй за неприложими и ние не ще опровергаваме това.

6-то решение: Остава балканския федерализъм. Ето какво буквално казва нашия автор:

»В началото той представляваше една варианта от общата програма на македонските революционери, варианта, която изигра голема роля за техното разцепление и стана причина за техното взаимноизстребление. Само в своята последна фаза, федерализма — чрез една паралелна еволюция с тая на крайните партии в България, става повече или по-малко инструмент в ръцете на съветската политика на Балканите. Тъй се роди кървавата взаимноизстребителна братска борба, която требаше да се оплаква през тия последни години. Що се отнася до оценката и шансовете на тий наречения балкански федерализъм, необходимо е да се забележи, че неговите привърженици преувеличават ексцесите, които балканския национализъм, без сжмнение е извършил и забравят, че културата и цивилизацията на Балканите се базира върху националните идеи, които не могат да бъдат заменени с комунистическите утопии, без да бъде застрашен осъществения през последния век прогрес на тия народи.

Изглежда, че целата тая брошура е била написана само за да завърши с това заключение...

Че Съветите могат да се интересуват от движението на балканския федерализъм: нищо по-нормално от това, защото федерализма е базата на самия С. С. С. Р. Един режим, какъвто и да е той, проявява известно задоволство, когато констатира, че неговите принципи успеват да се реализират извън неговите граници. Но, необходимо е да забележим, че идеята за балкански федерализъм преди да бъде възприета от Московския Интернационал бе пропагандирана от II Интернационал. През всички времена социалистите беха разбрали, че за да се разреши кризата в юго-източна Европа, не беха достатъчни емпирическите разрешения, които предлагаше старата дипломатия. Налагаше се да се преработи картата на Балканите, като се дадат на народите, които ги населяват — еднакви, равни права.

Но тази ревизия на картата на Балканите предполагаше сжбарянето на династията и прокламирането на републиката в всички страни на полуострова. Не можеш да поставиш едно до друго, в един и сжщ национален организъм македонската република и монархията на Кобургите или тази на Хохенцолерите. Така че една политическа революция се налагаше. Но тази революция би била само една чиста фасада, ако беха оставени да съществуваат господствуващи категории: ето защо, непременно требаше да се създаде една селско-работническа република. На това именно заключение ние държим, при все че то не се харесва на г-н Раппопор, който има манталитета на един хабсбургски дипломат.

Пол Луи

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji

I.

Osnovi nacionalne politike sovjetske vlade*)

Ruska sovjetska revolucija pobjedila je ne samo kao socijalna revolucija radnika protiv kapitalista i seljaka protiv veleposjednika, nego i kao nacionalna revolucija protiv potlačenih naroda protiv velikoruskog imperijalizma. Ona je upravo pobjedila kao savez radnika, seljaka i potlačenih naroda protiv ruskog kapitalizma, imperijalizma i ostataka feudalizma.

Nacionalni sastav Sovjetske Unije.

Sovjetska Unija ima 140 miliona stanovnika*). Od 65 miliona — nešto manje od polovice — dolazi na neruske narode (28—29 mil. Ukrajinaca, 18—20 mil. turskih naroda, 4 mil. Bjelorusa, 4,5 mil. kavkaskih naroda, 3—4 mil. ugro-finskih naroda, ostatak 5—7 miliona dolazi na Jevreje, Poljake, Nijemce i druge evropske grupe, zatim na razne male grupe i plemena na istoku i sjeveru Sovjetske Unije).

Kulturni razvitak i politička samostalnost.

Neruski narodi Sovjetske Unije pokazuju velike razlike u svom kulturnom, ekonomskom i političkom razvoju i te su razlike igrale znatnu ulogu kod rješavanja nacionalnog pitanja. Oko 40 miliona stanovništva Bjelorusije, Ukrajine, dijela Transkavkazije i dijela Srednje Azije (bivšeg Turkestana) prošli su — u većoj ili manjoj mjeri — moderni politički i ekonomski razvitak i na tim su teritorijama formirane nezavisne nacionalne republike. Te su nacionalne republike formirale zajedno sa Rusijom u decembru 1922 Sovjetsku Uniju (S. S. S. R. = Savez Sovjetskih Socijalističkih Republika). Savez S. S. R. sastoji se iz ovih šest saveznih ili ugovornih republika: 1. Ruska Sovjetska Federativna Socijalistička Republika (R.S.F.S.R.); 2. Bjeloruska S. S. R.; 3. Ukrajinska S. S. R.; 4. Transkavkaska Sovjetska Federativna Socijalistička Republika (Azerbejdžan, Armenija i Georgija); 5. Uzbekistanska S. S. R.; 6. Turkmenska S. S. R.

Na teritoriji ovih šest saveznih republika živi 25 mil. stanovništva nacionalnih manjina, raspodjeljenih na 100 što većih što manjih naroda i etnografskih grupa, počevši od najprimitivnijih pa do visoko kulturnih (od polarskih plemena preko nomadskih i ratarskih naroda do Tatara i Jevreja). Obzirom na dostignuti stepen svog kulturnog, političkog i ekonomskog razvitka, ti su narodi formirali svoje autonomne republike ili autonomne oblasti u okviru pojedinih saveznih republika. U R. S. F. S. R. (koja obuhvaća i Sibiriju) imade 11 autonomnih oblasti (sa 3,1 mil. stanovništva) i 11 autonomnih republika (sa 14,3 mil. stanovnika). U ostalim savezima republikama imadu 2 autonomne oblasti i 5 autonomnih republika (sa 2 mil. stanovnika).

Federacija i suverenitet.

Stvarajući vojnički, ekonomski i politički savez i predavajući neke državne funkcije (vojska, vanjski poslovi, vanjska trgovina, saobraćaj) saveznoj (t. j. centralnoj) vladi, pojedine nacionalne sovjetske republike odrekle su se de

*) Prema izračunavanju ruskog Centralnog Statističkog Ureda 139.753.900 („Narodno Gospodarstvo Saveza S. S. R. u ciframa“, Moskva 1925). To su približne cifre, jer su popisi stanovništva S. S. S. R. g. 1920 i 1923 obuhvatili samo oko 2/3 stanovništva. Držeći se cifara C. S. U. kao osnovice, mi smo ih u nekim oblastima izmijenili prema novijim i detaljnijim podacima. U decembru 1926 proveden je prvi opći popis stanovništva S. S. R., ali su do sada objavljeni samo rezultati u općem broju stanovništva saveznih republika. Nikakovi podaci o nacionalnom sastavu nisu još objavljeni. Sta se tiče općeg broja stanovništva, rezultati popisa 1926 ne razlikuju se mnogo od izračunavanja 1925 g. Prema popisu 1926 imade, čitava Sovjetska Unija 144.805.000. Od toga otpada na R. S. F. S. R. (Rusija za autonomnim oblastima) — 99.670.000 (69%), na Ukrajinu 28.379.000 (20%), na Bjelorusiju 4.926.000 (nešto ispod 4%), na Transkavkasku Federaciju 5.791.000 (4%) i na Uzbekistan i Turkmenistan zajedno 4.552.000 (nešto ispod 4%).

facto nekih elemenata državne nezavisnosti. Ali je svaka od njih, za razliku od bilo kojeg do sada postojećeg saveza država, sačuvala osnovni element svoje nezavisnosti, a to je suvereno pravo jednostranog izlaza iz Saveza (§ 4 Savezne Konstitucije od 31. januara 1924). Svaka savezna republika ima ustavom garantovano pravo da može u svakom momentu istupiti iz Saveza. U tome je ne može spriječiti niti Savez kao cjelina, niti bilo koja druga savezna država. Odluku o ulazanju u Savez ili o istupanju iz Saveza donosi suvereno kongres sovjeta dotične republike.

„Savezno Vijeće“ i „Vijeće naroda“.

Vrhovna vlast u Sovjetskoj Uniji pripada saveznom kongresu sovjeta, koji se sastaje jedamput godišnje. Na tom se kongresu bira Centralni Izvršni Odbor sovjeta, koji drži godišnje 3 sesije i vrši faktično ulogu sovjetskog parlamenta. Taj se sovjetski parlament — Centralni Izvršni Odbor sovjeta — sastoji iz dvije kuće — parlamenta i senata („Savezno Vijeće“ i „Vijeće naroda“). Čudna stvar: najradikalnija država na svijetu i imade senat! Ali je to „senat“ svoje vrste!

Savezno Vijeće i Vijeće naroda biraju se na saveznom kongresu sovjeta, ali po raznom principu. „Savezno Vijeće“ (koje broji preko 400 članova i preko 200 kandidata) bira se proporcionalno broju stanovnika svake republike. „Vijeće naroda“ (koje broji preko 100 članova) bira se po principu da u njega udje na 5 predstavnika od 6 saveznih i 17 autonomnih republika i po 1 predstavnik od 13 autonomnih oblasti. Centralni Izvršni Odbor t. j. oba Vijeća drže nekad zajedničke sjednice, ali je glasanje uvijek zasebno za svako Vijeće. I nijedna odluka Saveznog Vijeća nije pravovaljana, ako je ne prihvati Vijeće naroda. U Vijeću naroda prevladavaju mali narodi i narodne manjine i tu je garancija pred eventualnim zanemarenjem ili gaženjem njihovih prava i interesa od strane ruske ili ostalih 4—5 krupnijih i razvijenijih nacija. Dok senati Evrope i Amerike vrše ulogu zaštitnika bogatih i privilegisanih od pritiska demokratskih slojeva naroda, dotle „nacionalni senat“ Sovjetske Unije vrši ulogu zaštitnika interesa slabih i malenih naroda od zanemarenja ili nasilja sa strane velikih i moćnih nacija!

Centralna i lokalna vlast.

Sovjetska Unija pokazuje, obzirom na nacionalni momenat, u hierarhiji državne vlasti 4 stupnja: općesavezna vlast, vlast saveznih republika, vlast autonomnih republika i vlast autonomnih oblasti. Između centralne vlade (Vijeće narodnih komesara S. S. S. R.) i saveznih vlada (Vijeća narodnih komesara pojedinih 6 saveznih republika) funkcije su raspodjeljene tako, da jedna grupa poslova spada potpuno u djelokrug prve vlade, druga grupa u djelokrug druge, a treću grupu poslova obavljaju, u izvjesnoj proporciji, istovremeno obje vlade. Prvu grupu poslova vrše 5 općesaveznih komesarijata: vanjskih poslova, rata, vanjske trgovine, saobraćajnih puteva, pošte i telegrafa. Drugu grupu poslova vrši 6 lokalnih komesarijata: unutarnjih poslova, pravde, poljoprivrede, prosvjete, socijalnog osiguranja i zdravlja. Treću grupu poslova 5 ujedinenih komesarijata, koji postoje u centralnoj i u nacionalnim vladama: finansija, rada, radničko-seljačke inspekcije, industrije („Najviše Vijeće Narodnog Gospodarstva“) i unutarnje trgovine. Prema tome centralna vlada imade 10 komesarijata (5 općesaveznih i 5 ujedinenih) a vlade saveznih republika imadu 11 komesarijata (5 ujedinenih i 6 lokalnih). Autonomne republike, koje se nalaze u

okviru pojedinih saveznih republika, imadu takodjer svoja Vijeća narodnih komesara od 11 komesarijata: 6 lokalnih komesarijata je autonomno, a 5 ujedinjenih radi prema direktivama ujedinjenih komesarijata vlade dotične savezne republike. U autonomnim oblastima obavlja poslove, pod kontrolom Oblasnog Izvršnog Odbora sovjeta, 11 oblasnih odjeljenja vlade dotične savezne republike.

Organi nacionalnih manjina.

Pri Izvršnom Odboru sovjeta i pri vladi (Vijeću narodnih komesara) svake savezne republike imade „Nacionalno Odjeljenje“ ili „Biro nacionalnosti“ ili „Nacionalna Komisija“ u kojima imade svoje zastupnike svaka nacionalnost ili nacionalna manjina dotične republike. Ova odjeljenja

brinu se za organizovanje lokalnih nacionalnih sovjeta, za otvaranje nacionalnih škola (u saradnji sa nacionalnim odjeljenjima pri Komesarijatu Prosvjete), za širenje nacionalne kulture i branjenje nacionalnih interesa uopće. Ove institucije imadu veliku zaslugu za izživljavanje t. zv. lokalnog šovinizma. Treba najme znati, da je pored osnovnog, najvećeg i najopasnijeg šovinizma — velikoruskog, postojao niz lokalnih šovinizama. Velikoruski šovinizam htio je cijelu ogromnu imperiju rusificirati i izrabljivati. Lokalni šovinizmi: armenski, georgijski, tatarski, uzbekski zadovoljavali su se sa manje: oni su težili da eksploataciji i svom nacionalnom utjecaju podvrgnu svoje zaostaliye susjede narode Kavkaza, Volge-Urala ili Turkeстана.

(II. Nastavak.)

Dr. C. Antonetić

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Ruina economică este urmarea politicii oligarhiei bancare

Un șir de falimente în Transilvania și încetarea plăților la mai multe bănci ardelenne alarmează din nou cercurile interesate. În momentul când d. Vintilă Brătianu bate pe la porțile bancherilor din străinătate, falimentele și încetările de plăți din Ardeal vin să sublinieze criza în care se zbate economia țării, căreia d. Vintilă Brătianu i-a făgăduit și îi mai făgăduiește mereu vindecare apropiată.

România suferă de lipsă de capital. România aflându-se sub stăpânirea capitalului financiar național, nu este decât logic ca interesele acestuia să determine și politica economică a statului. Și politica economică a statului, aflat în mâinile burgheziei financiare românești, constă în a concentra în mâinile acestei burghezii și pune sub controlul ei întreaga viață economică a țării. În această străduință burghezia națională financiară se izbește în primul rând de capitalul străin care se află deacum în țară și de acela care vrea să vină pentru a stoarce extra-profituri din exploatarea colonială a bogățiilor țării și a muncii poporului român. Burghezia națională însă, fără ajutorul capitalului străin, nu a putut găsi singură resursele pentru a pune în valoare bogățiile țării. Fraudele și jafurile din averea mobilă și imobilă a statului nu sunt decât încercări de acumularea din interior a capitalurilor de care burghezia financiară are nevoie dar nu le-a căpătat din afară. Regimul de pradă și fraude este tocmai forma românească a procesului acumulării primitive a capitalului, proces caracteristic în România prin aceea că are loc într-o societate în care domină capitalul financiar.

Dar nu numai de capitalul străin s'a izbit politica economică a burgheziei financiare românești — reprezentată politicește de către Partidul Liberal. În străduința sa de a acapara și pune sub controlul băncilor sale viața economică din noile provincii (întreprinderile industriale dezvoltate din Transilvania, băncile din toate provinciile anexate), burghezia financiară românească s'a izbit și de împotrivirea burgheziilor minoritare din aceste provincii, precum, și mai ales, de agrarieni, intelectuali și micii întreprinzători de naționalitate română din aceste provincii, cari așteptau ca prin alungarea stăpânirii ungare, austriace, țariste etc. întreprinderile industriale și bancare din provinciile „lor“ să fie „naționalizate“ în favoarea lor și nu în favoarea bancherilor dela București. Amară iluzie! Negustorii, avocații, chiaburii și moșierii de naționalitate română din Transilvania, Banat, Bucovina etc. au nesocotit în speranțele lor „naționale“ legea orânduirii capitaliste care spune, că în perioada actuală, în care capitalul a luat forma capitalului financiar, acesta (și nu capitalul comercial) este acela care are rolul hotărâtor, și interesele sale, și nu ale burgheziei mijlocii, ale intelectualilor, ale țăranilor îmbogățiți sau ale moșierilor, sunt acelea care răzbesc. Așa s'a făcut că fabricile, băncile și toate întreprinderile capitaliste din noile provincii au ajuns încet-încet în stăpânirea burgheziei financiare

din Vechiul-Regat, au ajuns sub controlul și au fost concentrate sub conducerea marilor bănci liberale dela București.

Mijlocul, prin care marea finanță românească a adus viața economică din noile provincii sub controlul său, a fost puterea statului și regimul creditelor. Acolo unde confiscările mascate sub forma „naționalizărilor“ (adică sub forma trecerii întreprinderilor „foștilor beligeranți“ în mâinile întreprinzătorilor „români“) nu puteau fi săvârșite, marea finanță liberală s'a servit de mijlocul refuzului creditelor. Întreprinderile neputând aduce capital străin, sunt nevoite să facă apel la Banca Națională. Dar Banca Națională este în mâna finanței naționale. Banca Națională stăpânind creditul în România, întreprinzătorii pot căpăta credite numai dacă finanța liberală e dispusă să le acorde. Întreprinderile care se împotrivesc să primească condițiile marelui finanțe, adică să primească trecerea lor în trustul financiar național, sunt pur și simplu înăbușite prin tăierea creditelor. Ele sunt silite astfel sau să înceteze curând plățile, să lichideze — și finanța națională se prezintă la momentul oportun pentru a lua asupra-și „lichidarea“ —, sau să accepte trecerea majorității acțiunilor în mâinile trustului financiar liberal.

În această lumină trebuie scuturate și falimentele și încetările de plăți recente din Transilvania.

Este delăsineințele că o asemenea politică economică putea să aducă în mare măsură viața economică a întregii țări sub controlul și stăpânirea finanței naționale. Burghezia financiară putea crește ca putere economică în raport cu celelalte pături capitaliste, mai ales în raport cu puterea economică a țărănimii, categoria dela care vin peste două treimi din produsul național anual. Dar la urma urmei, bazându-se pe exploatarea prădalnică a bogățiilor țării, a muncii poporului, pe jefuirea țărănimii de rodul muncii sale, această politică economică trebuia să ajungă la ruina economică națională însăși.

Structure economică a României se caracterizează prin aceea, că industria, aflată în mâinile burgheziei financiare, duce o viață parazitată pe socoteala agriculturii, adică a țărănimii. Două treimi din produsul național vine din agricultură, dar produsele agriculturii au stat și mai stau încă în parte sub regimul taxelor vamale la export, adică al confiscării de către stat (și statul în România este instrumentul de favorizare parazitată a industriei aflate sub controlul și în stăpânirea burgheziei financiare) al confiscării unei părți din valoarea produsului țărănesc, părți care mergea până în ultimul timp până la jumătate din valoarea totală. Cine să se mai mire atunci, că agricultura merge din rău în mai rău. În special în provinciile anexate situația devine catastrofală. Astfel în Basarabia recoltele rele se țin lanț de vre-o cinci ani în șir.

Dar politica de distrugere și subjugare a vieții economice din provinciile anexate nu se oglindește numai în ruina gospodăriilor țărănești, ci și în ruina tuturor ramurilor econo-

mice. Elocventă în această privință este pilda Basarabiei. Înainte de război Basarabia producea în mijlociu 196.603 vagoane cereale, în ultimii ani mijlocia însă a fost numai de 164.644 vg. Înainte de război Basarabia exporta în mijlociu 100.401 vg. cereale, astăzi exportă numai 37.705. Înainte de război Basarabia exporta anual 1000 vg. prune, în 1925 numai 300 vg. și în 1926 numai 60. În timp ce în restul României întreprinderile comerciale arată o îmbunătățire a operațiilor lor dela 1919 la 1926 de până la 96%, întreprinderile comerciale basarabene arată în bilanșurile lor o înrăutățire de 50%. Dela 1922 la 1926 numărul polișelor protestate în Basarabia a crescut de 15 ori, numărul acelor trimise la protest chiar de 30 de ori. Și cifre tot atât de vorbitoare am putea înșira încă multe.

Ruinarea provinciilor anexate nu putea rămâne fără înrăurire asupra întregii vieți economice a țării. Ruina căilor ferate este în această privință vorbitoare. Ele lucrează cu deficituri, în 1926 cvantumul deficitului a fost de 257 milioane lei. Ele nu-și pot plăti datoriile pe piață, care se ridică la peste 700 milioane lei. Ori, căile ferate sunt alături de armată clienții cel mai mare al industriei românești. Incetarea plăților de către căile ferate atrage după sine dificultăți în mersul întreprinderilor industriale. Astfel statul neplătind datoria de aproape 300 milioane lei către societățile furnizoare de cărbuni, acestea au redus producția la jumătate. Reducerea activității industriale aduce după sine șomajul. Ridicarea valutei (cu aproape 80% față de ceace era acum un an și jum.) a adus după sine o scădere a prețului petrolului, care e determinat de piața mondială; dela peste 20.000 lei vagonul țiteiului a scăzut la sub 13.000. Aceasta contribuie la oprirea activității în șantiere și, deci, și mai mult la sporirea șomajului.

Situația devine cu atât mai critică, cu cât recolta generală este anul acesta inferioară celea de anul trecut: 26.787.253 chintale grâu în 1927 față de 30.177.613 în 1926, 13.310.792 chintale orz față de 16.849.469 anul trecut, ș. a. m. Disponibilul la export este jumătate cât a fost anul trecut; în loc de circa 180.000 vag. mai puțin de 100.000.

Urmările acestei politici economice și a crizei din ce în ce mai aspre nu le simte însă burghezia financiară, ci masele

muncitoare. Astfel, ultima statistică oficială asupra societăților pe acțiuni arată, că capitalul întreprinderilor industriale a crescut dela 15 miliarde 632 milioane lei în 1924, la 19 miliarde 105 milioane în 1925, la 24 miliarde 60 milioane în 1926, adică o creștere cu mai mult de 50% în decursul a trei ani. Tot așa a crescut și capitalul întreprinderilor bancare și comerciale. Traiul însă s'a scumpit mereu în acest răstimp. După ziarul „Argus” prețurile au crescut față de 1914 de 54 de ori, în timp ce leul aur numai de 35 de ori, ceace însumă o scumpete peste paritatea aur de peste 50%. În același timp însă salariile, după statistica directorului general al studiilor din Ministerul Muncii, nu au ajuns decât de 26—27 ori față de cele dinainte de război. La o scumpire a traiului de 54 ori salariile crescute numai de 26 de ori însumă o scădere a salariului real la jumătate din ce era înainte de război. În realitate însă indexul de scumpete a traiului nu este 54 ci cu siguranță peste 70, ceace demonstrează o scădere a salariilor la aproape numai o treime din ce erau ele în 1914. Urmarea este degenerarea fizică a muncitorimii. Cum am mai spus-o într'unul din articolele trecute, tuberculoza a luat asemenea proporții, încât ziarul guvernamental „Viitorul” a putut exclama: „fiecare casă cu tuberculosul ei.” La țară urmarea crizei și ruinei este foametea, devenită endemică, și emigrarea. Au solicitat pașapoarte de emigrare în anul trecut, după statistica oficială, 17.671 persoane din care cea mai mare parte din provinciile anexate, și anume, 9.936 basarabeni, 4977 transilvăneni, 1.840 bucovineni și 918 din Regat, iar cei mai mulți dintre aceștia din urmă sunt evre.

Se poate ca burghezia financiară națională, silită de criza care devine fatală, să accepte un compromis cu capitalul străin. Se poate ca d. Vintilă Brătianu să cadă la înțelegere, în numele burgheziei financiare românești, cu marea finanță a țărilor imperialiste, care și ea are nevoie de România în războiul pregătit contra Uniunii Sovietice. Dar situația masei muncitoare din România, a masei exploatate și asuprite economice și naționalicește, nu se va schimba radical decât prin doborârea domniei oligarhiei naționale sprijinită de capitalul imperialist și prin intronarea Republicii Muncitorești-Tărănești.

I. Mateescu

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Биланс септембарских избора

Подељене улоге - Изборна статистика - Питање блокова и реконструкција владе.

Београд, крајем септембра.

Дуго очекивани 11 септембар прошао је, не изменивши у суштини карактер парламента »нових људи«. 1925 г. у фебруару, спроведени су избори под заставом »националног блока« у главном против Радићевог »републиканизма«; ови у септембру 1927. у знаку: »привредне санације«, »нових људи« и »новог курса«.

Место Боже Максимовића, овога је пута имао непосредну изборну режију Веља Вукићевић, председник владе, министар унутрашњих дела и »лајбјегер« Александра Караборђевића. Без икакве индивидуалности и скрупула покорно и слепо режирао је Вукићевић изборну премијеру за 11 септембар, како му је »Бела Рука« и т. зв. дворска камарила давала директиве. У осталом савезници су између себе били поделили улоге: Вукићевић је организовао полицијски апарат, Воја Маринковић политичко образложење о потреби избора. Камарила је неопорно хтела кроз септембарске изборе да маскира своју отворену диктатуру и створи услове за »четврту« партију. Изборни резултати нису дали оне резултате, које је камарила очекивала крај свег терора, али је за њу та чињеница ирелевантна, јер она и без тога систематски тежи да оствари свој план.

Да видимо изборне резултате.

Пре свега треба констатовати да је учешће бирача било релативно слабо. Гласало је око 2.250.000 гласача или 63% пуноправних гласача. 1925 г. гласало је 76% од целокупног броја гласача, према томе је ових избора 10% гласача још мање гласало него прошлх избора. Избори по себи вршени су у знаку најжешћег терора, какав се ниједних избора није спроводио, у духу крвавих жандармских метода.

Радикали свију франција добили су на својим листама 722.000 (1925 — 811.000) гласова и првобитно 112 мандата, да на накнадним изборима у Бихаћу на штету земљорадника изгурају још 1 мандат свега дакле 113 (140) мандата. Сама Македонија, у чију »радикалску свест« и сам Вукићевић свакако сумња, дала је радикалима око 30 мандата. Крај свег безакоња и изборног терора (просипања куглица, из опозиционих кутија у владине, хапшења и протеривања чувара кутија, фалсификовања протокола и осталог) ефективни број »радикалских« бирача опао је за неких 100.000 гл. Од целокупног броја добивених гласова на радикалским листама, отпада око 200.000 гл. на листе т. зв. пашићеваца, гласови који се једно могу рачунати у праве радикалске бираче. Велики број српских сељака и варошке буржоазије досадашњих радикалних бирала демонстративно је на изборима манифестовао своје негодовање према радикалној партији.

Демократска странка ишла је у изборе са подељеним улогама. Маринковић је као будући шеф «четврте» партије и њен духовни претставник, објашњавао изборе као државну потребу, скидајући са себе сваку одговорност за изборни терор. Међутим је шеф странке, Давидовић, паролата против терора и **завођења** диктатуре вршило агитацију. Тако је демократска странка од досадашњих 37 посланика добила **61** мандат, на **366.760** гл. (1925 Ж. 279.686) и тиме кроз ове изборе највише порасла. Својом двојаким улогом, демагошким агитацијом и полицијом, она је порасла за неких сто хиљада гласова и **24** мандата.

Радићевци су прошли, као што смо предвидели у 74/75 бр. «Б. Ф.» као и њихови ранији савезници радикали. И још горе у броју гласова, али су благодарени реакционарном изборном закону нешто повећали број својих мандата (по одбитку Трумбићеве и Никићеве и Бућеве групе.) Они су добили **380.000** гл. (1925 — 545.000) и **62** (54) мандата. У гласовима су изгубили око **170.000** гл. Стоседамдесет хиљада гласача осудило је издајнички политику вођства Радићеве партије; тај огроман број гласача већином је у свом дубоком незадовољству, бојкотовао изборе не поклонивши ниједној другој партији своје гласове.

Словенска људска Странка — Коросец, добила је **21** (20) мандат са **112.000** гл. (1925 — 123.813). Гласачка војска словеначких клерикалаца опала је само за неких 12.000 гл. што доказује, да је Коросец својом добром организационом политиком своје партије, успео да сачува гро својих бирача. Томе се има додати и факат да је Вукићевић у најпуну мери био на изборима словеначким клерикалцима при руци.

Спахо је задржао своје позиције и добио **18** мандата (15). **Савез Земљорадника** повисо је свој број мандата на **8** (4) на 151.263 гл. (1925 — 117.922). Савез Земљорадника нарочито је порасао у окрузима у којима су кандидовани леви елементи, против монархистичког вођства. Изборне пароле биле им радикалне, међу њима је била и паролa обнове односа са Совјетском Унијом, отуда се објашњава и леп пораст у гласовима. **Прибићевић** је у гласовима нешто порасао и добио свега један мандат више — **23**. **Националне маџине**: Немци добили су 6 мандата (5), на 40.000 гл., Маџари су добили један мандат на радикалној владиној листи М. Нинчића.

Социјалисти су задржали исти број гласова као и 1925 — 23.000 гл. и добили 1 мандат у округу Марибор. Карактеристично је нагласити да су они кандидовали у целој земљи и за време изборне кампање уживали најпуну наклоност режима.

Радничко Селачки Републикански Блок није добио ни један мандат, али је зато ипак готово утростручио број својих гласача. Под најтежим околности несампањеног терора, он је добио **43.000** гл. (1925 — 16.300).

Овај јединствен успех идеје савеза радника и селјака са јасним антмонархистичким борбеним програмом, пружа најпуну гаранцију да је мобилизација револуционарних снага у земљи испала задовољајући.

Изборни резултати према горе наведеним цифрама могу се следеће окарактерисати: 1.) губитком мандата и гласова радикала, а радићеваца само у гласовима. 2.) однос снага у скупштини побољшао се нешто у корист демократа на штету радикала. 3.) **афирмисањем бројне снаге Републиканског Радничко-селачког Блока као озбиљног фактора у борби против реакције**. 4.) **јачањем Савеза Земљорадника код српских селачких маса.**

Непосредно после избора поставило се на дневни ред питање владе. Јавни и закулисни преговори вођени су у два правца: 1.) на могућност формирања једног демократског парламентарног блока (Прибићевић, Радић и Давидовић). Централну и водећу улогу играли би демократе са Давидовићем. 2.) С друге стране покренуто је питање поновног уједињења сам. демократа са демократима и 3.) Становиште камариле: тенденције ка стварању «четврте» партије и даље **цепање** радикалне и демократске странке.

У том међувремену очекивала је буржоаска опозиција да ће Вукићевић редовним путем, поготову после комбинације блока, да поднесе оставку владе. Вукићевић заједно са Маринковић нису се дали збунити и поред наговештене борбе опозиције заједно са групом Давидовића. Напротив, Давидовић је **капитулирао** пред Маринковићем т. ј. камарилом, а владе **није** поднела оставку, већ је извршила само **реконструкцију** владе. Реконструкција владе извршена је ванпарламентарним путем и увела словеначке клерикалце на основу бледског споразума у владу. Место обећаних два портфела, добили су само министарство социјалне политике, које је досад у рукама демократа,

било, а Маринковићу је успело да за своје «освојено» министарство просвете од радикала.

Давидовић и даље објављује кроз свој орган «Одјека» да тобоже није капитулирао у питању реконструкције владе и да је она извршена са његовим одобрењем. Даље штампа тврди да прве седнице парламентарних клубова, као и дан 3 октобра, — када ће се нова скупштина састати — имају да реше Вукићевићево бити или небити, када ће Давидовић потпомогнут Радићем и Прибићевићем покренути и питање даљег опстанка владе Маринковић — Вукићевић — Коросецовог триумвирата.

За радне масе свију нација Југославије, како не српских тако и српских нема места у буржоаским партијама, који су сву своју политику свели на најбеднију **лицитацију** — без обзира на све обавезе према својим бирачима, око **учешће** и **поделе** власти! Данас је постало јасно сваком да је **чизма-господар** ситуација у земљи, јер је остела да се круна и цела њена зграда из темеља дуљају. Радници и селјаки српских и потлачених нација имају изборима, јасно обележену стазу да **ступати листом у борбени савез радника и селјака**. Његова снага и мерло акционог замаха биће знак — за **непосредно** обрачунавање потлачених маса са својим утљетачима.

Димитрије Јовановић

Црногорци и г. Ханс-Ерих Камински

У полемици између Анри Барбиса и Хермана Вендела о балканским приликама, те нарочито о Црној Гори уплео се још једно, треће лице. То је извештач Ханс-Ерих Камински.

Једним чланком објављеним у «левичарском» недељном спису «Weltbühne», од 6. септ. о. г., овај последњи покушава на један префриган начин да представи црногорско питање решеним и то — позитивно! По њему се свако вара — па и Барбис — који у «уједињењу» «племена» Југославије види један «неоправдан акт насиља». Зашто «правити трагедију» од онога што је «историски логично»? Црногорска «оперетска држава» слила се као река у велико југословенско море!

Како се читаво списаније г. Каминског врполи у оваквим «историским логичностима», садржавајући саме нетачности и чисте фалсификате о стању ствари на Балкану и специјално у Црној Гору наша је дужност да му се даде достојан одговор.

Далеко од тога да уопште нешто зна о томе: шта је нација? — г. Камински је још даље тога од да у овом нашем случају зна шта се под појмом «југословенски» може да подведе. И тако му се дешава тај малер да Црногорце уврсти у ред неке «југословенске нације» за коју у истини ми Словени са Балкана незнамо да као таква постоји.

Како и «просвећени Запад» често брка између Југославије и Чехословачке зашта им ми балканци ни мало не замерамо, може се и г. Каминском опрестити ово «помјетаније појмов». Чак и поред све његове надувености са којом прилази «решавању» балканског и црногорског питања и националног проблема Југославије! — Али зашто фалсификати?

Да их побројимо:

1. Подгоричка скупштина је једногласно закључила уклањање дотадање династије Петровић и уједињење са Србијом. И ако та скупштина носи балкански жиг, војни притисак на њу није могао да буде велики поред осталог и због тога; што је тада десеткована српска армија у целој Црној Гори могла да броји највише неколико чета...

Ово је кратак резиме једне «истине» коју нам сервира г. Камински. Збиља, нечег новог! Само се заборавило: да «уједињење» Црне Горе са Србијом није из доба Тројанског рата па да се о њему причају бајке; да је «оно» најскорије прошлости кога видеше и осетише црногорци још и данас живи; па да је подгоричкој скупштини следно и један устанак (Вадње вече 1918) у коме је узело учешћа 12—15 хиљада Црногораца, који је у крви угушен од присутне српске и француске војске у Црној Гори.

Дакле не неколико чета «десетковане српске армије», већ присуство око 30. хиљада српских и француских војника под командом француског генерала Вендела и читаве комитске банде војводе Косте Пећанца.

Више од 5.000 попаљених домова, око 2.000 поубијаних устаника и 400. изведених пред суд — чињенице су које не може нико да прикрије а довољно јасне да објасне: какав је могао бити карактер Подгоричке скупштине и има ли места тврђи о неоправданом акту насиља према Црној Гори.

2. Г. Каминском се не свиђа ни Варбисова оптужба противу Западних сила о везивању питања пригорске династије са оцтанком независне Црне Горе из чега се родило «уједињење». И баш онако, како то учинише маклери Запада да би спровели акт «уједињења», тако се и Г. Камински упише да случајем Јована Пламенца овај акт насиља «историски» објасни и горњима даде за право.

Али Г. Камински је невероватно малерозан човек! Принцип самоопредељења, за кога као да пристајете Г. Камински, идентификовати са капитулацијом и издајом једном човека ради златника и положаја, па баш и тај «јак аргумент» да се исти Пламенац кандидује за посланика Радикалне Странке — дакле идентификовањем тих двеју ствари дадoste најбољу оцену о самом себи. Тако, ако се могуће не слажете са Г. Венделом у оцени појединих вредности послератне балканске крваве историје — на овоме пољу, у то смо убеђени, сложите се!

О томе: како су велике Западне силе «решиле» национални проблем «Југословена» прокопавајући канале да се мале речнице улију у велико «југословенско море» — биће говора првом идућом приликом. Сада, с обзиром да не постоји ни један међународно-правни акт који ово питање ликовидира, само у толико: да је оно, питање Црне Горе у својој целисти, чак и са питањем династије: **нерешено, отворено.**

О томе ће имати прилике свако да се увери, на и Г. Камински са свима својим пријатељима.

3. Дали на Црну Гору као државу мисле још само рђаво обавештени странци?

О Црној Гори рђаво су обавештени сви они, који у њој виде само крш и сиромаштину. Када би тако стојале ствари, у њој би се тешко могли сусрести разни Пунише Рачићи и Ко. Ситуација је међутим мало другочија. Експлоатација шуме, минерала и водене снаге у Црној Гори представљаће већу вредност него је чини банатска равница Војводине. Овде су дакле потребне инвестиције и као први корак на томе путу организације привреде у Црној Гори требао је да служи додељени интернационални зајам (1913) који, ратом створеном ситуацијом остаје неекзекутиван.

Чак да се сложимо да није тако. Да се придружимо мишљењу о пасивности, о неспособности Црне Горе да економски живи самостално. Али ко данас говори о једној Црној Гори као држави потпуно политички и економски изоловано — самосталној? Пригорци — не! Па ни Варбис који је интерпрет тежњи и пријатељ црногорског народа без резерви.

Пригорско питање је део балканског питања и његово правилно решење је тесно скопчано са македонским, хрватским и другим питањима којима Балкан обилато располаже. Решити балканско питање без црногорског или обрнуто — не да се за мислити. Полазећи са тога становишта и истичући за принцип «Балканску Федерацију», њен републикански, национални и социјални ка-

рактер и облик организације балканских народа, у којој Црна Гора чини један саставни део целине — нити због овога ми, на Балкану још потлачени народи, ни наши пријатељи који се залажу за нашу праведну ствар, не падамо у наивност. Тражимо и боримо се за своја права, национална и социјална, политичка и економска, и одлучујемо се по својој слободној и сувереној вољи, — без пристанка и противу воље данашњих tlačитеља и њихових адвоката свих боја без разлике и уопште.

4. Најзад о условима под којима живи овај «брдски народчић» у саставу «југословенске нације».

Већина становништва Црне Горе живи сада од југослов. пензија као раније од руских, стварно од «потпора у готовом». На ово се свде наводи Г. Каминског захваљујући информацијама које је — како сам рече — добио у Београду.

Пензије које даје Југославија Пригорцима нису мала ствар. Стотину и стотину је њих који добијају потпору од државе. Али не заборављати да се ово даје уз обавезе да се буде «државотворан» те је тако таман у ствари то што се зове именом «корупције», корумпирање појединаца да би у «југословенском» смислу деловали — «конструктивно».

Али део црногорски народ није «пензионер» на терет државе. Шта више, материјално најгоре обезбеђена покрајина Југославије то је Црна Гора. Стојећи у пореској обавези према држави пропорционално на равнотњи са Србијом, она, цела целцата Црна Гора за буџетску 1927/28 г. једва да је повукла за себе један %. Погледајте Г. Камински буџетске партије за поједине покрајине у Југославији па ће те се о овоме уверити! Не заборавите Г. Камински да се према Црној Гори води једна специјална економска — финансијска политика која има за принцип: приморај главу црногорски народ на капитулацију пред Београдом!

Где се деде црногорска ратна одштега? Како је замешан црногорски перпер са динаром?

Црна Гора, која је најмање донела дуга «великој Југославији», која је својом ратном одштегом могла да се ослободи свих обавеза или развије своју привредну делатност — данас је «пензионер»: економски и политички, национални и друштвени. Или је то бар жеља Београда и његових правозаступника.

Чувајте се пожара! Народи лако не пропадају а глад их не води у прошњу, на капитулацију — већ у револуцију и борбу до истраге.

Тако и та «мала река» која се улила у велико «југословенско море», носећи собом патње, суза и крв једног поробљеног народа подићи ће велику буру која ће да прогута све оне који управљају једним расклиманим бродом. Црна Гора — пијемонт српства у прошлости, које јој се одужи одузимајући јој слободу у сваком смислу, може и биће пијемонт Балканске Федерације која свакоме народу на Полуострву исту враћа и гарантује.

Јастребац

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΑΠΟΠΕΙΡΕΣ ΣΥΜΜΑΧΙΩΝ ΣΤΗΝ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΛΩΓΟΣ ΤΟΥ ΚΥΡΙΟΥ ΜΙΧΑΛΑΚΟΠΟΥΛΟΥ

Η κατάσταση στη Βαλκανική αλλάζει σιγά σιγά. Η Γιουγκοσλαβία και η Αλβανία ξανάρχισαν τις διπλωματικές τους σχέσεις, χωρίς όμως να μπορεί κανείς να πιστέψει σε μία πραγματική συμφιλίωση, διότι η κυβέρνηση του Βελιγραδιού δεν συγχωρεί στον Αχμετ Ζάγου, το ότι απέρριψε την κηδεμονία της εθνικής και παρεδέχθη την κηδεμονία της Ιταλίας. Ο Βόρις,

ο βασιλεύς της Βουλγαρίας, ταξιδεύει ανά την δυτική Ευρώπη, για να εύρει εκεί χρήματα και υποστήριξη έναντιον μιας άνωπολιτεύσεως στο έσωτερικό που διαρκώς δυναμώνει και κερδίζει σε έπιρροή. Η Ρουμανία κάτω από τη κυριαρχία του Βρατιάνου (ο όποιος είναι τόσο περισσότερο Κύριάρχος, καθ' όσον ο νέος βασιλεύς είναι ακόμα πολύ νέος), ξεφεύγει σιγά σιγά από την

ιταλική συναδέλφωση, γιά νά προσκολληθῆι ἐκ νέου στήν συμμαχία μέ τήν Γαλλία. Ἡ Τουρκία ἀπότομα μᾶς ἐνθυμίζει ὅτι ἔχει ἐυρωπαϊκά συμφέροντα καί ὅτι δέν θεωρεῖ τόν ἑαυτό της ὡς ὅλως διόλου ἀσιατικό.

Καμμιά κυβέρνησις τῆς χερσονήσου — ἐκτός ἴσως τῆς κυβερνήσεως τοῦ Μουσταφᾶ Κεμάλ — δέν μπορεῖ νά θεωρηθῆι ὡς σταθερά. Τό ρουμανικό φιλελεύθερο κόμμα, μέ ἓνα πρᾶξικότημα κατέλαβε τήν ἐξουσία καί ἀντιπροσωπεύει μόνον ἓνα μέρος τῆς χώρας, στήν ὁποία οἱ ἐργάτες χάρις στούς ἀντεργατικούς νόμους καί τήν διοικητική καταπίεση, εἶναι στερημένοι τῶν πολιτικῶν τους δικαιωμάτων.

Ἡ κυβέρνησις τοῦ Διάπτσεφφ ἐδημιούργησε μιᾶ τεχνητή κοινοβουλευτική πλειοψηφία, μολονότι, παρ' ὅλην τήν ἀθαιρεσία της καί τίς παντοειδεῖς της ραδιοιουργίες, ἡ πλειονότης τοῦ πληθυσμοῦ ἀπεφάνθη ἐναντίον της. Καί ἐδῶ τὸ προλεταριάτο ἐξεμηδενίσθη δυνάμει ἐξαιρετικῶν νόμων.

Δέν εἶναι ἄλλη ἡ κατάστασις στό βασίλειο τῶν Σέρβων, Κροατῶν καί Σλοβένων, τοῦ ὁποιοῦ ὁ πληθυσμός σέ λίγο καιρό θά λάβει μέρος στίς ἐκλογές. Θά δοῦμε νά ἐπαναλαμβάνονται οἱ σκηνές, πού ἔλαβαν χώραν στήν Βουλγαρία καί Ρουμανία, καί οἱ ὁποῖες στή Βαλκανική ἔχουν γίνει παράδοσις. Δηλαδή, θά θέσουν ἐκτός νόμου ὄλους ἐκείνους, ὅσοι θά εἶναι ὑποπτοι ὅτι δέν εἶναι θαυμαστά τοῦ ἰσχύοντος καθεσταῖτος, θά τοὺς φυλακίσουν, ἢ θά τοὺς σκοτώσουν. Ἀπέναντι ἄλλων, οἱ ὁποῖοι φαίνονται πολλοὶ ψυχροί, ἢ τῶν ὁποίων φοβοῦνται τὸ κριτικό πνεῦμα, θά χρησιμοποιήσουν τήν ἐξαγόραση. Ἀκόμη μιᾶ φορά θά φαρπικάρουν μιᾶ εὐχάριστη στή Δυναστία Καραγεωργεβιτς Σκουπστίνα.

Ὁ καθένας γνωρίζει, πῶς στήν Ἀλβανία, κάτω ἀπό τὸ προτεκτοράτο τῆς Ἰταλίας, ἡ ὁποία πραγματοποιεῖ ἔτσι διάφορα ἀφελήματα, ὀργιάζει μιᾶ πραγματικῆ προσωπικῆ Δικτατορία τοῦ Ἀχμέτ Ζάγου. Ἐπαφίμενος στίς δικές του δυνάμεις ὁ Ἀχμέτ Ζάγου, ἀσφαλῶς θά εἶχε νά περιμένει τήν ἀνατροπὴν του ἀπὸ μιᾶ ἀπὸ τίς τόσο συχνές στή χώρα τοῦ ἐπαναστάσεις.

Ἡ ἑλληνικὴ κυβέρνησις δέν εἶναι λιγώτερο ἀσθενική. Ἀποτελεῖ ἓνα κάπως σκανδαλώδες συνασπισμό, ὅπου βλέπει κανεὶς δίπλα σέ δήθεν δημοκρατικούς ἀρχηγούς, καί βασιλόφρονες ὅπως ὁ Μεταξάς ἢ ὁ Τσαλδάρης. Γιά ἐκείνους, ὁ ὁποῖοι ἐμπήκαν μέσα στὸν συνασπισμὸν αὐτό, τὸ ζήτημα εἶναι νά μοιρασθοῦν, κατὰ τὸν τρόπον τῶν ὑπουργῶν τοῦ Ρουῖ Μπλας, τὴν »δύναμη καί τὴν τιμὴν τοῦ ἔθνους«. Ὑπάρχει ἓνας κοινὸς ἐχθρὸς: τὸ προλεταριάτο πού ἀρχισε νά ὀργανώνεται στήν Ἀθήνα, Πειραιᾶ καί Θεσσαλονίκη.

Κανένας δέν μπορεῖ νά διίσχυρισθῆι σοβαρά, πῶς ἔστω καί μιᾶ ἀπὸ τίς ἀλληλέγγυες ὑποχρεώσεις, οἱ ὁποῖες ἐπεβλήθησαν στίς διάφορες πρωτεύουσες τῆς νοτιοανατολικῆς Εὐρώπης ἀπὸ ἄλλοῦ, προήρχοντο ἀπὸ μιᾶ πληρεξουσιότητα δοσμένη ἀπὸ τὸ ἔθνος. Τόσα καθεστάτα, ἄλλες τόσες πλουτοκρατικῆς καί στρατιωτικῆς δικτατορίας. Καί κάθε μιᾶ ἀπὸ τίς ὑποχρεώσεις αὐτῆς εἶναι ἄλλωστε καταδικασμένη, μιᾶ μέρει νά σπάσει ἀπότομα. Οἱ πολιτικοὶ πού λαβαίνουσι σ' αὐτῆς μέρος θά εἶναι οἱ πρῶτοι πού καταλάθαινουν πόσο ἐπισηφής εἶναι ἡθέση τους.

Δέν εἶναι ἐκπληκτικόν, τὸ ὅτι ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν ἀναδύει ἐκεῖ κάτω ἡ πρότασις ἑνὸς βαλκανικοῦ Λοκάρνο. Οἱ κυβερνήσεις πού προετοιμάζουν τερατώδεις ἐξοπλισμούς, προσπαθοῦν φυσικὰ, νά βροῦν σέ μιᾶ γενικῆ συμμαχία, μιᾶ βοήθεια ἐναντίον τῶν ρευμάτων στό ἐσωτερικόν, ἐναντίον τοῦ ζυπληματοῦ τῶν καταπιεζομένων Μαζῶν τῶν μαζῶν πού ἐστερήθησαν τὸ δικαίωμα τους νά ζοῦν. Θά ἦταν διατεθειμένες νά

κλείσουν μιᾶ ἱερὰ συμμαχία πού νά ἐπεκτείνεται σέ ὅλην τὴν Βαλκανική. Μόλις ὅμως κανεὶς ἐξετάσει ἀπὸ κοντὰ τὴν ἰδέα αὐτή, βλέπει ἀμέσως πῶς εἶναι ἀπραγματοποίητη.

Στὴν ἀρχὴ τοῦ μηνὸς αὐτοῦ ὑπεστήριξε ὁ ὑπουργὸς τῶν ἐξωτερικῶν τῆς Ἑλλάδος, ὁ κύριος Μιχαλακόπουλος, στήν Ἀθήνα, μπρος στοὺς συντηρητικούς φιλελευθέρους, τὸν σχηματισμὸ ἑνὸς συνασπισμοῦ πού θά περιελάμβανε τὴν Γιουγκοσλαβία, τὴν Βουλγαρία, τὴν Ἀλβανία, τὴν Τουρκία, καί τὴν Ἑλλάδα. Τὴν Μακεδονία δέν τὴν ἀνόμασε κανεὶς στέκει στὸ ἔδαφος τῶν συνθηκῶν οἱ ὁποῖες ἔχουν πνίξει ἓναν ὀλόκληρο λαό, καί δέν ἐδειξε καμμιά θέληση νά ἐλευθερώσει τὸν λαὸν αὐτόν.

Μόλις εἶχε ὅμως ἐκθειάσει μιᾶ τέτοιαν πρότασις ὁ Μιχαλοκόπουλος, καί ἀμέσως ἀνεγνώρισε πῶς ἡ πρότασις αὐτή, κάτω ἀπὸ τίς σημερινῆς συνθήκες εἶναι ἀπραγματοποίητη. Καί εἶχε ἀλήθεια πολὺ δίκην νά σκεφθῆι ἔτσι. Εἶνε ἀλήθεια πῶς ἦταν ἀρκετὰ προνοητικὸς νά μὴν ἀναφέρει τίς αἰτίες. Ἐμεῖς ὅμως δέν αἰσθανόμεστε καμμιά δυσκολία νά τίς ἀναφέρουμε ἀντ' ἐκεῖνου.

Ἄν καί εἶναι ἀλήθεια πῶς οἱ βαλκανικῆς κυβερνήσεις ἔχουν ἀρισμένα κοινὰ κοινωνικά συμφέροντα, ἐν τούτοις δέν μποροῦν νά ἔρθουν σέ συνεννόησιν ὅσον ἀφορᾷ ὅλα τὰ ἄλλα ἐπίπεδα.

1 Κάθε μιᾶ Δυναστία — τοῦ Βελιγραδίου, τῆς Σόφιας, ὅπως καί τοῦ Βουκουρεστιοῦ δέν ἔχει ἐμπιστοσύνη πρὸς τοὺς γείτονές της. Τίς ἀμφιβολίες αὐτῆς δέν μπόρεσαν οὔτε οἱ διάφοροι οἰκογενειακοὶ δεσμοὶ νά τίς ἐξάλειψουν. Οἱ Δυναστείες αὐτῆς κατάρθωσαν νά ἀνέβουν στὸ θρόνον χάρις σέ κατακτήσεις καί στήν ὑπόθαλψιν τοῦ Ἐθνικισμοῦ, καί θά ἐθεωροῦσαν κάθε εἶδος συνθήκη πού θά προϋπόθετε μιάν θυσία τῆς φιλοδοξίας τους καί ἐγκατάλειψη κάθε νέου ἐπεκτατικοῦ σχεδίου, ὡς βλαβερὴ γιά τὸ μέλλον τους.

2 Οἱ ὄψεις διενέξεις γιά ἐδαφικὰ ζήτηματα ἐξακολουθοῦν νά ὑφίστανται μολονότι δέν βρίσκονται τώρα στήν πρώτη γραμμῆ.

Ἡ Βουλγαρία κατηγορεῖ τὴν Γιουγκοσλαβία καί τὴν Ρουμανία διότι τὴν ἐλήστευσαν, πράγμα γιά τὸ ὁποῖο δέν θά παραδεχθῆι ποτὲ μέ τὸ καλόν. Εἶναι μεριττὸ ὅλως διόλου νά ἀναφέρουμε ἀκόμη μιᾶ φορά τίς διαρκεῖς διενέξεις μεταξύ Βελιγραδίου καί Τυράννων. Ἡ Ἑλλάς καί τὸ Βασίλειο τῶν Σέρβων, Κροατῶν καί Σλοβένων δέν κατάρθωσαν ἐπὶ ἐννέα ἔτη νά κανόνισουν τὸ ζήτημα τῆς ἐλευθέρως ζώνης τῆς Θεσσαλονίκης, δηλαδή τὸ ζήτημα τῆς ἐξόδου τῆς Γιουγκοσλαβίας πρὸς τὸ Αἰγαῖο.

Καί ἐνῶ Ἑλλάς, Γιουγκοσλαβία, καί Βουλγαρία, βρίσκονται σύμφωνοι στὸ νά ὑποδουλάνουν τὴν Μακεδονία, θέλει ἡ κάθε μιᾶ τους ἐν τούτοις νά ὑποτάξῃ τὸ μεγαλύτερό της μέρος. Αὐτὴ εἶναι ἡ κυριώτερη αἰτία τῆς διχονοίας.

Μποροῦσε κανεὶς νά συνεχίσει τὴν ἀπαρίθμησιν αὐτῆ.

Τὸ ὅτι μιᾶ συμπλησίωσις τῶν βαλκανικῶν λαῶν εἶναι ἐπιθυμητὴ, δέν εἶναι ἀνάγκη νά τὸ ἀναπτύξουμε τώρα, ἀλλὰ ὁ Κ. Μιχαλακόπουλος ἀνακοινᾷ ἓνα κοινὸ μυστικὸν λέγοντας πῶς ἓνας συνασπισμὸς κάτω ἀπὸ τῆς σημερινῆς συνθήκης τάξεως ἢ ἀταξίας, ἀποτελεῖ χιμαίραν. Μονάχα ὅταν ἀλλάξουν βασικά τὰ πολιτικὰ καθεστάτα, θά μπόρεσε κανένας νά ἀρχίσει μέ τὴν πραγματοποιήσιν τῆς τόσο ἀναγκαίας αὐτῆς Ὀμοσπονδίας.

Πέτρ. Λοῦϊ

ايشته اون بش سنه دئبري دوام ايدن قانلي ملي مجادلاتك ايلك موقتيق
 ده موقرات بر حكومت ملت حكومتي اغرار پروغرامي فه بوداللكده نقرت.
 ايشته زوالی ملت كندی ياغيله قاورولليور. هيچ بر اسنه اض يايدن
 بودجه سني، پك متو اض اولان بوجه سني توزير ايدليور. كمال حرارت
 وكرمي ايله چالشمغه باشلايور. آرتق مملكتك هر طرفنه، وجود حكومتك
 اك مهم يرلرینه صوقو لمش اولان صر بوفيلر، صر. حفيه لری قالمشندی
 اونلر كوچك اسمده داينك ياسيچ عموجه نك صوفزه سي اطرافنه مسافر
 طولان نملردی. مشورتلر ياپلمغه باشلادی. كنج، ده موقرات آرناؤد
 حكومتي احايتمك ولوكة بويوردن مملكتك استقلاليت ده فدا اولسون الا
 آرناؤد لنده ده موقرات بر حكومت اوليه حق قومشو دولتره قونسه سولنلر
 ويرمه ين اغير شرائطه استقراض يايميان بر حكومتي اورته دن قالدبرمق لازم.
 بومقصده خدمت ايجون بر آرزو توش لازم نولر. بو ده موقرات اداره
 بولشه ويكدر. ديمك لازم. حال بوكة ده موقرات حكومتك يايديق اغرار
 بروژه سي صر اغرار پروژه سنك پك چوق كيريسنده در. آرناؤد ده موقرت
 اداره سي، محكمه عرفيه سي هيچ كيمسه حقتده. بر اعدام قراري يايدمي كيمسه
 نك حقوق شخصيه ومدنيه سنده تعرض ايتدی. مملكتده سكون و اسايش
 كورلمك بر شيدی. بوكون آرناؤد دوستلفني اعلان ايدن بو صر حكومتي
 آرناؤد ده موقرات حكومتي احايه نصل قبيدي. كوچك اسم آرناؤد
 حكومتك سابق باش كيلى وارانك ليستلرله صر اركان حرييه سنك
 پلانريله، صر طولريله مملكته هجوم ايتدی. بوني بو عرصده هانكي شخصيت
 ارتكاب ايد بيلور. مملكتك بر اولادی، بر باش وكيلى دشمن بر حكومتك
 طويله، باراسيله، قوتلريله كندی ملتني آردوسني احايدييور. مظفر
 وارانكل اردوسي كوچك اسمدي تيرانه صوقيور، صر. فيلر هب كلپيور.
 ديكر طرفدن مليتپرورلر واپورلر طولوسي مقدس وطنلرني ترك ايدرك
 چيقيور.

بدبخت آرناؤد ملتني كوچك اسمده صر ضابطلرنيك اللرنده
 قالدبور. منظم اوردو بيرنه پارلي، اجرتلي قائل سورورلي كلير سه دوشونملي
 مملكت نه حاله كلير. مملكتده قالان بد بختلر زهر زهر حبسخانه لرده،
 خانه لرنده بوغولدی، اوردورلدي. مملكتده نه قدر فه بودال وار سه بر
 آره يه طولانديلر. كوچك اسمده بخت ايتديلر. آرتق نه يابارسه ك ياپ
 بزى برده او مليتپرلر ك الله و شورمه ديديلر. كوچك اسمده جمهور.
 رئيسي ... تاجلي، قرال او نيغورمه ملي مملكتك ارداني قدر بر مصرف
 ياپان پالانلر بو جمهور رئيسه فدا ... مصر آلكني بولاميان زوالی بدبخت
 ملت جمهور رئيسه پالانلر يايق ايجون قان قوصبور. سفا هتاك اسرافك
 حسابي بوق حالبوكة بو قدر سنه در حكومتي اللرنده طوتان مليتپرلردن بر نه و
 ياپان اولدی. كوچك اسم كندينه بوچكي دوزمه ني و ترنجه تاجي، تحت باشنه
 طانجه ياسيچ عموجه ياناشدی. سنه لرحه اوغراشديني اشقودره نك
 strategique نيه سني، وهرموشي ايسته دي، مشهو تاريخي سه ناعوم
 كيساسني بين الملل حدود قوميسوني آرناؤده بر اققش ايكن اوننده يكن بكدن
 صيرمه ملي تاج مقابلي آلدی. بوندن ايتاليا حرصي فضله آرتدی. صيرمه ملي
 بكن نك سكاوه ويرم ديدی. سن بانقه تاسيس اتمك نيسته مشدك اونلر
 ويرماملردی. آل بانقه ني ايسته. ديديك شرائط قبول. آل استقراض
 فائني دنياده كورولمك اغير، فاخت بر نسيدي ... بوسفر ياسيچ عموجه
 يكن بكة قزدی. بولتيقه ياپاجم دي به ايتاليا به نيچون او قدر ويردك
 كركاري ويردك، يترولي ويردك برده اوسته ايتاليان طولنجي مملجاري
 آلك ديدی. صيرمه لي نك ياسيچ عموجه نك دويماديقني كورنجه ايتاليا
 پاراسني ده اركلي كوردی. عموجه به طارلدي. و ايتاليا ايله ممهود تيران
 معاهده سني يايدی. مملكتك سوزده، كاغد اوزرنده قالمش اولان او
 استقلايته ده خاتمه ويردی. و ايتاليا مانداسنك آلتنه كيردی. بوسفر آرناؤد
 ايتاليا، ايتالياده بولنان نه قدر مليتپرور ملجعي آرناؤد وار سه اولنلرني
 حقيقتده يرمه باشلادی. آنلك باشليجه ال با شيلري بوسفر صرييه قاچديلر.

صيرمه ملي يكلرني ايتالي قوجاغنده كورن و تكميل مملكتي ايتاليا به به ش كس
 ايدن بوسيرمه ملي چوچك تيران معاهده سي قوبوسنه فيرلا تدغي طاشله
 دكل آرناؤد لني اصل صرييه ني تهلكه به القايديكي كورن صرييه بلغراده
 التجا ايدن بو بدبخت اسكي، فداكار مليتپرورلر ك اطرافلرني صارديلر. بز
 اسكي صر ب ذهنيته دكلر بز يكي بك بولتيقه سيله خطا ايتمش، بز شمدي
 ياكز بر حر، مستقل آرناؤد قاي ايسته بورز. باشقه دكل. صيرمه ملي بك
 دوشسون سز كيديكز، ملي بر حكومت ياپيكز، بز سزه ياردم ايدم لم. بالطبع
 جياتلرني خايه مليلرني اوغورنده فدا ايدن اوچ سنه دئبري مملكت خارجنده
 مجاهداته دوام ايدن بو بدبخت مليتپرورلر صر بك صر بك نه اولد يقني بيلمز
 دكلدر. اوللري كاكف لش كني طاف قاضي كني صر پاراسني آلوب مملكتنه
 فنانق ايدنلرني سنه لرحه تلمين ايدن بوقميتلي بدبخت ملتجيلر بوسفر ياسيچ
 قوميه سي ماصه سي اطرافنده طولان نملش دردرينه دوا آرايورلر.
 صر بك بويكي سوزلر به بويكي بولتيقه سنه ال اوزاتمق ايسته بورلر. بولرنده
 كوچك اسم كني تسليح ايديله جك بله كده بر كون پك قانلي مجادلاتدن
 سو كره كوچك اسمدي آنا حق فقط كوچك اسم بوكون سلا حلرني
 دكيشد ير مشدر. صر ب سلاحي يرينه ايتاليا سلاحي وارانك ليستلر يرينه
 سياه كوملكي ايتاليا ضابطي آردوسنه المشر متجاسر موسولني طولرني
 وهرموشه قدر قرومه يقدر برزرني او كته قدر تميه ايتمشدر. بو وضعت
 قارشوسنده صر ب اختلا لمي بايدراجو. ايتاليا ايله بر حرب آچق ايجون
 ايسه بو اختلاك بري واردر. قابل دكل ايتاليا آرناؤد لنده كي بوكونكي
 حاضر ليله اختلاله ميدان ويره مز، ايكي كونده باصدر بر. چونكه اختلال
 صيرمه ملي بكة قارشو اوليور. ايتاليا قوتلرينه قارشو اوليور. بوقانلي مجادله ده
 مملكت قانني دو كنده نه چيقار فرض ايدم عقله كليان بر فرصت ووصعت
 ايتالياني ايزوله ايتسون صيرمه ملي بك باري به آتلا سون، مملكتي ترك ايتسون
 بوسفر صر ب حكومتي اولكي كني بر وهرموش ايسته ميه جكمي؟ بوسفر
 بوتون قوزني غائب ايتمش اولان ايتاليا نه نديفه رهندي قاله جق؟ صورالم
 صر بك كوچك اسمدي تجمير ايدوب مصلح، ده موقرات بر هيئت مليه ني
 كو كندن قازيقمده يوزي نيچون قيزارمدي. صر بلرده ده ناموسلي ناسيق
 ليستلر واردر ناصل اولدي ده بوجانته قارشو باغراجق وجدان ملي ني
 ايجنه حك نك بر هيئت اورته نه چيقوب باغيرمدي. وجدانلري، حسيانلري
 بو قدر كورلشمش بر هيئت حكومت دون بوغازلر نه ايب صالديرديق قوشو
 بردولك معصوم بر هيئت مليه سنه بخت، انسانيت حسلري وعد ايديور
 اونلر بله اقتناع ايديله جك - دكره دوشن پيلانه صارديلر - قينندن
 فقط اورته ده قان نيچون دو كوله جك صيرمه ملي يكي چيقارمق بو كافي مي؟
 ايتاليا ايله صر بك قوزلرني حل ايدم بيمك ايجون هر سنه بر قاج بيك معصوم
 آرناؤد كويديسي اولد برمك. قابل دكل ايتاليا ايله صر ب طرف ناموسلي
 هيچ بر طرفه رشوت وير مدين بر آرناؤد حكومتي بر اقامازلر. صر ب
 ايتديكي خطالردن پشمان اولديسه نيچون بر مليونه يقين قوصوه آرناؤد لر
 نيك جمعيت اقوانده تكفل ايتد يكي حقوق مليه لريني استرداد ايتد ير ميور؟
 نيچون قار شورينه آلديني بومليتپرور آرناؤد لره ايسته سزي بوراده كي
 و طنداشلر بكنزه كوروشد برم، آنلك مكتبلرني برابر آجه لم ملي لسانلر نك
 رسم كشاد لرني برابر يابلر ديمبورلر. بوني ديمبورلرده سزه ياردم ايدم
 آرناؤد لني ايتاليا نجه سنه كيرمش اولان آرناؤد لني قورتارالم. بز آرناؤد
 ملتنه بوشته ايتاليا و صرييه حسابنه قان دو كيمه سني توصيه ايدرز. بوبله
 بر اختلال هم بر حرك مقدمه سي اولاجق و همده بيكارجه معصوم قانني
 صر ب حسابنه تكرر دو كوله جك مملكت ايتكجي بر ايتاليان استيلا سنه
 اوغرايه جق صر بلر ك حقيقه تبدل فكر ايتد كرينه ايتانايلمك ايجون
 ديديكم كي اولاق قوصوده ماكدونيا ده كي اها لنيك آياق آلتنه آلتش حقوق
 مدنيه و مليه لريني اعاده ايتسونلر اوندن سو كره حسن نيتلرني اعلان
 ايتسونلر. يوخسه بوش بو شنه بدبخت مللر ك طابعيله اوينا ماسونلر.

بالتان فد راسيونى

هر اون بش كونده انتشار ايدر

بالتان اقليتريتك ومظلوم ملتريتك مجموعده سيدر

بالموم بالتان اسانلرنده بازيلمقده در

بوكونك آرناؤدلق مسئلهسى.

آرناؤدلقده بوكون دون اترقهلى افكار عموميه به بك آجيق آكلاتايملك ايچون اوچ درت سنه اولسند نيري كچن صهنلرى قيصهجه خلاصه ايده جكم. بوكونج. كوچك مملكتك طالعى دائما ملكتك قاننى نه من فه نوؤدالرك، لكارك النده قالمشدر. تورك اداره سنده يته بو فه نوؤدالرك حكو منه صوقولش، ملكتك دريسنى صوميش، آرناؤدلقك استقلاليت مجادلانى صهنلرنده يته بوئلر اجنبى دولتلره دالا وه رالر چورمش و يتكلر جه. آرناؤدك جاننه قيمش، مملكته سنه لردنبرى جريان ايدين قانلى وقايى دوغو رمشدر. بوراده كچن صهنلرى تكرار ايده حك كلم يالكن مملكتك باشنه كلن بوكونكى فلاكت دونكيتك عيى اولديغى اونانان روللر عيى روللر اولديغى كوستره بيلمك ايچون بر آزاؤل كچن وقايى ده خاطر لاقى ايستره ايشته خلاصه: تكميل ملت، مملكتي اجنبى استبلارندن تميزله مك ايچون آياقلا نيور فوجه ايتاليا قه تلبله بويوك تاريخى حربى ياپيور، ايتاليا نلرى بر آؤچ قواى مليه ايله دكره د كيور. طوپ، دره يوطه، متراليوز عزم مى قارش سنده بارا ايتيور. مملك ايتالان دكل آرناؤد. مرد آرناؤد قاليور. شمالي آرناؤد لى استيلا ايدين صربلر ده قادي نلره وارنجه اللرنده باطه اولارق صربلرله قانلى حربلر ياپيور، صربلرگ منتظم قوتلرى درنه دو كوليور، مملك صرب دكل آرناؤد قارليور. بو مجادلانى يان ملت طبقه سيدر، منور كنج طبقه در. مملكتي بمسهن، ملكتك دريسنى صويان فه نوؤدال طبقه دكلدر. بر فه نوؤدال قه بديك ار كرده ايتاليا حاكمى در. ملت لوشنه تاريخى بويوك قوتفره سنى ياپيور. اجنبيلر مملكته دن چيقار لما ايدير، بز يالكر كدى مى عر مزه كوه نمى لى زه، بزه هيچ بر اجنبى دوست اولاماز ... قرارينى و ير ييور. ايتاليا حاكمى مفيد بك ايتاليا قوتلرله قوتفره يى داغيتمه قالقيستيور. آرناؤد قاننى نه من فه نوؤدال اوچاقلردن طوبنانى اوچاغى بر اسعد پاشا چيقار ييور، استقلال مى قارشوسنده چارپشان ككله ملته قارشى صرب اوليور. صرب قوتلرله ملتي قارشولايور. بر كنج عوفى رستم بو فلاكتي پارمغيله در دير ييور. پارسه كيديور، بو صرب قومانداننى بوه سه ر ييور. مملك فلاكتدن قور توليور. بويله قانلى مجادلانله، بيكاز جه

فداكارلارده بر استنلايت قازانييور. حكومت قوروليور. حكومه اونامادن نيه او قودامانلر كچيور. ناظر، ره زه نت، نه ونلر اوليور، هر بررلى بز Populer ايزه، بز ملت، ماسر اداملى ايزه ديه ره، يور لرنده كى ماسكهرى قالايدلر شير ييور. ايشته بر احمد زوغ اسعد طوبنانيك يكي كنج، جوال. آرناؤد روحك، آرناؤد مكتبك اك جينلى بر كنجى ملت برور اوليور. اقربا، دايى، عموجه طائيه، ر. مجادلان ملية ده خارقه لر كوستر ييور. ملت برورال باشلرلك سنه لرجه بورغون قالمش شكيرلرى خسته لاشه بويله كنج، فعال برمال بو نجه مال بولش مغربى كى بو چوجى اورته يه آليورلر، قوماندان، داخلية ناظرى ياپيورلر. وقتا كه حكومت دومنى يان دومك عموم صرب آدملى مملكته كيز ايجه حايه اولنجه باشلادى بو كوچوك اسعد پاشاد، شهبه ايد ملكه باشلادى. كوچوك اسعد داخلية ناظرلغى باطو آلدى. اونى ويره م ديور. كوچوك اسعدى بورغون ملت باش و كيل ياپيور. كوچك اسعه يته داخلية نظارتى بر اقيور، هر ايكيسى طوبتور. آرق قواى حكومته حيتت قالمشدى. بر كنج بر بكر والتهر پارلامنتوده بو فلاكته پارمغيله ختمه ويره م عزم ايديور، كو يك اسعد خفيف ايكى قور شون ياراسيله قور توليور آرق، بوزنده كى قايىز ماسكى فيرلا نيور، اولاي دايلىسك، بويوك اسعدك قاننى آليور. بر صوقاق قائلنك جينلر يى تولدير ييور. مملكك اك مقدر اولاد ينى، ايتاليا نورماله مك اك نجيب الله سى عوفى روستمى صوقاق اورته سنده اولديور. ايشته صل صحنه، آرناؤد لفته دوران ايدين بولتقمه صهنلرى بو قاتل قور شويله آجيقه چيقيور. عموم آرناؤد ملتي، ملكتك نجيب ككله سى صوقاقه سه ر يان، بومقدس اولاد نيك جنازه سى باشنه طوبلا نيور، اغلايور، صيزلايور، جنازه كبه ملت اولان اولونبايه، استقلال باباسك مزارى يانه بويوك اختفالات ايله دفن ايدييور. بويوك جنازه آلابى سلاحه صاريليور اون بش كون داوم ايدين بر ملت حرييله كوچوك اسعد، ملينپور Populer احمد ملكك طوبلر يى ده بر ارنده آلا رلق دايلىسك صربيه سنه فرار ايدييور. مملك بو كيزى ييلاندده بو صورتله قور تيليور. بو سفر اصلاحات بوزملى بك راديقال اوليور. مملكته نه قدر نجيب سيما وارسه ايش باشنه دعوت ايدييور.

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
6 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (1505-1518): Notre Enquête sur la Fédération Balkanique
Prof. Fr. Kraus — Prof. Dr. Veit Valentin — Theodor Lessing
Le martyre du peuple macédonien: Une liste funèbre — Ellek Köblös en grève de faim — Paul Louis: La solution du problème Macédonien — Jean Zyromski: Le Droit des Peuples dans les Balkans — I. Maranaj: La traité secret italo-albanais — I. Mateescu: La ruine économique en Roumanie — T. Stanitch: Les élections parlementaires yougoslaves et les Croates — Un Appel de l'Association des Emigrés Bulgares en France
La réaction dans les Balkans: Faits et Evénements
Texte allemand (1518-1520): Unsere Enquête für die Balkan-Föderation: Prof. Fr. Kraus — Prof. V. Valentin — Th. Lessing — D. Jovanović: Die Bilanz der jugoslav. September-Wahlen — **Texte albanais (1521-1522):**

J. Maranaj: Shqynnia vasalë e fashismit — **Texte bulgare (1522-1524):** Д. Влахов: Ляпчев тжри заем — П. Луи: Разрешението на макед. проблема — **Texte croate (1525-1526):** Dr. C. Antonetić: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji-II — **Texte roumain (1525-1526):** I. Mateescu: Ruina economică în România — **Texte serbe (1527-1529):** Д. Јовановић: Биланс септембарских избора — Јастребац: Црногорци и Ханс-Ерих Камински — **Texte grec (1529-1530):** Πόλ Λοῦ: Ἀποπειρὸς συνμαχίῶν στὴν Βαλκανική — **Texte turc (1531-1532):** Rassid: بوكونك آرناؤدلق مسئلهسى.